



La Presse

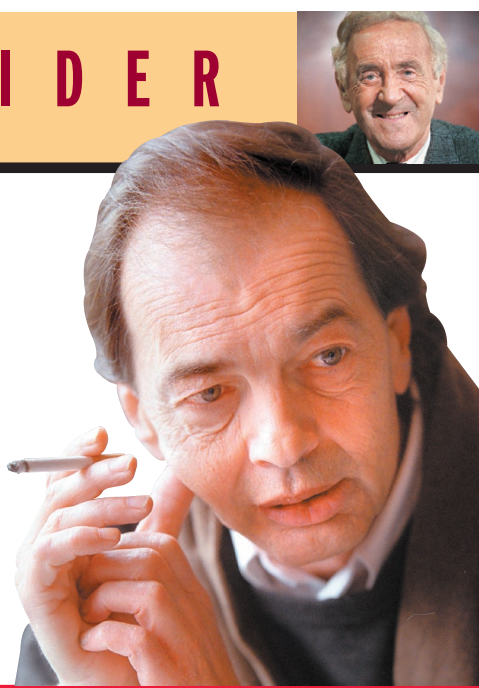
Vers une nouvelle
saison de ski

Page C1

La guerre,
no sir!

Page B1

Gil Courtemanche



MONTRÉAL | DIMANCHE 22 OCTOBRE 2000 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | DEPUIS 1884 | 117^e ANNÉE • NO 3 • 56 PAGES • 4 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC • HULL-OTTAWA • 70 C

>BASEBALL

3 **4**
PAGE S3

>HOCKEY

2 **5**
PAGE S7

| PROCHE-ORIENT |

La Ligue arabe dit souhaiter une paix juste et durable

d'après AP et AFP

LE CAIRE — Les affrontements meurtriers dans les territoires palestiniens ont été au coeur des discussions du sommet arabe qui s'est ouvert hier du Caire, mais ils n'ont pas permis pour autant de dégager un consensus de la part des participants, la délégation libyenne quittant même la réunion en raison du refus de la majorité des participants d'opter pour la rupture des relations avec Israël.

Selon un projet de résolution finale, les participants devraient demander aux Nations unies de créer un tribunal pénal international pour juger « les criminels de guerre israéliens » et « assurer la protection » du peuple palestinien.

Dans le même temps, les violences se poursuivaient dans les territoires palestiniens, faisant cinq nouveaux morts chez les Palestiniens, victimes des tirs de l'armée israélienne, et plus d'une centaine de blessés. Par ailleurs, hier soir, quelque 6000 colons juifs ont manifesté devant la résidence du premier ministre Ehud Barak pour réclamer une répression accrue de la nouvelle intifada palestinienne. En revanche, à Haïfa, juifs et arabes israéliens ont manifesté contre la violence. Vendredi soir le conseil de sécurité de l'ONU avait condamné la main de fer imposée par l'État hébreu sur les Territoires.

Ehud Barak a annoncé la décision d'Israël de marquer une

Voir LA LIGUE en A2
Un Palestinien s'explique - Page A15

ASSEZ, C'EST ASSEZ !



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Le journaliste Michel Auger, victime d'une tentative de meurtre le mois dernier, a participé hier, avec quelque 2000 autres personnes, à une marche à la mémoire de Francis Laforest, battu à mort mardi dernier pour avoir expulsé des revendeurs de drogue liés aux motards de son établissement.

2000 personnes manifestent contre la violence des groupes criminels

RAYMOND GERVAIS

Près de 2000 personnes ont défilé hier après midi dans les rues de Terrebonne, afin de rendre un dernier hommage à Francis Laforest, 29 ans, battu à mort mardi dernier par des motards qu'il avait expulsés de son resto-bar de la rue Saint-Pierre, dans le Vieux Terrebonne.

Le journaliste Michel Auger, lui-même victime d'une tentative de meurtre le 13 septembre dernier, s'est joint aux marcheurs en tant que victime de la violence des groupes criminels.

Michel Auger qui a été atteint au dos par cinq projectiles d'arme à feu alors qu'il arrivait à son travail, a expliqué qu'il fallait dénoncer la violence attribuable au crime organisé et la terreur que répandent les groupes de motards criminels.

« Je suis ici aujourd'hui en tant que victime de la violence du crime organisé. J'ai choisi de démontrer ma solidarité avec les gens qui sont ici et avec la famille de M. Laforest, victime de cette violence gratuite », a expliqué le journaliste.

M. Auger a ajouté que le gouvernement devra agir afin de contrer plus efficacement les agissements du crime organisé, lequel prend de plus en plus de place dans la société canadienne et fait de plus en plus de victimes innocentes.

« Les criminels canadiens évitent les États-Unis parce que les lois de l'autre côté de la frontière sont efficaces, autant en ce qui touche les stupéfiants que le blanchiment de l'argent provenant du crime organisé. »

M. Laforest a été tué devant sa résidence après avoir été attaqué par des inconnus.

Ses amis ont expliqué hier qu'il avait maintes fois expulsé de son établissement des revendeurs de drogue liés aux motards, désirant garder son établissement propre.

Le jeune propriétaire du bistro McTavish, 803, rue Saint-Pierre, est considéré comme un héros par ses



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Éplorés, deux amis de Francis Laforest se sont recueillis quelques minutes devant la demeure de la victime, hier à Terrebonne.

Voir ASSEZ en A2

Que le meilleur gagne

La campagne électorale démarre aujourd'hui et durera 36 jours

GILLES TOUPIN

OTTAWA - Le premier ministre Jean Chrétien traversera la promenade Sussex ce matin un peu avant 11 h pour se rendre chez sa voisine d'en face, la gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, et la prier de dissoudre la Chambre des communes.

Aussitôt, le processus électoral sera lancé et des élections générales auront lieu lundi le 27 novembre 2000.

La journée sera riche en événements et en mouvements de tout genre pour les chefs des partis politiques et pour les milliers de candidats qui s'apprentent - pour certains en catastrophe - à faire campagne à la grandeur du pays.

Mais d'abord, ce que doit faire ce matin le premier ministre, dans le jargon de la procédure des Communes, c'est présenter à la gouverneure générale « un instrument d'avis recommandant la dissolution de la Chambre des communes ». Mme Clarkson émettra alors une proclamation portant dissolution du Parlement. M. Chrétien doit ensuite présenter un décret au directeur général des élections, Jean-Pierre Kingsley, l'enjoignant de délivrer ce qu'on appelle « les brefs d'élection ». La gouverneure générale doit à son tour émettre une proclamation pour que soient délivrés ces brefs d'élection.

La bataille de 36 jours sera alors officiellement déclenchée, même si les chefs sont sur un pied de guerre depuis un certain temps déjà.

À sa sortie de Rideau Hall, le premier ministre Chrétien doit tenir ce midi un point de presse et il s'envolera un plus tard vers son comté de Saint-Maurice où, selon la tradition, il donnera le véritable coup d'envoi à sa propre campagne. Il terminera la première journée de cette longue course à étapes à London, en Ontario.

Quant au chef de l'opposition officielle, il a préféré lancer hier, à Hull, sa campagne électorale afin de respecter la promesse faite à sa famille de ne jamais travailler le dimanche. Stockwell Day passe donc

Voir QUE LE MEILLEUR en A2
Autres informations - Pages A6 à A8

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	La presse d'ailleurs	A15
cahier B	Le bridge	C8
- livres	Le monde	A12-A14
- horaire spectacles	Loteries	A2, A4
- horaire télévision	Politique	A6-A8
Bandes dessinées	Mots croisés	B11, S10
Consommation	Petites annonces	
Décès	- immobilier	C6, C7
Éditorial	- marchandises	C7
Forum	- emplois	C7
Êtes-vous observateur	- automobile	C7-C9
Génies en herbe	Robitaïlle Louis-B.	A14
Feuilleton	Sciences	B12
Horoscope	Têtes d'affiche	B10
Laporte Stéphane	A5	

MÉTÉO Voir page S16
Ensoleillé
Maximum 11, Minimum 1



Un monde sans Clinton

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Le journaliste Joe Klein, du magazine *The New Yorker*, raconte l'anecdote à la fin d'un long article-bilan sur la présidence de Bill Clinton.

Le 15 août dernier, au lendemain de son discours d'adieu à la convention démocrate de Los Angeles, le président des États-Unis se retrouve à Monroe, une ville du Michigan, où il doit passer symboliquement le flambeau à son vice-président, Al Gore. Après une cérémonie sans chaleur, il roule en limousine vers l'aéroport en compagnie de Klein, auteur de *Primary Colors*, un roman politique inspiré de la première campagne présidentielle de Clinton.

Chemin faisant, le président arrête son convoi de voitures devant un restaurant McDonald's. Il sort de sa limousine, suivi par Klein et son entourage de conseillers et de gorilles. Il entre dans le restaurant,

LA PRESSE À NEW YORK

se dirige vers le comptoir et commande des croquettes de poulet, une boisson gazeuse et « une tonne » — l'expression est la sienne — de frites.

Ça fait des années que le président, un grand amateur de *junk food*, n'a pas mis les pieds dans un McDonald's. Il a l'air parfaitement à l'aise, même si tous les employés et les clients du restaurant sont bouche-bée. En se tournant vers Klein, le président des États-Unis dit : « Si je dois renouer avec la vie de citoyen, aussi bien commencer tout de suite. »

En effet, Clinton restera officiellement au pouvoir jusqu'au 20 janvier 2001, mais sa présidence est quasiment finie. Le 7 novembre prochain, jour de l'élection présidentielle, le premier baby-boomer à la Maison-Blanche cessera de dominer la vie politique de son pays.

Ses ennemis les plus irréductibles se réjouiront de son éclipse, eux qui n'ont jamais reconnu sa légitimité.

Mais les autres ne manqueront pas d'éprouver un sentiment de vide, aux États-Unis comme dans plusieurs pays étrangers.

« Il nous manquera », entend-on souvent ces jours-ci à propos du 43^e président américain.

Il nous manquera d'autant plus que les candidats à sa succession ne suscitent aucun enthousiasme, aucune ferveur. George W. Bush veut passer pour un grand coeur, mais il ne va pas à la cheville de Clinton au chapitre de l'empathie. Le fils du 42^e président donne l'impression de surfer sur la vie, les idées, les gens. Lors du deuxième débat présidentiel, il a esquissé un sourire en coin en parlant de trois hommes condamnés à mort au Texas. Il s'est plus tard

Voir UN MONDE en A2

Les relations de travail

Le regroupement qui donnera naissance à une ville unique dans l'île de Montréal va poser des problèmes très ardu dont celui de l'intégration des 90 conventions collectives, et cela sans hausser la masse salariale de la nouvelle ville. La proposition du mandataire Louis Bernard ferait passer notamment la moitié des 30 000 employés actuels des villes sous l'autorité de la ville centrale, et les autres demeureraient dans les 27 arrondissements pour fournir les services de proximité, comme le déneigement et le ramassage des ordures ménagères. Dans le second volet de notre série *Une île, une ville*, Martin Pelchat aborde la délicate question des relations de travail.

Voir nos informations en Page A9

DEMAIN DANS LA PRESSE

De beaux attributs

Le créneau des véhicules utilitaires fait les beaux jours de l'industrie automobile par les temps qui courent. Avec la Tribute, un véhicule utilitaire sport, Mazda peut désormais se positionner dans un segment de marché où le constructeur automobile brillait jusqu'ici par son absence. Éric LeFrançois a fait l'essai, il y a quelques semaines, de cet utilitaire à « l'âme d'un roadster » sur les routes du Québec.



À lire demain dans le cahier Auto.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
lapresse.infinet.net

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Quoi faire aujourd'hui
andre.cloutier@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECouvreMENT (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur: (514) 848-6287
Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

Par télécopieur: (514) 285-7039
Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30
Samedi: 7 h à midi / Dimanche: 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: 0-3-6 > À quatre chiffres: 1-6-5-1

LOTO 6/49

> 38-43-44-45-46-47 Compl.: 17 > Extra: 013098

SUITES DE LA UNE

LA LIGUE

Suite de la page A1

« pause » dans le processus de paix en raison des derniers affrontements. Ziad Abou Zayyad, un homme politique palestinien de premier plan, a réagi en estimant qu'une suspension formelle du processus de paix n'avait pas grand sens car « il était déjà gelé ».

Au sommet de la Ligue arabe, Yasser Arafat, a accusé Israël de commettre « des massacres de la pire sorte » contre les Palestiniens, mais il a réaffirmé que son choix était « celui d'une paix permanente, juste et totale ». « Notre but est de libérer notre terre, d'installer notre État indépendant avec Jérusalem pour capitale, et (d'obtenir) le retour des réfugiés », a déclaré le président de l'Autorité palestinienne.

Quelques minutes auparavant, Hosni Mubarak, qui ouvrait le sommet, a reproché à Israël d'avoir conduit dans l'impasse le processus de paix avec les Palestiniens, en « terrorisant des civils innocents et en tuant des enfants sans défense ». Mais le président égyptien a souligné que les pays arabes ne renonceraient pas pour autant au dialogue.

À la fin de son discours, le président égyptien et les autres dirigeants se sont levés pour une minute de silence en hommage aux Palestiniens tués dans les violences depuis le 28 septembre, date de la visite du chef de la droite israélienne, Ariel Sharon, sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem. Les affrontements qui ont opposé depuis Israéliens et Palestiniens ont fait au moins 128 morts et plus de 2000 blessés.

Les projets de déclaration finale du sommet du Caire, qui doivent être adoptés aujourd'hui, appelleraient à un rétablissement du boycott contre Israël, à un rappel des représentants commerciaux des pays arabes à Tel Aviv et à un gel, à leur niveau actuel, des échanges économiques et culturels pour l'Égypte et la Jordanie - les seuls pays à avoir des relations diplomatiques avec l'État hébreu.

Pour sa part, le président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali a préconisé la mise en place d'une « force d'interposition internationale dans les zones de friction et aux points de passage entre Palestiniens et Israéliens ».

Tout cela est insuffisant pour la délégation libyenne qui a claqué la porte. « Le sommet ne comprend pas une condamnation claire d'Israël et ne propose pas au moins de rompre les relations diplomatiques, ce qui est le minimum dans un moment aussi crucial », a déploré la délégation de Tripoli dans un communiqué. « Tandis que nos frères palestiniens continuent à mourir tous les jours et que l'opinion publique arabe est toujours révoltée par les actions israéliennes, les dirigeants arabes restent passifs et tranquilles ».

Ce départ prématuré des Libyens illustre le fait que les modérés tels que le président égyptien Hosni Mubarak conservent une voix prépondérante à ce sommet de la Ligue arabe qui doit s'achever ce soir. Mais dans le même temps à Hébron en Cisjordanie, des manifestants palestiniens brûlaient les portraits du président égyptien Hosni Mubarak, du roi Abdallah de Jordanie, de celui du Maroc Mohammed VI et du roi Fahd d'Arabie.

ASSEZ

Suite de la page A1

amis et par la population de Terrebonne qui le voit comme celui qui a eu le courage de tenir tête aux motards.

« Francis était un homme bien qui croyait en la loi. Il est mort en défendant ses convictions. Sa mort ne doit pas être vaine et le gouvernement et la police doivent tout mettre en oeuvre, non seulement pour mettre la main au collet de ses

meurtres, mais aussi pour lutter farouchement contre les criminels qui s'en prennent à des honnêtes citoyens qui tentent de faire leur part pour lutter contre les bandes criminelles », a déclaré Lucie Archambault, une connaissance de Laforest.

Le cortège funèbre s'est mis en branle vers 13 h en face du bar McTavish pour se diriger vers le

lieu où le meurtre a été commis, puis au salon funéraire Saint-Louis, où la dépouille de Francis Laforest est exposée.

Stéphane Goulet, un ami de la victime, a expliqué hier que la manifestation d'hier était une marche contre la violence, à la mémoire de Francis Laforest qui était un ami de tous à Terrebonne.

UN MONDE

Suite de la page A1

défendu de se réjouir des exécutions dans son État, mais son rictus était bizarre.

Gore semble plus intelligent et compétent que Bush, mais il souffre d'un sérieux déficit côté charisme, et ce, en dépit de tous ses efforts. En août dernier, pour prouver aux Américains qu'il n'était pas fait en bois, il a échangé un long et passionné baiser avec sa femme Tipper avant son discours à la convention démocrate de Los Angeles. La scène était mémorable. Les commentateurs l'ont baptisée « The Kiss ». Elle a été jouée et rejouée à la télévision, comme un symbole de la tentative désespérée du vice-président de prouver son humanité.

Ce cher Albert, il en fait toujours un peu trop. Tout semblait tellement plus facile pour Clinton. Né chez les petits blancs d'Arkansas et éduqué dans les plus grandes universités des États-Unis et d'Angleterre, il était capable de rejoindre presque tout le monde, les chômeurs du New Hampshire comme les intellectuels de New York, les Blancs comme les Noirs, les femmes (surtout les femmes) comme les hommes.

Or, à quelques jours du scrutin présidentiel, Clinton est un homme inquiet. Il ne parvient pas à comprendre les difficultés de Gore, qui tire de l'arrière sur Bush dans les

derniers sondages. Le vice-président ne devrait-il pas déjà avoir mis son adversaire dans sa petite poche ? N'a-t-il pas hérité d'une situation idéale ? Qu'on y songe. Les États-Unis traversent la plus longue période de prospérité économique de leur histoire. Ils ont créé 22 millions d'emplois depuis 1993. Le nombre d'assistés sociaux a été réduit de moitié. Le taux de pauvreté est à son plus bas niveau en 20 ans. La criminalité a chuté de 25 %. Même les taux de divorce et d'avortement ont baissé.

Et pourtant, Gore risque d'être battu par un politicien qui a du mal à expliquer clairement ses propres propositions.

Clinton n'en revient pas. Et il s'est arrangé pour le faire savoir. Vendredi, bien informés par des « amis » du président, tous les grands quotidiens des États-Unis ont publié des reportages sur la frustration de l'occupant de la Maison-Blanche. Celui-ci voudrait que le vice-président lui passe un coup de fil pour lui demander de l'aide. Il serait prêt à faire campagne à ses côtés. Il a même hâte de passer à l'action. N'est-il pas le politicien le plus talentueux de sa génération ? Mais le téléphone ne sonne pas.

En lisant l'article du *New York Times*, le plus complet de tous, on comprend pourquoi. Entre les Gore

et les Clinton, il y a un froid. Al, Tipper et Kareena, leur fille aînée, n'ont pas encore pardonné à Bill son comportement dans l'affaire Lewinsky. Les trois pensent que le président a commis une bassesse inqualifiable en s'amusant avec une stagiaire à peine plus vieille que sa fille Chelsea et en mentant à tout le monde à propos de sa liaison.

Clinton, de son côté, est conscient d'avoir compliqué la tâche de son second en se faisant prendre les culottes bassées. Mais il trouve que Gore a tourné inutilement le fer dans la plaie en choisissant comme colistier Joe Lieberman, son critique le plus sévère dans l'affaire Lewinsky.

Au lendemain de la publication de l'article du *New York Times*, les Clinton et les Gore ont pris soin de se faire photographier ensemble pour montrer qu'ils forment toujours une équipe unie. Mais le vice-président a refusé de dire aux journalistes s'il demanderait enfin à son patron de faire campagne avec lui, comme le réclament plusieurs démocrates.

Gore veut être son « propre maître », comme il l'a dit lors de son discours d'investiture de Los Angeles. Il rêve à un monde sans Clinton. Il reprendra peut-être ses sens à temps.

QUE LE MEILLEUR

Suite de la page A1

la journée à sa résidence officielle de Thornoway à Ottawa. Il prendra la route tôt demain matin pour poursuivre sa campagne à Oakville en Ontario, dans cette province où justement l'Alliance canadienne souhaite faire une brèche dans le château fort du Parti libéral, qui y détient 101 des 103 comtés. C'est cette bataille qui devrait déterminer l'issue de la guerre.

Gilles Duceppe, le chef du Bloc québécois, prend le départ aujourd'hui, à l'occasion de son assemblée d'investiture dans Laurier-Sainte-Marie, à Montréal. M. Duceppe tentera d'attirer sur lui les réflecteurs médiatiques en rendant public « Le livre noir des libéraux », sorte de pendant du Livre rouge que doit sortir prochainement le PLC. « Le livre noir », selon le Bloc, est un bilan des ratés et des échecs du gouvernement Chrétien depuis 1993. En soirée, M. Duceppe doit se rendre dans le comté de Joliette où il assistera à l'assemblée d'investiture de Pierre Paquette, l'ancien syndicaliste, aujourd'hui vice-président du Bloc.

Du côté du Nouveau Parti démocratique (NPD), là aussi, on affirme être prêt au combat. Mme Alexa McDonough réagira au déclenchement des élections ce matin, dans un Centre de santé communautaire

à Ottawa. Elle se rendra dès cet après-midi à Toronto pour assister à l'assemblée d'investiture de Mel Watkins, dans le comté de Beaches-East York, détenu par la ministre du Développement international, Maria Mina. Mme McDonough sera demain dans sa circonscription de Halifax, en Nouvelle-Écosse, où a lieu son assemblée d'investiture.

Enfin, chez les progressistes-conservateurs, Joe Clark a trouvé une façon bien à lui de commenter le déclenchement des élections. Il visitera à 13 h 45 aujourd'hui l'hôpital régional de Digby, en Nouvelle-Écosse. Il entend demander à Jean Chrétien comment ce dernier peut justifier de dépenser 200 millions de dollars pour faire des élections alors que tant de besoins pressants ne sont pas encore satisfaits dans le domaine de la santé au Canada. Pourquoi ne pas plutôt utiliser cet argent pour soulager les malades ? interrogera le chef conservateur. M. Clark assistera plus tard à l'assemblée d'investiture du député Mark Muise, dans Ouest-Nova, pour se rendre ensuite saluer ses électeurs dans son comté de Kings-Hants. Un siège qu'il n'aura occupé que quelques mois, puisque M. Clark est cette fois-ci candidat dans sa province natale, dans Calgary-Centre.

Plusieurs projets de loi mourront au feuillet

Presse Canadienne

OTTAWA — Le déclenchement anticipé des élections fédérales provoquera vraisemblablement la mort au feuillet de plusieurs projets de loi proposés par le gouvernement sortant de Jean Chrétien, parce qu'ils n'ont pas été adoptés avant la dissolution du Parlement.

Environ une vingtaine de ces projets présentés aux Communes, dont quelques-uns faisaient l'objet de débats depuis fort longtemps, sont promis à l'abandon à cause de l'appel aux urnes, qui sera fait aujourd'hui.

Tout projet de loi existant, même si il a fait son chemin jusqu'à l'approbation du Sénat, s'éteint lorsque est émis le bref ordonnant la tenue des élections et revient à la case départ au moment du début des travaux de la législature suivante.

Parmi ces projets on retrouve les amendements, fort critiqués, qui devaient être apportés à la Loi sur les jeunes contrevenants. Les changements proposés abaissaient l'âge à partir duquel les accusés devaient comparaître devant un tribunal pour adulte. Le projet de loi est demeuré à l'étape du comité pendant des mois à cause d'une obstruction systématique des députés du Bloc québécois.

Par la suite, les libéraux ont refusé de débattre du projet de loi aux Communes parce que le Bloc ne voulait pas retirer ses 3100 amendements proposés.

On a également abandonné des projets de loi proposant d'instaurer des peines plus sévères pour le harcèlement criminel, l'introduction par effraction et le désarmement d'un policier.

Un projet de loi à oublier et pour lequel le ministère fédéral de la Justice ne s'est pas montré très enthousiaste est celui qui aurait permis aux juges d'imposer des sentences de 50 ans de prison sans possibilité de libération conditionnelle aux récidivistes en matière de meurtre ou d'agression sexuelle. Ce projet de loi est bloqué au Sénat depuis l'an dernier.

Les défenseurs des droits des consommateurs sont furieux de

constater la mort du projet de loi, élaboré depuis cinq ans, qui proposait une restructuration des services financiers au Canada. Le projet aurait imposé de nouvelles responsabilités aux banques ainsi qu'aux coopératives et donné de nouveaux droits aux consommateurs.

« Nous sommes inquiets à l'idée de penser que lorsque cela reviendra, ils déposeront un nouveau projet de loi qui donnera aux banques tout ce qu'elles désirent et qui ne fera rien pour protéger les consommateurs ou rendre les banques directement responsables pour la piètre qualité du service », fustige Duff Conacher, de l'organisme Démocratie en surveillance.

Deux autres projets de loi qui mourront également devaient mettre à jour la Loi sur la citoyenneté et rendre plus sévère la Loi sur l'immigration.

Le gouvernement de Jean Chrétien a échoué dans sa tentative, vendredi, de faire adopter à la dernière minute le projet de loi qui proposait des assouplissements aux règles d'admissibilité à l'assurance-emploi.

Dans une manœuvre qui a été qualifiée d'électorale, le gouvernement libéral est revenu en arrière sur ses propres mesures de restriction pour permettre à davantage de femmes et de travailleurs saisonniers — dont plusieurs vivent dans la région de l'Atlantique — de bénéficier des prestations. Vendredi, le gouvernement n'a pas été capable d'obtenir un consensus en chambre.

Cependant, ce même gouvernement a réussi à faire approuver définitivement par sanction royale l'entente qu'il a signée avec les provinces pour augmenter le financement du système de santé. Un projet de loi octroyant certains avantages aux vétérans de la guerre a également été adopté.

Les critiques de l'opposition estiment que les libéraux devront payer pour leur piètre performance législative. « (Chrétien) laisse tomber une grande part de projets qui n'ont pas été adoptés — c'est une bonne nouvelle pour nous », a laissé entendre le chef du Parti conservateur, Joe Clark.

Sir Thomas More, saint patron des hommes politiques

Associated Press

CITÉ DU VATICAN — Sir Thomas More, dont l'opposition au roi Henri VIII d'Angleterre lui coûta la vie en 1535, sera bientôt proclamé saint patron des hommes politiques. Le Vatican a pré-

cisé avant-hier que le pape Jean Paul II ferait cette proclamation dans le cadre des festivités de l'Année sainte.

Chancelier du roi Henri VIII, Sir Thomas s'était opposé à son divorce d'avec Catherine d'Aragon et avait refusé d'avaliser l'Acte de su-

prématie par lequel le souverain rejetait l'autorité papale et s'érigait en chef de l'Église d'Angleterre. Emprisonné à la Tour de Londres, l'humaniste fut décapité en 1535. Le Saint-Siège le canonisa en 1935.

ACTUALITÉS



Québec veut abandonner l'inspection des aliments

RAYMOND GERVAIS

Le ministère de l'Agriculture des pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), s'apprête à abolir son système d'inspection des aliments tel qu'on le connaît, pour en confier la gestion à un organisme indépendant.

Du même coup, le MAPAQ entend revoir son partenariat avec la Communauté urbaine de Montréal, les villes de Québec, de Trois-Rivières et de Sherbrooke à qui il a confié l'inspection des commerces d'alimentation sur leur territoire.

Selon ce que *La Presse* a appris, le MAPAQ songerait à confier l'inspection des aliments à un organisme qui pourrait ressembler à l'Agence canadienne d'inspection des aliments créée il y a quelques années par Agriculture Canada qui s'est départi de son service d'inspection des aliments.

Bien que la formule ne soit pas encore connue, la date de l'implantation du nouveau système est prévue pour le 1^{er} avril 2001.

Le directeur du Service de l'Environnement de la CUM, M. Jean Troalen, duquel relève le module de l'inspection des aliments, a confirmé la nouvelle hier à *La Presse*. M. Troalen a appris la nouvelle par hasard en début de semaine de deux sources différentes. Ce n'est toutefois que mercredi qu'il en a eu la confirmation, lorsque son adjointe, Mme Christine Vézina, responsable du module de l'inspection des aliments, s'est rendue à Québec rencontrer Mme Louise Blanchet du MAPAQ, une collaboratrice de la sous-ministre Jocelyne Dagenais.

M. Troalen s'est dit d'autant plus surpris de la décision gouvernementale qu'il n'avait jamais entendu parlé d'une possible restructuration.

« Tout ce que nous savions, c'est qu'il y avait des rumeurs qui circu-

laient depuis une dizaine d'années, mais rien ne laissait présager un tel dénouement. Tout cela a été fait sans qu'on soit consulté, comme si l'on n'était pas des partenaires du ministère dans le domaine de l'inspection des aliments », a précisé M. Troalen.

À la CUM, 36 inspecteurs sont affectés au service de l'inspection des aliments et visitent régulièrement les restaurants, les marchés d'alimentation, les dépanneurs, les boulangeries, les pâtisseries, les poissonneries ainsi que les autres endroits où l'on prépare et vend de la nourriture afin d'assurer aux consommateurs des produits alimentaires sécuritaires et de qualité.

Selon M. Troalen, les inspections se poursuivront sur une forme ou une autre, « mais combien d'inspecteurs seront chargés de l'application du règlement pour la grandeur du Québec, on l'ignore pour le moment. On avait eu vent qu'il se préparait quelque chose. On avait posé la question et on nous avait répondu par la négative », a ajouté le directeur.

Les inspecteurs en santé publique de la CUM ont appris la nouvelle vendredi avec stupéfaction lorsque M. Troalen leur a annoncé ce qu'il venait d'apprendre de façon non officielle. « On nous traite comme les derniers venus, on a aucune considération pour le travail que nous effectuons », a précisé pour sa part un inspecteur.

Toujours d'après ce que M. Troalen a appris, le gouvernement aurait l'intention de créer une société indépendante qui irait elle-même chercher ses fonds de fonctionnement. La nouvelle société ne serait pas assujettie aux présentes conventions collectives liant le gouvernement à ses employés.

Ce qui choque M. Troalen et ses inspecteurs, c'est la façon d'agir du gouvernement.

« Contrairement au fédéral, où les employés ont vu le coup venir des années à l'avance, Québec s'apprête à placer ses fonctionnaires ainsi que ses partenaires devant un fait accompli. La création d'une structure différente de celle que

nous connaissons présentement ne veut pas dire nécessairement que ce ne sera pas efficace, mais il y a des façons de le faire. Sommes-nous des partenaires ou pas? Est-ce la façon de faire avec le gouvernement lorsqu'il traite avec les municipalités? C'est une question à poser », a dit M. Troalen.

Québec n'a pas tenu que la CUM dans l'ignorance, le directeur du service à Québec n'était pas au courant lui non plus de ce qui se traitait au MAPAQ.

Lynne Gagné, attaché de presse du ministre Rémy Trudel, a expliqué pour sa part que le MAPAQ étudiait la possibilité de créer une unité autonome pour l'inspection des aliments comme il y en a d'autres qui existent dans les ministères. L'organisme demeurerait toutefois sous l'égide du MAPAQ. Elle a toutefois confirmé qu'il faudra réviser la façon de faire avec les municipalités et de voir comment ce sera le plus avantageux à l'intérieur de la réforme municipale.

Tout va très bien chez Second Cup

MARTINE ROUX

L'arrestation de Rhéal Mathieu, l'ex-felquiste soupçonné d'être à l'origine des attentats à la bombe incendiaire perpétrés contre trois cafés Second Cup, n'a fait ni chaud ni froid aux employés et clients.

À l'établissement du 1648, avenue du Mont-Royal Est, la vie poursuivait tout bonnement son cours. Début octobre, on découvrait à l'arrière du commerce un engin explosif placé près d'une conduite de gaz qui aurait suffi à souffler l'immeuble. Mais hier, la porte de derrière était grande ouverte et le soleil automnal s'attardait sur les tables.

« Alors, soulagé? »

Derrière le comptoir, l'employé hausse les épaules. « On est contents, dit-il en souriant. Mais personne ici n'était vraiment stressé. »

Les clients du troquet ne se souciaient pas davantage des manchettes que les employés. Ex-felquiste ou pas, la Brigade d'autodéfense du français et sa lutte pour la francisation des raisons sociales semblent déjà noyées dans le café.

« Il y a d'autres moyens de faire passer un message qu'en posant des bombes, disait Nathalie Néron, une cliente. Ce sont des méthodes extrêmes d'il y a trente ans. »

Un peu plus loin, trois hommes tiraient sur leurs cigarettes entre deux gorgées de café. La violence, ils connaissent: d'origine algérienne, ils ont fui leur pays pour trouver la paix. Mais ils n'ont pas vraiment pris au sérieux les menaces de la BAF.

« C'est un gars malade qui a fait cela », dit Hamid Tabet. Son copain Abdel Mezoudj renchérit. « J'espère qu'il sera puni afin de donner une leçon aux gens qui ont encore le passé dans leur tête. On est en l'an 2000, il faut évoluer! »



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Les quelque 400 jeunes qui ont postulé hier un emploi chez StarCité, un complexe cinématographique qui jouxtera le Stade olympique, se sont dégoûdés les jambes entre deux entevues afin de donner un échantillon de leur dynamisme.

Des steppettes pour un job

MARTINE ROUX

C'ÉTAIT DÉJÀ L'HALLOWEEN hier au centre Pierre-Charbonneau du Parc olympique, où les cinémas Famous Players recrutait les futurs employés de son « mégacomplexe de divertissement » StarCité. Sauf qu'au lieu d'entonner une chanson pour avoir des bonbons, les candidats chantaient et dansaient... pour dénicher un job.

Bien qu'on ait invité les postulants à se présenter à l'entrevue déguisés en stars de cinéma, peu de jeunes avaient suivi cette consigne. Mais la plupart se sont prêtés de bonne grâce aux steppettes et aux jeux qu'on leur proposait, question de démontrer leur entrain et leur dynamisme.

L'enjeu? Un des 200 postes à 7,23 \$ l'heure et à temps partiel comme placier, caissier, vendeur de

pop-corn ou autre chevalier servant des futurs clients de StarCité qui doit ouvrir ses portes à la mi-novembre. Au son d'une musique pop assourdissante, gracieuseté d'une station commerciale montréalaise, on invitait les candidats — surtout des candidates — à se déhancher fiévreusement, à chanter ou à participer à des jeux en groupe.

« On est une entreprise de divertissement qui cherche des « joueurs » (entendre employés) extravertis et aimant le public, explique Jean Rickli, vice-président des opérations pour l'est du Canada chez Famous Players. On divertit les candidats au lieu de les faire patienter dans les salles d'attente avant les entrevues. »

Tout candidat sérieux devait se prêter à une pré-entrevue de cinq minutes, assister à une présentation

des politiques et procédures de l'entreprise dans une salle close, passer une seconde entrevue de 30 minutes et enfin répondre à un examen de 50 questions.

Si elle ne fait pas officiellement partie du processus de sélection, la participation aux performances et aux jeux donne une bonne idée de l'entregent des postulants, informe Steff, un des employés de Famous Players. « Cela nous indique le dynamisme de la personne, nous permet de voir si elle est motivée. »

Livia et Ismertha, 15 ans, ont interprété à capella sur scène une chanson de Nodéjà. « Il faut qu'on montre qu'on n'est pas gênées », confiaient-elles, encore essouffées par leur prestation. Les copines Sally et Maria ont elles aussi adoré l'expérience, entrevues comprises. « C'est original, c'est super le fun! disait Sally. Je suis presque sûre

d'être choisie. Mais même si je ne le suis pas, j'aurai passé une belle journée avec mes amis. »

Tous n'étaient pas du même avis. Même s'il a été reçu en entrevue, l'exercice a laissé un goût amer à Pascal, un postulant de 18 ans. « Ça manque de sérieux, ce n'est pas très professionnel comme processus de sélection. On dirait une classe de sixième année qui reçoit un lavage de cerveau. Personnellement, je ne tiens plus à travailler chez StarCité si c'est ainsi qu'on conçoit le rôle des employés auprès du public. »

Famous Players a reçu hier environ deux fois plus de candidatures qu'il n'en faut pour composer la future équipe de StarCité. L'entreprise accueillait aussi des candidats à Laval afin de pourvoir 200 postes au futur complexe Colossus. Environ 200 personnes s'y étaient présentées, a indiqué Jean Rickli.

Un Charles-Lemoyne vaudrait mieux que deux Champlain

RAYMOND GERVAIS

Un nom plus accrocheur que Champlain pour désigner la nouvelle ville fondée par la fusion des municipalités de la Rive-Sud pourrait rallier à la fois les maires et les citoyens de ces municipalités.

C'est du moins l'avis du maire de Longueuil, Claude Gladu.

M. Gladu soutient que le nom de Champlain n'a aucune signification pour les longueuillois, pas plus

d'ailleurs que pour les résidents des huit villes concernées par le projet de fusion de la ministre Louise Harel.

Le maire de Longueuil soutient que la pilule serait plus facile à avaler si au moins, le nom de la nouvelle ville avait une certaine signification pour la population.

« D'ailleurs, il y a déjà une municipalité au Québec qui porte le nom de Champlain. Cette ville est située en Mauricie sur la route 138, à l'est du Cap-de-la-Madeleine. Je ne crois pas que les résidents de cette municipalité soient intéressés à changer de nom où qu'il y ait une deuxième ville au Québec qui porte le nom de Champlain. Je ne

veux pas m'engager pour les autres maires, mais pour moi, Charles-Lemoyne qui est le fondateur de Longueuil, pourrait signifier quelque chose pour les résidents de la Rive-Sud. Nous avons déjà un hôpital qui porte ce nom, pourquoi pas une ville? a confié le maire.

M. Gladu doit rencontrer cette semaine les maires de Boucherville, de Saint-Lambert et de Saint-Hubert afin de leur proposer son idée.

Quant aux maires de Brossard, de Saint-Bruno, de Greenfield-Park et de Lemoyne, M. Gladu n'a pas l'intention de leur soumettre son idée puisque ces villes maintiennent que les huit municipalités de

la Rive-Sud devraient former deux villes distinctes. À cet argument, le maire de Longueuil répond: « Je ne suis pas en faveur d'une fusion forcée, mais si la fusion est forcée, je maintiens qu'il devrait n'y avoir qu'une seule ville sur la Rive-Sud. »

Afin d'appuyer son idée, M. Gladu a demandé à la Société historique du Marigot de lui préparer un dossier sur Charles-Lemoyne, afin de vérifier l'implication du personnage dans la colonisation de la Rive-Sud.

Michel Pratte, président de la Société historique du Marigot, a précisé que les citoyens des différentes municipalités concernées voudraient bien être en mesure de conserver le nom de leur ville.

« Si tout le monde demeure sur ses positions, on en arrivera à rien en bout de piste. Il faut trouver un compromis acceptable pour tous et en arriver à conserver l'identité des différentes municipalités concernées. Il faudrait faire comme à Laval et conserver le nom des villes qui deviendraient des districts électoraux. On pourrait ainsi avoir les quartiers de Boucherville, de Longueuil, de Saint-Lambert, etc. Il n'y aurait toutefois pas de quartier Lemoyne », a précisé M. Pratte.

Toujours selon M. Pratte, Charles-Lemoyne est un personnage plus significatif dans l'histoire locale de la Rive-Sud que Champlain, lequel ne serait jamais venu sur la Rive-Sud.



Photo SYLVAIN RYAN, collaboration spéciale

Sauvons les jardins communautaires

Julien Birade, 7 ans, a planté hier un bulbe de tulipe sous le regard approbateur du maire de Montréal, Pierre Bourque, dans le jardin communautaire de Sébastopol, dans le quartier Pointe-Saint-Charles. Cette plantation de bulbe s'inscrivait dans le cadre d'un projet de sauvetage du jardin communautaire, lequel est qualifié d'essentiel par les résidents.

Les régions devraient toucher des redevances sur l'exploitation de leurs ressources

Presse Canadienne

ALMA — L'Action démocratique du Québec (ADQ) propose que le gouvernement retourne dans chaque région 30 pour cent des redevances qu'il récolte des ressources naturelles qui y sont exploitées.

Une proposition en ce sens a été adoptée hier par les quelque 150 membres du conseil général du parti réunis au Lac-Saint-Jean.

Il s'agirait d'une somme évaluée à quelque 100 millions additionnels qui retournerait ainsi dans les diverses régions du Québec, selon les calculs de l'Action démocratique.

Les gouvernements successifs du Parti libéral et du Parti québécois sont allés « vider les régions en faveur du développement des grands centres, et une mesure de compensation apparaît comme une question de justice distributive », explique un document à l'appui de la proposition de l'ADQ.

L'ADQ, présidée par Mario Dumont, député de Rivière-du-Loup à l'Assemblée nationale, s'est d'ailleurs dotée d'une stratégie politi-

que susceptible, croit-elle, d'assurer le développement des régions.

Les adhérents promettent de mettre en place dans chaque région un dirigeant régional élu au suffrage universel. Il sera mandaté notamment pour superviser une entente-cadre que le gouvernement signera avec chaque région pour y transférer des pouvoirs et les fonds qui vont avec.

Les régions auront ainsi leur mot à dire, non seulement dans leur développement économique mais aussi dans plusieurs activités se déroulant sur leur territoire, comme l'éducation, la santé, la culture, l'environnement, les ressources naturelles et l'agriculture.

Le parti a voulu illustrer son désir de défendre les régions en tenant sa réunion au Lac-Saint-Jean, une région politiquement dominée par le Parti québécois depuis deux décennies.

« C'est une région considérée comme un château fort par le PQ et, à ce titre, trop souvent prise pour acquise, a dit le député Dumont. Mais le château est plein de fils d'araignée et l'ADQ est prête à

occuper la place. Mais il n'y a pas que l'ADQ qui s'intéresse aux régions du Québec. Le Parti libéral de Jean Charest a créé cette semaine un comité de députés spécifiquement mandatés pour parcourir les régions du Québec et y véhiculer le message libéral.

Le gouvernement du Parti québécois a promis pour sa part une politique de développement régional pour les prochains mois.

Le ministre des Finances, Bernard Landry, a d'ailleurs invité cette semaine les entreprises régionales qui exploitent les ressources naturelles à effectuer la transformation des produits sur place. Il a même menacé les alumineries de réduire leur tarifs électrique préférentiels si elles n'effectuaient pas davantage sur place la transformation de l'aluminium en produits finis.

M. Dumont s'est moqué de M. Landry à cet égard. « Il y va avec le bâton mais ce n'est pas la bonne façon. Il faut plutôt donner des outils aux régions comme nous le proposons », a dit M. Dumont.

EN BREF

Accident mortel à Vaudreuil

Un accident a fait un mort hier après-midi à Vaudreuil, au sud-ouest de Montréal. Un véhicule est allé percuter un mur à la hauteur de la route 342. Son conducteur a perdu la vie. Un incendie a suivi l'accident.

La route 132 fermée

À compter de demain matin et pour près d'une semaine, la route 132 sera fermée dans les deux directions entre Verchères et Contrecoeur. Les travaux visent à remplacer un ponceau situé à la limite des deux municipalités. Les automobilistes sont priés de faire un détour par la montée Chicoine-Larose, l'autoroute 30 et la montée Lapierre. La route sera fermée à la circulation environ jusqu'au 29 octobre, prévient le ministère des Transports. Mais les travaux se poursuivront pendant une ou deux journées dans la semaine du 6 au 10 novembre. Durant cette période, la circulation sera parfois dirigée sur une seule voie pendant les heures de travail, de 7h à 17h.

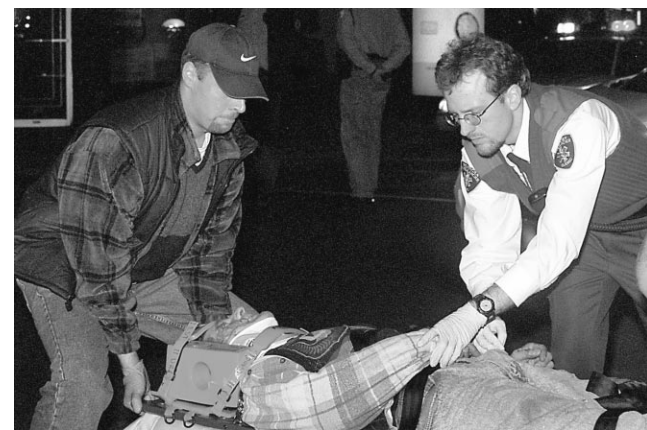


Photo YVON GAGNON, collaboration spéciale

ques minutes après l'accident à l'intersection de la rue Jean-Talon et de l'avenue du Parc. (photo)

Accusés de meurtre

Trois individus ont été arrêtés relativement à un meurtre commis jeudi soir à Sainte-Anne-des-Plaines. Un homme de 31 ans a été tué à bout portant devant sa résidence, à la suite d'une altercation. Rémi Calley, 19 ans, de Bois-des-Filion, et Pierre Falby, 22 ans, de Montréal ont été accusés de meurtre prémédité et de complot au palais de justice de St-Jérôme. Le troisième suspect, un mineur, a été accusé de meurtre non prémédité et de complot.

Homme renversé

Un homme de 40 ans a été blessé grièvement dans la nuit de vendredi à samedi, après avoir été renversé par une automobile dont le conducteur en état d'ébriété a poursuivi sa route. L'accident est survenu à l'intersection du boulevard Saint-Laurent et de la rue Beaubien à Montréal. Le chauffard a été arrêté par la police quel-

loto-québec

649 Tirage du 2000-10-21	Québec 49 Tirage du 2000-10-21
38 43 44 45 46 47 Numéro complémentaire: 17	02 04 06 14 30 35 Numéro complémentaire: 22

Promotion Double Jeu* Tirage du 2000-10-21	15 22 47 49
--	-------------

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Banco Tirage du 2000-10-21	Quotidienne Tirage du 2000-10-21	Extra Tirage du 2000-10-21
01 02 04 08 09 10 11 30 32 34 36 37 40 42 45 48 49 60 67 68	3 4 036 1651	013098 100 000 \$ 327392 100 000 \$

SUPER 7 Tirage du 2000-10-20	GAGNANTS	LOTS
06 14 25 29 30 36 40 Numéro complémentaire: 22	7/7 0 6/7+ 4 6/7 82 5/7 5 385 4/7 114 080 3/7+ 106 710 3/7 960 425	2 500 000,00 \$ 66 030,30 \$ 2 818,30 \$ 153,20 \$ 10,00 \$ 10,00 \$ partic. gratuite

Le jeu doit rester un jeu.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, le réseau des tirages

DEVENEZ CONSULTANT(E) À TEMPS PARTIEL OU À PLEIN TEMPS

Il vous est possible de gagner des revenus substantiels comme CONSULTANT à temps partiel ou à temps plein en travaillant de votre maison ou de votre bureau. Les honoraires moyens chargés par les consultants sont actuellement de 157 \$ l'heure. Assistez à ce séminaire et transformez vos soirées et vos fins de semaine (ou à plein temps) en une source de revenus exceptionnels et atteignez le prestige et la reconnaissance d'être professionnel. Les besoins de consultation croissent actuellement à un rythme de plus de 20% annuellement.

QUI DEVRAIT ASSISTER À CE SÉMINAIRE ? Tous les hommes et toutes les femmes qui ont acquis des connaissances au cours de leur vie soit par éducation ou par expérience: administrateurs, ingénieurs, éducateurs, spécialistes en ressources humaines, militaires à la retraite, étudiants gradués, auteurs, retraités, professionnels de la vente et du marketing, spécialistes en informatique, comptables, spécialistes de l'immobilier, avocats, notaires, bref: toutes personnes intéressées à profiter de l'actuelle demande croissante de consultants.

CE QUE VOUS APPRENDEZ DURANT CES 6 HEURES: Comment établir vos honoraires • Comment vendre vos connaissances • Comment établir votre pratique de consultant • Comment établir un besoin permanent pour vos services • Comment éviter de donner vos connaissances gratuitement • Les 9 situations qui requièrent les services de consultant • Comment créer une demande pour vos services • Contrat de performance • Facturation / collection / contrats • Savoir quand refuser un contrat de consultation • Les opportunités offertes par les gouvernements • Et beaucoup d'autres points.

Le samedi 28 octobre de 9 h à 16 h

Hilton Aeroport Dorval
12555, Côte-de-Liesse
Dorval

Prix: 250 \$ + taxes (matériel de cours inclus)
Réservez dès maintenant au: (450) 679-0261
Conférenciers: Jacques Lépine, M.B.A.
Ginette Méroz, avocate
Groupe Forsythe International Inc.
www.forsythegroup.com

2882955

SOLDE D'ENTREPÔT en magasin

Milliers d'aubaines non annoncées

RABAIS JUSQU'À 80%

Grosses bougies ivoire de 2 ⁹⁹ \$ à 9 ⁹⁹ \$ cour. jusqu'à 19,99\$	Ensemble de 4 verres à pied 12 ⁹⁹ \$ Cour. \$27,99\$	Service de vaisselle 16 pièces pour 4 pers. 14 ⁹⁹ \$ Cour. \$69,99\$
Ens. 7 pièces pour pâtes Importé d'Italie 19 ⁹⁹ \$ Cour. \$46,99\$	Ens. de 3 poêles à frir 8 po 10 po /12 po Silverstone 24 ⁹⁹ \$ Cour. \$69,99\$	Wexford forge Ens. de couteaux et bloc 15 pièces 69 ⁹⁹ \$ Cour. \$149,99\$
Batterie de cuisine Carrera de 10 pces en inox lourd 18/10 249 ⁹⁹ \$ Cour. \$699,99\$		
MARMITE GRATUITE! Offre de lancement Obtenez une marmite assortie de 16 pintes à l'achat d'une batterie Carrera de 10 pièces.		

BENIX & Co.

7335 boul. Décarie angle Jean-Talon et métro Namur

3213 AUTOROUTE 440 Chomedey, Laval en face du Carrefour Laval à côté du Yellow Plus

IMPORTATEUR D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ
Lun.-mer. 10-18 h, jeu.-ven. 10-21 h, sam. 9-17 h, dim. 10-17 h

Magasinez tôt pour un meilleur choix. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

LE FAUBOURG - STE. CATHERINE

UN CAHIER SUR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES, LE MULTIMÉDIA ET INTERNET

TECHNOZONE



À lire mercredi
Portables pour tous

La Presse

2900674

Comment obtenir mon vote



STÉPHANE LAPORTE
collaboration spéciale

Le premier ministre Chrétien a des problèmes d'élections. Il en déclenche toujours avant que son mandat n'arrive à terme. C'est un déclencheur précoce. D'une seconde à l'autre, nous devrions donc nous retrouver en campagne électorale. Et ça nous tanne. Pourtant, on devrait être content. C'est le seul temps où nous, les simples électeurs, avons le gros bout du bâton. Les candidats sont prêts à tout pour obtenir notre vote, et nous, on n'en profite même pas. On les laisse nous proposer des choses plus plates les unes que les autres et on vote pour le moins pire de la gang.

Cette fois, au lieu d'attendre après eux, prenons les devants. Ils se prennent pour des pères Noël, traitons les comme des pères Noël. Les enfants n'attendent pas que le père Noël choisisse leurs cadeaux. Ils savent qu'ils seraient déçus. Alors ils ne prennent pas de risque. Ils envoient au père Noël la liste de leurs demandes. Faisons la même chose. Le candidat, qui s'engagera à combler nos demandes, obtiendra notre vote. Pour être bien sûr qu'il respecte leur promesse, on les ferait signer en bas de la liste. Tu

t'engages à remplir mes demandes, je m'engage à voter pour toi. On créerait ainsi un contrat entre l'électeur et l'élu. Fini le festival des menteries ! Vive la campagne personnalisée !

Voici ma liste de demandes :

1. Que l'on baisse l'impôt pour tous les particuliers ayant une chronique le dimanche dans *La Presse*.
2. Qu'aux prochains Jeux olympiques, on voit plus de gagnants de médailles et moins de Denis Codrère.
3. Que l'on permette aux gays de se marier, pour qu'eux aussi arrêtent d'avoir du fun !
4. Que l'on règle les problèmes des Canadiens avec le chômage, la pauvreté, les soins hospitaliers et la participation aux séries de fin de saison.
5. Que l'on passe une loi antigang pour que cessent de nous terroriser les gangs de motards et *Les Copines d'abord* !
6. Que dans le débat entre l'aéroport de Dorval et celui de Mirabel, on fasse le choix le plus judicieux, soit qu'aucun vol ne passe au-dessus de ma demeure.
7. Que si jamais le Québec décide de se séparer, le gouvernement fédéral s'engage à ne prendre aucune mesure coercitive pour le retenir, comme envoyer l'armée, garder les fonds publics, ou chanter *Ne me quitte pas* de Jacques Brel.
8. Que l'on donne, en milieu de travail, à toutes les femmes, un salaire égal à celui des hommes, mais que l'on consente un léger bonus aux hommes pour endurer les femmes durant leur SPM.

9. Pour ne laisser planer aucune ambiguïté sur sa vraie nature, que le premier-ministre du Canada commence tous ses discours en disant Bonjour Toto !

10. Que le ministre des Finances soit au moins capable de se rendre jusqu'à 1000 \$ à *Who wants to be a millionaire* ?

11. Que non seulement les frais encourus par un candidat durant une campagne électorale soient déductibles d'impôt mais que les frais encourus par un électeur le soit aussi. Exemple : achat d'une télévision pour regarder les messages publicitaires des partis, achat d'une voiture pour pouvoir aller voter le jour du scrutin, achat d'une maison pour résider dans un comté, etc.

12. Que l'on donne le salaire versé aux sénateurs du Sénat canadien aux gens qui se rendent au Stade olympique voir les matchs des Expos. Tant qu'à payer du monde pour dormir...

13. Que l'on mette des photos de poumons cancéreux sur les paquets de cigarettes pour inciter les gens à ne pas fumer et des photos de Jacques Parizeau sur les bouteilles d'alcool pour inciter les gens à ne pas boire.

14. Que la langue officielle du Canada soit celle de Macha Grenon.

15. On peut rebaptiser le mont Logan, mont Pierre-Elliott-Trudeau, en autant qu'on rebaptise les chutes Niagara, chutes Jean-

Chrétien, en hommage à ses performances au basketball.

16. Que l'on remplace la reine par Céline et que l'on vote une loi qui fera de son enfant le futur roi du Canada.

17. Que sur le bureau de mon député, il y ait dans un cadre une photo de moi, pour qu'il pense à moi tous les jours. Pas juste durant les élections.

18. Pour régler le problème de la dette, que l'on vende le Canada à Power Corporation, Quebecor et BCE. De toute façon, c'est déjà eux qui le dirigent.

19. Que l'on protège les espèces en voie de disparition comme le bison, le castor et le député conservateur.

20. Que l'on mette fin à l'exode des cerveaux en enlevant le droit à Réjean Houle de faire des échanges.

21. Que lorsque ça me pique dans le dos, il y ait toujours quelqu'un pour venir me gratter.

Voilà ! Le candidat qui s'engage à répondre à toutes mes demandes aura mon vote. C'est pas plus compliqué que ça ! Bonne campagne tout le monde !



Si Patrick Roy peut se vanter d'être le gardien de but qui a le plus de victoires dans l'histoire de la LNH, c'est grâce à Mario Tremblay.



Réjean Houle est tout excité. Si Dainius Zubrus continue à bien jouer comme ça, il va pouvoir l'échanger !

Les camionneurs de la CSN amorcent une grève générale

RAYMOND GERVAIS

LES QUELQUE 1200 camionneurs membres du Syndicat national du transport routier affiliés à la CSN, sont en grève générale depuis ce matin.

Les camionneurs qui tentent depuis deux ans d'obtenir leur accréditation syndicale avaient voté dans une proportion de 96,3 %, la semaine dernière, en faveur du déclenchement de la grève si leurs employeurs s'obstinaient toujours à ne pas les rencontrer. Les camionneurs tentent par tous les moyens de négocier une première convention collective et de se faire reconnaître comme unité syndicale.

Vendredi, les camionneurs avaient lancé un ultimatum à leurs employeurs, les invitant à négocier.

John David Duncan, vice-président du SNTR-CSN et porte-parole des camionneurs de l'intermodal à Montréal (le transport de conteneurs par camion), affirme que « les patrons refusent systématiquement de reconnaître notre droit à la syndicalisation. Ils contestent nos requêtes en accréditation, alléguant que le transport par camion est de juridiction fédérale ou provinciale, dépendant si nos demandes en accréditation sont déposées au fédéral ou au provincial. Vendredi, il ont refusé pour la seconde fois en cinq mois de s'asseoir à la

table et de négocier. Les gars ont décidé de prendre les grands moyens, même s'il s'agit d'une grève qui pourrait être qualifiée d'illégal par certains ».

Les camionneurs qui travaillent pour les 39 compagnies visées exigent une reconnaissance syndicale.

M. Duncan soutient que les employeurs sont de mauvaise foi et

que les militants syndicaux qui travaillent dans des entreprises où des causes sont pendantes devant les tribunaux, sont quotidiennement victimes d'intimidation, réduisant

le nombre de voyages qui leur sont accordés en guise de représailles.

Or, les conditions de travail des camionneurs auraient un impact sur la sécurité routière.

LE SPÉCIALISTE DE L'AUVENT RÉTRACTABLE

Stock en quantité

Chic
Depuis 1978

PRIX D'APRÈS SAISON
Profitez du rabais et commandez maintenant
Livraison au printemps

RABAIS DE 30%

SALLE D'EXPOSITION : 5515, ch. Queen Mary, local 101
Horaire : lun. au ven. de 9 h à 17 h.

Composez (514) 489-8900 pour obtenir une ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE.

Un cadeau merveilleux

Icônes par Rosette Mociornitz

(450) 656-0188

DU NOUVEAU DANS L'ÈRE HYUNDAI

La nouvelle SONATA GL 2001

SONATA GL 249\$*
À PARTIR DE /MOIS

- Moteur de 2,4 litres à DACT, 148 HP
- **V6 de 2,5 litres à DACT, 24 soupapes, 170 HP disponible**
- Deux coussins gonflables
- Transmission automatique à 4 rapports
- Radio AM/FM/CD
- Climatiseur
- Lève-glaces et verrouillage électriques
- Régulateur de vitesse
- Rétroviseurs extérieurs dégivrants à commande électrique

Et beaucoup plus!

GARANTIE 5 ANS
L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photo à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2001 à partir de 249 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 11 952 \$. 1 995 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 4,8 % jusqu'à 48 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2001. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre supplémentaire. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison avant le 31 octobre 2000.

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

Trait d'union

Pour faire connaissance (514) 976-7111 1 900 451-7111

Interurbains seulement (sans frais) : 1 900 451-7111

Tous les jeudis et samedis dans **La Presse** Des frais de 2,29 \$ la minute seront portés à votre compte de téléphone.

POLITIQUE

« Je ne m'enlèverai pas du chemin ! »

Stockwell Day lance sa campagne en défiant Chrétien de participer à cinq débats

GILLES TOUPIN

HULL – Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, a lancé sa campagne électorale au Québec hier en défiant le premier ministre Jean Chrétien de participer à cinq débats dans toutes les régions du pays.

Sur la terrasse du Musée de la civilisation, à Hull, devant une centaine de partisans, avec pour toile de fond les édifices du Parlement, M. Day, dans le genre de mise en scène qu'il affectionne particulièrement, a pointé du doigt la colline en accusant le gouvernement de Jean Chrétien de n'avoir aucune vision.

« Jean Chrétien, a lancé Stockwell Day, pense que cet édifice lui appartient, à lui et à ses amis. Eh bien ! j'ai quelques nouvelles pour lui. Monsieur, cet édifice appartient aux citoyens canadiens et, le 27 novembre prochain, ils vont en reprendre possession. »

Le chef de l'Alliance a choisi la journée d'hier pour faire l'envoi de sa campagne — même si le premier ministre ne s'était pas encore rendu à Rideau Hall demander la dissolution du Parlement. Le nouveau chef de l'Alliance, qui est un pentecôtiste pratiquant, avait prévenu tout le monde, dès son entrée sur la scène politique fédérale, que le dimanche était une journée entièrement consacrée à sa famille. Et, semble-t-il, ce n'est pas le déclenchement des élections fédérales qui va changer quoi que ce soit aux habitudes du politicien de 49 ans. Aujourd'hui, il passe donc la journée en famille à Stornoway, la résidence officielle du chef de l'opposition, avant de commencer demain matin sa tournée électorale.

Le défi lancé à M. Chrétien par M. Day, hier matin, était plutôt surprenant, compte tenu que les cinq partis politiques fédéraux — dont le sien — s'entendaient au même moment avec les grandes chaînes de télévision pour tenir les traditionnels débats les 8 et 9 novembre prochain. Le premier de ces débats se déroulera en français et le second en anglais. Ils auront lieu à Ottawa mais les détails restent à venir quant à la forme qu'on leur donnera.

Le chef de l'Alliance réformiste conservatrice canadienne veut néanmoins un débat dans l'Ouest pour discuter des questions de la pêche dans le Pacifique, de l'immigration et des autochtones. Il veut un autre débat dans les Prairies pour parler de ressources naturelles et de l'avenir des fermes familiales. En Ontario, il souhaite débattre avec M. Chrétien de fiscalité et des conséquences de l'exode des cerveaux sur le secteur de la



Le chef Allianciste Stockwell Day a lancé sa campagne électorale, hier, au Musée de la civilisation de Hull, avec pour toile de fond l'édifice du parlement.

haute technologie. Au Québec, il veut parler de la manière de construire une province forte au sein d'« un pays dynamique ». Enfin, dans les provinces de l'Atlantique, il souhaite confronter le premier ministre à sa conception d'une véritable stratégie de développement économique.

Vrai visage

Stockwell Day a ainsi donné une bonne indication de ce que sera le ton de sa campagne électorale, précisant que le premier ministre aura bien du mal ce matin à expliquer aux Canadiens pourquoi il se lance dans une telle course seulement trois ans et demi après le dernier scrutin, alors qu'il n'a pas tenu la plupart de ses promesses, dont l'abolition

de la TPS. « Il est guidé par les sondages, a martelé M. Day. Il déclenche les élections parce que les sondages sont en sa faveur et qu'il craint que ce ne soit plus ainsi au printemps. »

M. Day a déclaré que les libéraux avaient montré leur vrai visage, la semaine dernière, lorsqu'ils se sont abstenus de se présenter à une audience du vérificateur général sur le scandale administratif du ministère des Ressources humaines. « Lorsque le premier ministre a été interrogé sur les événements de cette semaine, a commenté M. Day, quelle a été sa réponse ? Il a bousculé un journaliste dans un escalier en lui disant de s'écarter de son chemin. C'est un incident très malheureux. Mesdames et messieurs, je poserai les

mêmes questions difficiles à M. Chrétien au cours des 36 prochains jours. Et, monsieur le premier ministre, je ne m'enlèverai pas de votre chemin. »

Stockwell Day a également répété hier qu'il avait la ferme intention de mener une campagne électorale propre. En réponse à une question, il a d'ailleurs dit qu'il ne croyait pas que la performance de Jean Chrétien était liée à ses 66 ans. « Ce ne serait pas bien de faire un tel lien, a-t-il commenté. Je connais beaucoup de personnes de son âge qui agissent de façon responsable et qui pensent mieux et plus rapidement que moi. Ce n'est pas une question d'âge. D'ailleurs je félicite le premier ministre d'être en aussi grande forme physique. »

Réélu, Jean Chrétien se forgerait une place dans l'histoire

PIERRE VENNAT

Le 27 février 1986, Jean Chrétien, alors âgé de 52 ans, annonçait son retrait de la vie politique après avoir été député de Saint-Maurice pendant 23 ans, affirmant qu'il voulait dorénavant « pratiquer l'art d'être grand-père ». Effectivement, la veille, Jean Chrétien était devenu grand-père pour la troisième fois.

QUELQUES MOIS auparavant, Brian Mulroney avait pris le pouvoir avec ses conservateurs, reléguant Jean Chrétien sur les banquettes de l'opposition. John Turner lui avait ravi le leadership de son parti et la succession de Pierre Elliott Trudeau, et tout semblait indiquer que Turner serait le premier ministre du pays en 1988. Bref l'avenir politique de Jean Chrétien semblait bouché. Il avait fait le tour du jardin.

Près de quinze ans plus tard, « grand-papa » Chrétien est bien en selle à la tête du Parti libéral du Canada et John Turner s'est effacé depuis longtemps. Si le député de Saint-Maurice est reporté au pouvoir le 27 novembre, et reste au poste au moins deux ans, il occupe la cinquième rang, en matière de longévité, parmi les premiers ministres canadiens, depuis que le Canada s'est formé en confédération, le 1^{er} juillet 1867.

M. Chrétien ne sera devancé, dans l'ordre que par William Mackenzie King (21 ans et quatre mois), John A. Macdonald (18 ans et 11 mois sous la confédération, mais premier ministre à plusieurs reprises dans le gouvernement de « l'Union » (Ontario et Québec réunis sous le nom de Haut et Bas-Canada) entre 1854 et 1867, par Pierre Elliott Trudeau (15 ans et cinq mois) et Wilfrid Laurier (15 ans et deux mois).

Si Jean Chrétien, à 66 ans, n'a pour ainsi dire aucune chance de les devancer, il devrait normale-

ment surpasser sans difficultés, s'il est réélu majoritaire et si la santé lui est donnée, Louis Saint-Laurent, Robert Borden et enfin Brian Mulroney, qui tous auront dirigé les destinées du pays entre huit et neuf ans. Il y aura sept ans, le 4 novembre, que M. Chrétien est premier ministre.

Un parcours différent









La carrière de Jean Chrétien, toutefois, ne se compare pas avec celle de William Lyon Mackenzie King, de John A. Macdonald ou de Wilfrid Laurier.

William Lyon Mackenzie King a commencé sa carrière comme sous-ministre du Travail sous Wilfrid Laurier puis, une fois élu aux Communes, n'avait que trois années d'expérience dans le cabinet de Laurier et quelques autres comme organisateur du Parti libéral lorsqu'on le choisit pour succéder à Wilfrid Laurier, à la mort de celui-ci en 1919. Il incarnait donc jeunesse et dynamisme.

À son manque d'expérience suppléait un instinct politique aigu, une ambition sans bornes et un sens profond de l'engagement. Enfin, il était célibataire et le demeura toute sa vie. Très mystique, il se disait convaincu que Dieu le destinait à diriger son parti et, effectivement, il demeura leader pratiquement trente ans, sans interruption.

John A. Macdonald, en devenant premier ministre du pays à la Confédération, avait déjà 52 ans et treize ans d'expérience à la tête, à intervalles plus ou moins intermittents, de gouvernements de l'Union. Jamais contesté à l'intérieur de son parti, (conservateur, également appelé libéral-conservateur à ses débuts) il est mort à son poste à l'âge de 76 ans. Enfin tous ses biographes font état d'un vif penchant vers l'alcool, ce qu'aucun ne reproche à Jean Chrétien.

Quant à Wilfrid Laurier, premier ministre du pays pendant 15 ans et deux mois, il fut nommé ministre pour la première fois en 1877, devint chef de l'opposition en 1887 et premier ministre en 1896. On le décrit comme un des meilleurs orateurs qui se soit produit aux Communes, un fort bel homme et « un

LES RÈGNES LES PLUS LONGS		
	WILLIAM LYON MACKENZIE KING (1921-1926, 1926-1930, 1935-1948)	(libéral) 21 ans, 4 mois
	JOHN A. MACDONALD (1867-1873, 1878-1891)	(conservateur) 18 ans, 11 mois
	PIERRE ELLIOTT TRUDEAU (1968-1979, 1980-1984)	(libéral) 15 ans, 5 mois
	WILFRID LAURIER (1896-1911)	(libéral) 15 ans, 2 mois
	BRIAN MULRONEY (1984-1993)	(conservateur) 8 ans, 9 mois
	ROBERT BORDEN (1911-1920)	(conservateur, unioniste) 8 ans, 9 mois
	LOUIS STEPHEN SAINT-LAURENT (1948-1957)	(libéral) 8 ans, 7 mois
	JEAN CHRÉTIEN (1993-)	(libéral) 7 ans

poète », ce que Jean Chrétien, manifestement, n'est pas.

Battu aux élections fédérales de 1911, Laurier demeura néanmoins à la tête de son parti jusqu'à son décès, en 1919. Il avait fait son entrée aux Communes en 1874, ce qui veut dire qu'il a été député pendant 45 ans, un record évidemment hors de portée pour Jean Chrétien.

Les circonstances

M. Chrétien, il faut le rappeler, a

bien failli ne jamais être premier ministre. Défait par John Turner lors d'une première tentative pour succéder à Pierre Elliott Trudeau, en 1984, il ne serait sans doute jamais revenu en politique si Turner l'avait remporté aux élections fédérales du 21 novembre 1988, contre Brian Mulroney. Mais Turner perdit et la fronde des partisans de Chrétien, qui depuis trois ans était revenu à la pratique du droit et au monde des affaires, refit de celui-ci un héros, ce qui lui permit de re-

plonger en politique active.

Jusqu'à un certain point, le cas de Jean Chrétien ressemble à celui de Robert Bourassa. Si Claude Ryan, qui avait succédé à M. Bourassa à la tête des libéraux du Québec, après le cuisant échec de 1976, avait remporté les élections de 1981, Bourassa ne serait sans doute jamais revenu en politique et n'aurait pas été premier ministre une deuxième fois.

Quant à Pierre Elliott Trudeau, lui aussi avait annoncé sa retraite une première fois après avoir perdu le pouvoir aux mains de Joe Clark, en 1979. Mais Clark fut défait en Chambre quelques mois plus tard et le « nouveau retraité » fut pratiquement consigné pour mener ses troupes à la victoire. Lorsque Jean Chrétien s'est retiré, en février 1986, il confia qu'il songeait depuis déjà deux ans à mettre un terme à sa carrière politique. « J'avais l'impression que les grandes politiques nationales qui m'avaient passionné pendant si longtemps avaient été pratiquement toutes mises en oeuvre sous Pierre Trudeau ; les dossiers les plus importants, tels le référendum, le rapatriement de la Constitution et la Charte des droits avaient été menés à bien, laissant à l'ordre du jour des problèmes qui me paraissent moins fondamentaux », écrit-il dans son autobiographie intitulée *Dans la fosse aux lions*, publiée l'année précédente.

Alors comment expliquer sa volonté de rester, après sept années de pouvoir et 33 ans de vie politique ?

Dans la fosse aux lions, Jean Chrétien écrivait : « Oui, j'ai tenté de me retirer sous ma tente, de vivre une vie plus facile, loin des feux de la rampe, de faire enfin autre chose que de la politique. Mais quand je vois ce qui se passe, je tremble à la pensée que, pour des bénéfices à court terme, nous renoncerions à des valeurs qui font l'originalité même de notre pays. Non, je ne veux pas que, de concession en concession, nous perdions peu à peu notre indépendance et devenions, en fait sinon en droit, le cinquante et unième État américain. C'est pourquoi, jusqu'à nouvel ordre, je vais poursuivre la lutte. »

C'est sans doute encore vrai...



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

À vos marques, prêts... Déjà, les affiches électorales du Bloc québécois ont envahi les rues montréalaises... et certains balcons !

Le Bloc ne veut « jamais plus » revivre les ratés de 1997

ALEXANDRE SIROIS

« JAMAIS PLUS ! Je l'ai vécu et j'ai dit : jamais plus ! » Le chef de cabinet adjoint de Gilles Duceppe, Pierre-Paul Roy, est loin d'avoir oublié les ratés du Bloc québécois lors de la campagne électorale de 1997. En revanche, à l'instar des députés et militants bloquistes réunis hier à Montréal pour un conseil général de pré-campagne, il affirmait que son parti en avait tiré des leçons.

À commencer par le chef du Bloc, qui, depuis trois ans, s'est transformé, a assuré M. Roy. « Gilles Duceppe est en pleine confiance. Il est en pleine maîtrise de la situation. Il est chef de son parti et, maintenant, c'est vraiment son parti : c'est son équipe, son organisation, son style et son discours. »

Le chef de cabinet, sait de quoi il parle. Il se décrit comme la personne qui, de tous les proches de M. Duceppe, « y compris son épouse », passe le plus de temps avec le politicien. « Globalement, les gens vont reconnaître que ce parti, cet équipe et ce discours, c'est Gilles Duceppe qui les a bâtis. C'est son oeuvre », pense-t-il.

Si M. Roy semble avoir été échaudé par la dernière campagne électorale du Bloc, ce n'est pas pour rien. On n'a qu'à se rappeler du fameux bonnet arboré par M. Duceppe lors de la visite d'une fromagerie, dès le premier jour de la campagne. Il s'était aussitôt ridiculisé, au grand bonheur des caricaturistes, qui exploitaient encore le gag trois ans plus tard.

L'épisode du bonnet n'était que la pointe de l'iceberg. Nerveux et tendu, le chef bloquiste avait parfois du mal à répondre aux questions, particulièrement lorsqu'elles portaient sur des enjeux régionaux. Et s'il livrait son opinion sur des sujets chauds, c'était souvent pour se mettre les pieds dans les plats. Il



Photo PC ©

De l'avis du chef de cabinet adjoint de Gilles Duceppe, Pierre-Paul Roy, le chef du Bloc québécois est « en pleine maîtrise de la situation ». Ci-dessus, on le voit prononcer un discours lors du conseil général de pré-campagne de son parti, qui avait lieu hier à Montréal.

avait par exemple défrayé la manchette en affirmant qu'un référendum pour revenir au sein du Canada serait possible, au Québec, si la province accédait un jour à la souveraineté.

« Je pense qu'il (Gilles Duceppe) a souffert beaucoup de la dernière campagne et qu'il a pris tous les moyens, qui dépendaient de lui et de nous, pour que cette

fois-ci, nous soyons fins prêts. Et nous le sommes, à tous les points de vue », indiquait hier la députée de Mercier, Francine Lalonde.

La députée de Rimouski-Mitis, Suzanne Tremblay, abondait dans le même sens. Elle confirmait que son chef est aujourd'hui « un homme différent », pour l'avoir vu à l'oeuvre au cours des plus récents caucus. « Il est moins nerveux,

moins stressé, et il a confiance en l'équipe qui l'entoure. Nous sommes vraiment prêts pour l'élection », a-t-elle dit.

D'autant plus prêts qu'en 1997, au moment du déclenchement des élections, M. Duceppe venait tout juste d'être élu chef du Bloc, a rappelé Mme Tremblay. « On sortait d'une course au leadership, ce qui laisse des séquelles. Alors ça nous donnait peu de temps pour mettre des pansements sur ces séquelles », raconte-t-elle.

M. Roy a aussi montré du doigt la conjoncture économique (les compressions exercées par le gouvernement Bouchard) de l'époque. « En plus, les souverainistes digéraient encore la défaite de 1995 », a-t-il ajouté. Les conditions gagnantes seraient-elles réunies cette année ? Ce serait sans compter la faiblesse des conservateurs, dont les électeurs, fédéralistes, pourraient faire grimper l'appui des libéraux et nuire au Bloc, confiait un député bloquiste.

Il reste que même les militants affirment que le Parti est prêt à affronter les troupes de Jean Chrétien. C'est notamment l'avis de Michel Bérubé, de Baie-Comeau qui assistait au conseil général. « Ça se sent même dans le niveau d'organisation dans les comités. Les gens sont mieux préparés et le niveau de confiance envers Gilles Duceppe est plus élevé. Sur le terrain il y a vraiment une chimie différente que ce qu'il y avait en 1997 », a-t-il expliqué.

Et les mauvais souvenirs reliés à ce fameux bonnet ? Le chef bloquiste peut maintenant s'en moquer, indique son chef de cabinet adjoint : « C'est Gilles Duceppe lui-même qui disait ce matin qu'il y en a qui ne portent pas de bonnets, mais que ça ne fait pas en sorte qu'ils ne font pas d'âneries à la journée longue... »

Paul Martin derrière son chef

MARTINE ROUX

LE MINISTRE des finances, Paul Martin, a défendu hier le geste brusque du premier ministre Jean Chrétien à l'endroit d'un journaliste, jeudi dernier.

« Y a rien là », a déclaré M. Martin lors de son assemblée d'investiture dans la circonscription de LaSalle-Émard, où il sera à nouveau candidat lors des prochaines fédérales.

Le journaliste, Allan Thompson du *Toronto Star*, avait demandé au premier ministre pourquoi les membres libéraux du comité des comptes publics ne s'étaient pas présentés à la comparution du Vérificateur général du Canada, Denis Desautels. Exaspéré, Jean Chrétien a saisi le poignet du journaliste, lui enjoignant sèchement de s'écarter de son chemin.

« Il « Jean Chrétien » essayait simplement de marcher » a fait valoir Paul Martin, faisant écho à la version du premier ministre.

Quant à l'absence des députés libéraux, M. Martin a d'abord soutenu qu'ils s'étaient trompés de salle avant d'ajouter qu'ils ne pouvaient être à deux endroits en même temps. « Leur présence était requise en chambre puisqu'ils s'apprétaient à voter », a-t-il expliqué.

Le ministre ne croit pas que le boycott des libéraux à l'endroit du rapport du Vérificateur général, qui dénonçait cette semaine la mauvaise gestion des programmes de subventions au ministère du Développement des ressources humaines, ait noyé les bonnes nouvelles du minibudget qu'il a présenté mercredi.

« L'énoncé économique a eu un éclat énorme et ça continue. Les Canadiens retiendront que nous avons maintenu une administration saine, créé des emplois et préservé nos programmes sociaux. »

Paul Martin espère passer le plus de temps possible au Québec pendant la campagne mais son emploi du temps sera déterminé par le comité national, a-t-il précisé.

Partisans gonflés à bloc

L'accession récente de Brian Tobin au conseil des ministres, alors que l'ex-premier ministre de Terre-Neuve est pressenti comme l'un des éventuels successeurs de Jean Chrétien, a déçu à certains partisans de Paul Martin présents hier à LaSalle.

« Ça m'a dérangé, dit Raymond Lamoureux, militant libéral de longue date. Mais je ne crois pas que Paul Martin ait été délibérément écarté du pouvoir. »

Marc Tremblay, un autre partisan, s'en prend quant à lui à l'engouement que suscitent les candidats plus jeunes. « L'important n'est pas l'âge mais la vision et les idées, tranche-t-il. Brian Tobin est sûrement un choix de qualité pour aller chercher des appuis dans les provinces maritimes. Mais ce sont les membres du parti qui choisissent le successeur de Jean Chrétien. »

Le ministre des Finances dirigera-t-il le pays un jour ? Autant demander au pape s'il a la foi... « Paul Martin deviendra premier ministre six mois après l'élection, prédisent Clermont Barnabé et Claire Brunet. C'est l'homme de la situation. »



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Le ministre des Finances, Paul Martin, est devenu hier officiellement candidat dans la circonscription de LaSalle-Émard, qu'il représente depuis 1988.

Gonflés à bloc

Les bloquistes visent plus de 50 comtés

ALEXANDRE SIROIS

LE BLOC réussira à s'emparer de « plus de 50 comtés » aux prochaines élections fédérales en démontrant qu'il « défend avec succès les intérêts du Québec à Ottawa ».

C'est en substance ce qu'a déclaré hier Pierre Paquette, le vice-président du parti, lors du conseil général spécial qui se déroulait hier à Montréal, et qui a permis aux bloquistes de montrer qu'ils étaient gonflés... à bloc.

Tour à tour, M. Paquette, ainsi que les députés Yvan Loubier et Michel Gauthier, ont réchauffé les militants pour leur chef, Gilles Duceppe. Tout en présentant leur plateforme électorale et en détaillant le plan d'action de leur campagne, ils ont pris soin de tirer à boulets rouges sur le gouvernement Chrétien.

M. Duceppe a fait de même, dénonçant d'emblée l'intention du premier ministre de déclencher des élections trois ans et demi après l'obtention de son second mandat. « C'est du cynisme pour tenter de prendre son adversaire par surprise », a-t-il déclaré.

Le leader bloquiste a toutefois indiqué que si cette stratégie pouvait mettre l'Alliance dans l'eau chaude, elle n'affecterait pas le Bloc. « Parce que nous sommes prêts », a-t-il lancé. Vraisemblablement afin de le démontrer, les bloquistes étaient déjà en train, hier, d'accrocher leurs affiches électorales aux quatre coins de Montréal.

M. Duceppe après avoir rappelé que le Bloc était à Ottawa pour offrir un pays aux Québécois, a mis en opposition son parti, grâce auquel « le Québec se donne le meilleur rapport de force à Ottawa » et le Parti libéral.

Le nouveau slogan du parti souverainiste, « le Québec gagne à voter Bloc », s'inscrit d'ailleurs directement dans cette stratégie. « Jean Chrétien a toujours cherché à rapetisser le Québec, c'est l'oeuvre de sa vie », a soutenu M. Duceppe.

C'est cependant en dénonçant l'attitude « timide » de Jean Chrétien face au crime organisé que le chef du Bloc a recueilli les plus chauds applaudissements. « On va exiger une loi musclée, et on va en parler durant toute la campagne, dans toutes les régions », a-t-il promis.

« Ce n'est pas nouveau pour le Bloc, de parler de ça, a-t-il précisé, plus tard, lors d'un point de presse. Parce que dans le comté où je vis, Laurier Ste-Marie, et celui où j'habite, Hochelaga-Maisonneuve, on vit cette situation de corruption de la jeunesse et de nos institutions démocratiques. On ne peut pas accepter ça. »

Le Bloc refuse d'appuyer les cols bleus

JULES RICHER
Presse Canadienne

IL EST hors de question que le Bloc québécois se range du côté des cols bleus dans leur bataille contre les fusions municipales au Québec. Malgré les pressions qu'il subit, le chef Gilles Duceppe rejette catégoriquement les demandes du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

« C'est une question qui relève de Québec. Point à la ligne », a affirmé M. Duceppe en point de presse, hier, visiblement mal à l'aise avec le sujet. « Je ne suis pas pour intervenir dans une question qui n'est pas de compétence fédérale. Le SCFP menace de boycotter la campagne électorale du Bloc. On veut se servir du parti comme instrument de pression pour atteindre le gouvernement péquiste. »

Les syndicats des cols bleus — particulièrement celui de Montréal — sont reconnus pour leurs méthodes musclées. Ils n'hésitent pas à enfoncer littéralement des portes quand ils en sentent le besoin.

À la fin du mois d'août, pendant un conseil national du Parti québécois, une manifestation des cols bleus à Trois-Rivières avait d'ailleurs tourné à la violence. Munis de solides pancartes et menés par le syndicaliste Jean Lapierre, les manifestants avaient tenté de forcer les portes de la salle où se déroulait l'événement.

Pour M. Duceppe, les cols bleus feront fausse route s'ils interviennent dans la campagne électorale du Bloc. « Je veux dire à tous ceux qui auraient certaines idées que ce n'est pas en élisant Jean Chrétien ou Stockwell Day qu'ils vont améliorer la situation des travailleurs au Québec », a-t-il souligné.

Il a tenu à dire qu'il s'entend bien avec les syndicats. « Mes relations avec les syndicats ont toujours été excellentes. »

1997: une campagne d'images

Une photo, dit-on, vaut mille mots. À quelques heures du déclenchement des élections fédérales de l'an 2000, il est fascinant de se remémorer les temps forts de la campagne précédente, celle qui a mené à la réélection du gouvernement Chrétien, le 2 juin 1997.

La campagne électorale de 1997, comme les autres auparavant, a donné lieu à des moments dramatiques ou cocasses que les photographes ont immortalisés. Ici, au Québec, c'est sans aucun doute le malaise subit de Claire Lamarche, en plein débat des chefs qu'elle animait, qui fut l'événement le plus frappant. Cela s'est produit en direct, devant des dizaines de milliers de téléspectateurs. Pendant quelques moments, on a craint pour la vie d'une des animatrices les plus populaires du Québec. Au plan de la cocasserie, le bonnet sanitaire que dut revêtir le chef bloquiste

Gilles Duceppe, au cours de la visite d'une fromagerie, remporte la palme haut la main. Mais nos archives photographiques contiennent bien d'autres petits « trésors » d'une campagne où l'image a beaucoup joué.

Texte et recherche : Pierre VENNAT



Photothèque La Presse ©

La campagne a permis à Jean Chrétien de faire preuve d'énergie.

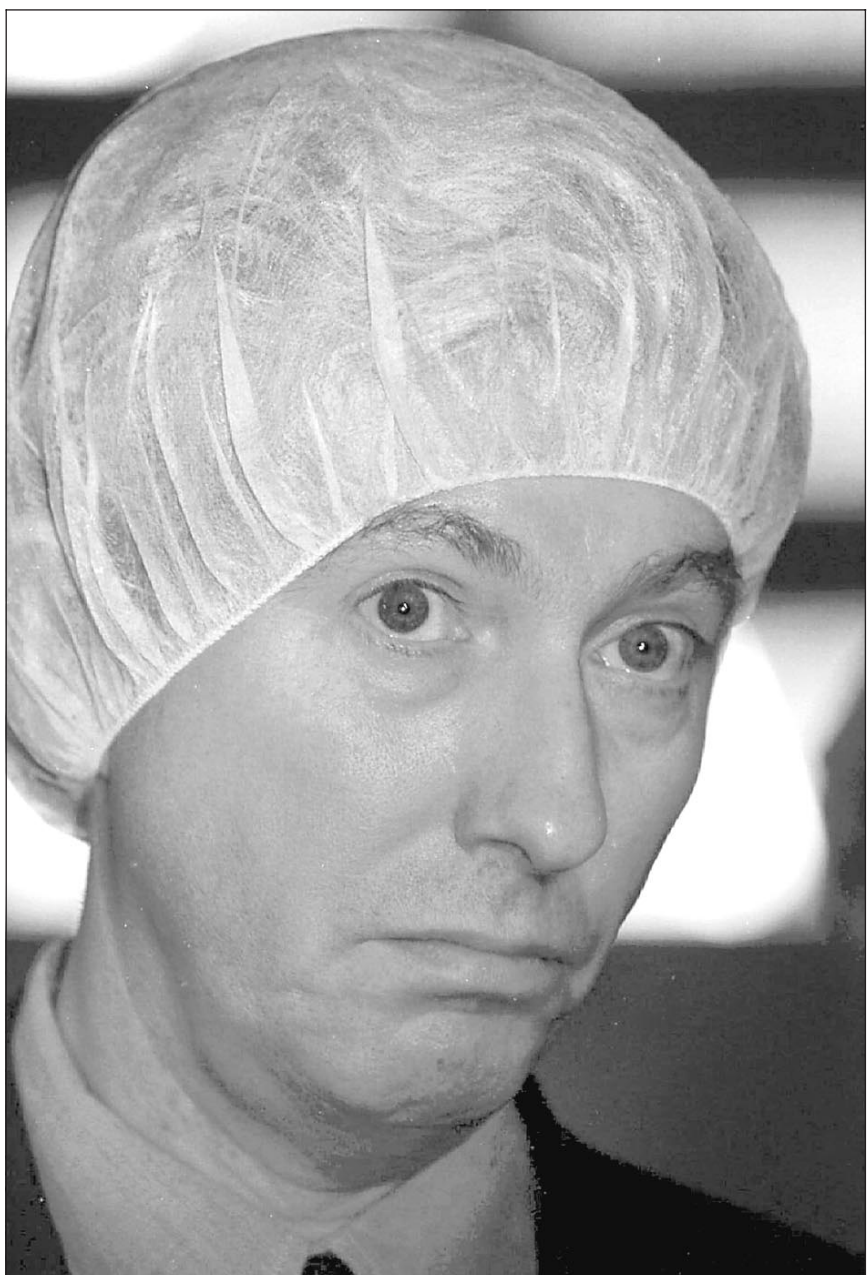
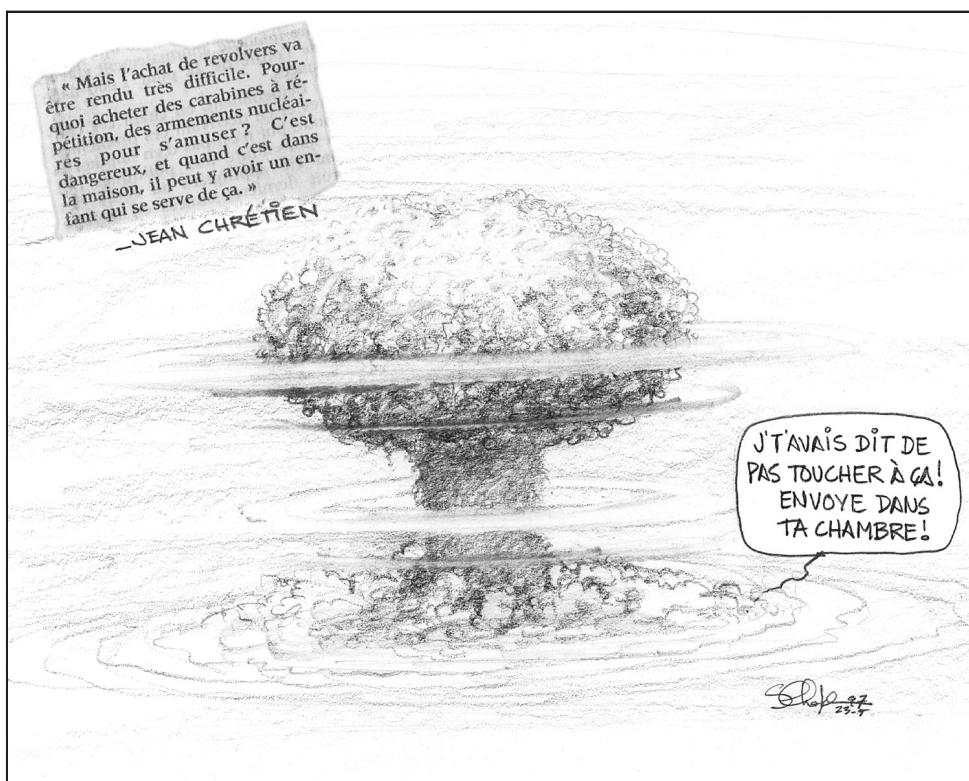


Photo PC ©



Droits réservés

Les propos de Jean Chrétien sur le contrôle des armes à feu ont fait les délices de notre caricaturiste, Serge Château.

En visite dans une fromagerie, Gilles Duceppe a commis l'erreur « politique » de se faire photographier un bonnet sur la tête. L'image devait faire le tour du pays et le ridiculiser pendant des semaines.



Photothèque La Presse ©

L'image tragique du débat télévisé : Claire Lamarche, victime d'un malaise, s'effondre sur scène et doit être transportée d'urgence à l'hôpital.



Photo Reuter ©

« L'avenir commence maintenant », clamait Jean Charest. Mais pour lui, l'avenir est désormais à Québec et non à Ottawa.



Qui a dit que Preston Manning ne pouvait pas rire? C'était bien avant sa déconfiture à l'Alliance Canadienne...

Photo Reuter ©



La grande majorité des 90 conventions collectives dans l'île ont été conclues par le Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ). Cette incontournable organisation syndicale du monde municipal est déjà sur un pied de guerre, comme en fait foi la manifestation qui a réuni 12 000 syndiqués au Stade olympique le jour même où Louis Bernard recommandait une ville unique à Montréal.

Il faudra empêcher qu'on fasse main basse sur la ville

MARTIN PELCHAT

Ville de Montréal vs CUM ? Le conseil de transition qui guidera l'île de Montréal sur la voie de l'unification aura fort à faire pour empêcher qu'une machine administrative fasse main basse sur la nouvelle ville.

À cet égard, l'intention annoncée de la Ville de Montréal de se doter sous peu d'un nouveau système informatique de gestion financière est apparue à plusieurs, à la CUM et dans les villes de banlieue, comme un premier geste « impérialiste » de l'administration montréalaise.

La CUM s'est déjà dotée au coût de cinq millions, en 1997, d'un nouveau système de gestion financière, auquel elle a ajouté des progiciels pour les besoins de ses stations d'épuration, notamment. « Ce serait possible de l'upgrader à une fraction de ce qu'un nouveau système coûterait pour la nouvelle municipalité », soutient une source à la CUM.

Le hic, c'est que ce système appartient à la famille de produits financiers Oracle, comme le système récemment adopté par le gouvernement du Québec. Montréal a pour sa part opté pour la famille de produits SAP, comme Hydro-Québec et la nouvelle ville d'Ottawa. Montréal y investira 46 millions.

Les deux systèmes ne sont pas incompatibles, mais à la CUM, on note qu'il s'agit de deux « environnements » différents dont l'intégration pourrait être fort laborieuse. On s'y étonne donc que, dans le contexte de la réorganisation, le dossier ne fasse l'objet d'aucune consultation à l'échelle de l'île.

L'incident est par ailleurs révélateur de la méfiance qui oppose les camps. À la CUM et en banlieue, on craint que Montréal n'exporte dans la nouvelle ville sa machine jugée « sclérosée » et un climat de travail alourdi par des décennies d'antagonismes patronaux-syndicaux. « Il faut que ce soit une coentreprise », y plaide-t-on en substance, en ajoutant que l'administration montréalaise n'a aucune expertise de la gestion de 45 % du territoire de l'île.

Mais dans les bureaux de l'hôtel de ville de Montréal, on souligne que l'administration montréalaise est la seule au Québec qui a l'expérience de la gestion d'une ville d'un million d'habitants et qu'elle compte sur des équipes d'experts, notamment en ingénierie et en urbanisme, dont ne peuvent s'enorgueillir ni la CUM, ni les autres villes.

Le mandataire gouvernemental, Louis Bernard, a pour sa part insisté dans son rapport pour que la grande ville, bien que portant encore le nom de Montréal, en soit une nouvelle. « Cette ville ne constituerait pas le prolongement de l'actuelle ville de Montréal, mais serait juridiquement une ville nouvelle et distincte », a-t-il écrit.

À Ottawa, le Conseil de transition a désamorcé ce genre de débat en embauchant pour la nouvelle ville un directeur général qui ne soit issu d'aucune des villes fusionnées. Bien que natif d'Ottawa, Bruce Thom était auparavant directeur général de la Ville d'Edmonton. Le responsable des ressources humaines de la nouvelle ville arrive lui aussi de la capitale albertaine.

Des cinq autres directeurs placés sous la responsabilité de M. Thom dans la haute direction de la nouvelle ville, trois sont issus du gouvernement régional d'Ottawa-Carleton — qui, comme la CUM, disparaîtra avec la fusion — un de la ville d'Ottawa et un de la banlieue de Cumberland.

DEMAIN le statut bilingue



Sur l'île de Montréal, les salaires des employés municipaux varient beaucoup d'une ville à l'autre.

Ce ne sera pas de la tarte

L'intégration des conventions collectives devra se faire sans hausser la masse salariale de la nouvelle ville



«UNE ÎLE, UNE VILLE»
SAM 1 > Ottawa lance un défi
DIM 2 > De vraies économies?
LUN 3 > Le statut bilingue
MAR 4 > Le cas de Montréal

MARTIN PELCHAT

Non, ce ne sera pas de la tarte... À Toronto, où la fusion a été marquée par des grèves, les six municipalités et le gouvernement régional regroupés en 1998 étaient liés par 55 conventions collectives. À Ottawa, les 11 villes et la municipalité régionale qui seront fusionnées en janvier en comptent 54, que le Conseil de transition veut réduire à une quinzaine. Dans l'île de Montréal, la nouvelle ville héritera de pas moins de 90 contrats de travail.

La proposition de regroupement du mandataire gouvernemental, Louis Bernard, ferait passer environ la moitié des 30 000 employés actuels des villes sous l'autorité de la ville centrale, alors que les autres demeureraient dans les 27 arrondissements pour livrer les services de « proximité », comme le déneigement et le ramassage des ordures. Il faudra donc déterminer qui va où ?

Mais il faudra surtout négocier de nouvelles ententes. Or, la grande majorité des 90 conventions collectives dans l'île ont été conclues par le Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ). Et cette incontournable organisation syndicale du monde municipal est déjà sur un pied de guerre, comme en fait foi la manifestation qui a réuni 12 000 syndiqués au Stade olympique le jour même où Louis Bernard recommandait une ville unique à Montréal.

C'est que le gouvernement Bouchard a promis que l'intégration des conventions collectives n'augmentera pas la masse salariale de la

Le regroupement qui donnera naissance à une ville unique dans l'île de Montréal sera un chantier d'une envergure inégalée dans l'histoire du monde municipal au Québec. Dans le second volet de notre série « Une île, une ville », nous abordons la délicate question des relations de travail.

nouvelle ville. À cette fin, la loi 124 gèle le processus de négociations pendant un an et donne à un arbitre le droit de déterminer la convention collective en cas de litige. Québec a beau promettre que personne ne perdra son emploi, les cols bleus de Montréal crient au duplessisme.

« L'intégration des conventions collectives doit se faire à coût nul, ce qui signifie que ça ne peut pas additionner le meilleur de tous les mondes », a répété cette semaine à l'Assemblée nationale la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, Louise Harel.

À Ottawa, la firme d'experts comptables Day and Day et DeLoitte & Touche a conclu que la gestion de la grille salariale des employés était l'un des principaux facteurs de succès de la restructuration. « On doit veiller à ce que le salaire des employés occupant des postes similaires ne se situe pas en haut de l'échelle, ont-ils noté. Les économies provenant de la réduction du personnel peuvent disparaître rapidement si l'on permet un nivellement à la hausse des salaires. » La firme Secor a servi le même avertissement à Montréal.

Dans l'île de Montréal, la nouvelle ville héritera de pas moins de 90 contrats de travail.

Peu de planchers d'emploi
Dans l'île de Montréal, les salaires varient parfois beaucoup selon les villes. Un mécanicien peut gagner jusqu'à 20 \$ l'heure à Outremont, Dollard-des-Ormeaux et Pointe-Claire et 23 \$ à Saint-Laurent. Plus spécialisés à Montréal, ils gagnent 25 \$. Un commis-dactylo touche jusqu'à 15 \$ à Anjou et 22 \$ à LaSalle. Un journalier de Montréal-Nord a droit à 13 \$, pendant qu'un « préposé aux travaux généraux » de Montréal reçoit plus de 19 \$.

Depuis le grand verglas, la mode est aux émondeurs. Montréal en a deux catégories, dont les mieux payés gagnent plus de 23 \$ l'heure. Beaconsfield leur donne près de 21 \$, Côte-Saint-Luc et Westmount

environ 20 \$. Contrairement à ce qu'on croit généralement, on dénombre peu de planchers d'emploi, soit sept. Mais deux sont à Montréal, où ils touchent de grands et puissants groupes de syndiqués, soit les cols bleus (plancher de 3720 emplois) et les pompiers (1557). Anjou et l'île-Bizard ont aussi consenti des planchers à leurs cols bleus et blancs, tout comme Montréal-Nord à ses cols bleus.

Des 27 000 syndiqués que comptent les villes de l'île, 11 000 sont des cols blancs répartis dans 24 unités d'accréditation. La Ville de Montréal en emploie 72 %, la CUM 14 %. En banlieue, on en compte 175 à Saint-Laurent, 150 à LaSalle, 125 à Saint-Léonard, et une centaine à Verdun et Anjou. Westmount en a 104, soit plus du double d'Outremont (42), une ville de taille semblable.

On dénombre aussi 24 conventions pour les 7400 cols bleus de l'île. LaSalle en embauche 230, Verdun 200, Saint-Léonard 160, Saint-Laurent 150, Montréal-Nord 130, Anjou 105. Westmount se démarque encore avec 70, contre seulement 23 à Outremont.

La loi 124 évitera peut-être que les salaires soient aspirés vers le haut, mais où seront les économies ? Les gains attendus de la fusion à Toronto et Ottawa résulteront surtout d'un amincissement de la fonction publique, notamment de sa structure de gestion. À Ottawa, elle a été réduite de 75 % et de 60 % à Toronto.

Selon une étude réalisée pour la Ville de Montréal par Secor, la seule consolidation à l'échelle de l'île, par l'élimination notamment des dédoublements, permettrait d'éliminer 25 postes de haute direction, 160 postes de cadres et 150 de cols blancs.

Le rythme d'attrition naturelle — les retraites — permettrait d'autre part d'économiser près de 80 millions sans avoir recours à des incitations de départ, jugent les consultants. Ils font toutefois une condition exigée de l'abolition des planchers d'emploi, mais la loi 124 se contente d'interdire aux arbitres d'introduire de nouveaux planchers ou de hausser ceux qui existent.

La consolidation prévue dans la proposition Bernard offre-t-elle assez de possibilités de rationalisation ? Le maire de Montréal, Pierre Bourque, en doute, notant qu'elle maintiendra un nombre élevé de gestionnaires dans les arrondissements issus des anciennes villes de banlieue. « Ça prend un seul directeur général, pas 28 », dit-il. Montréal propose neuf arrondissements, contre 27 pour M. Bernard.

Restent les coûteux programmes d'incitation à la retraite, auxquels ont eu recours Toronto et Ottawa. Il faut toutefois y aller avec prudence. À Toronto, des départs massifs ont, de l'avis de plusieurs, effacé la « mémoire corporative » et une bonne partie de l'expertise. « Ils ont été obligés de réembaucher, note Camille Guilbault, membre du Conseil de transition d'Ottawa. Ça a coûté une fortune. »

À Ottawa, le Conseil de transition a aussi promis de respecter les conventions collectives, mais il a déjà identifié pas moins de 479 postes excédentaires dans la nouvelle ville, qui comptera 12 000 employés.

« En bout de ligne, il y en a qui vont perdre des emplois », reconnaît Mme Guilbault.

Les négociations s'y déroulent sans trop de heurts pour l'instant. « Une certaine partie des unités d'accréditation réalisent que c'est à leur avantage d'aider à former la nouvelle ville, si elles veulent garder le plus d'employés dans leur unité », note-t-elle.

Il faut aussi dire que les lois du travail sont plus permissives en Ontario. Ottawa a de plus un avantage très net : le gouvernement fédéral recommence à embaucher et offre ses emplois aux victimes de la restructuration municipale.

Des 27 000 syndiqués que comptent les villes de l'île, 11 000 sont des cols blancs répartis dans 24 unités d'accréditation.

CE SOIR À TVA

► **Histoires de filles**

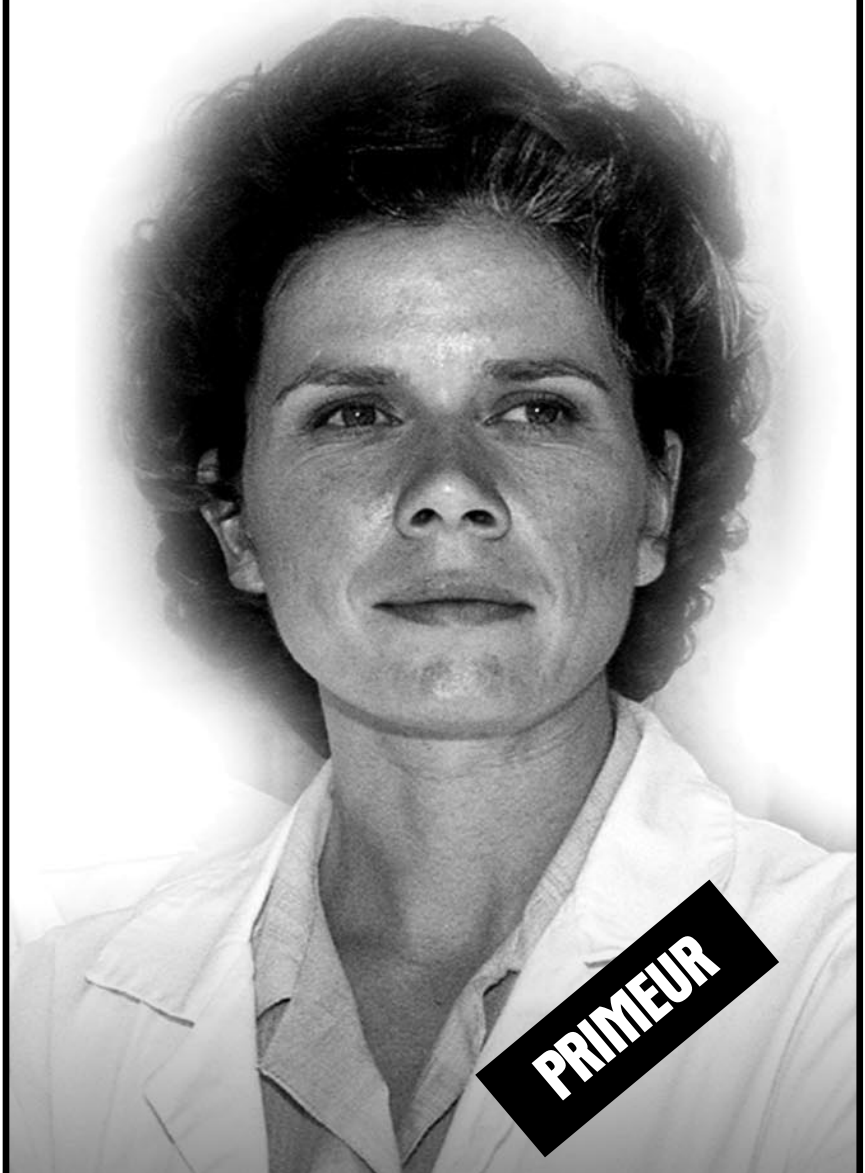
20 h

SPECIAL D'UNE HEURE



Secrets de femmes

Femme de passion



PRIMEUR

► **Dr Lucille**

UN RÊVE POUR LA VIE AVEC MARINA ORSINI

21 h



TOUT LE MONDE EST À **TVA**

Le Fonds de Solidarité maintient le cap

SYLVIA GALIPEAU

LE FONDS de solidarité FTQ n'a pas l'intention de modifier sa vocation. Son mandat a toujours été de soutenir l'emploi, et il en restera ainsi. Conséquence : avant de se lancer dans le secteur à la mode de la nouvelle économie, ce sont d'abord dans les secteurs plus traditionnels, où l'on retrouve encore la majorité des emplois au Québec, que le Fonds compte continuer de concentrer ses activités.

« Le Fonds est l'une des rares institutions de capital de risque en Amérique du Nord à soutenir de façon aussi importante les secteurs industriels autres que ceux liés à la nouvelle économie. Nous croyons que les entreprises de ces secteurs ont un avenir, dans la mesure où elles innovent, se modernisent et investissent dans leur croissance. Nous soutenons les secteurs traditionnels à 70 %, alors que les autres institutions soutiennent la nouvelle économie à 90 %. Mais ça demeurera ainsi dans les années à venir », déclarait hier Raymond Bachand, président directeur général du Fonds de solidarité FTQ, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

La semaine dernière, le Fonds annonçait d'ailleurs un investissement de 20 millions de dollars dans Multigroup, « un leader canadien dans le vêtement pour femmes et enfants, pourtant dans un secteur dit traditionnel. Comme quoi on peut réussir dans tous les secteurs de l'économie », affirmait-il.

Ce qui ne veut pas dire que le Fonds boudera pour autant la nouvelle économie. On apprendait hier que 30 % du portefeuille du Fonds lui est déjà consacré, représentant quelque 800 millions de dollars, ce qui en fait l'un des principaux investisseurs dans le domaine. Ses secteurs de prédilection : les technologies de l'information, les télécommunications et les biotechnologies.

Le Fonds représente environ 40 % du capital de développement en ce qui a trait au Québec, et 20 % pour le Canada.

L'assemblée annuelle d'hier visait à rendre publics les résultats de l'exercice se terminant le 30 juin 2000. « Une très bonne année, pas juste en terme de rendement, mais à tous les niveaux », déclarait avec une satisfaction évidente Henri Massé, président du conseil d'administration du Fonds, et président de la FTQ, à quelque 2000 actionnaires réunis pour l'occasion. Au total, le Fonds compte désormais près de 427 000 actionnaires.

En date du 30 juin 2000, le Fonds a investi un total de 2,6 milliards de dollars, dont la quasi totalité dans la PME québécoise, contribuant à la création, au maintien ou à la sauvegarde de quelque 91 000 emplois.

De son côté, le bénéfice du Fonds a augmenté de 136 %, passant de 120,7 millions en 1999, à 285,4 millions cette année. Le rendement du Fonds est ainsi passé à 8,6 % pour l'exercice en question, et se chiffre pour les dix dernières années à 7,2 %.

Quant à l'actif net, soit l'enveloppe totale que possède maintenant le Fonds, il a grimpé de 23,5 % cette année, atteignant presque les 4 milliards.

En conséquence, l'objectif d'investissement des trois prochaines années, d'abord prévu à 1 milliard, a été réévalué à 1,3 milliard.

Et puis à l'échelle internationale, le Fonds a servi de modèle pour divers pays qui souhaitent eux aussi mettre sur pied un fonds de solidarité, notamment le Sénégal, le Maroc et la France.

Par ailleurs, Nycol Pageau-Goyette, qui démissionnait vendredi de son poste de présidente et chef de la direction d'Aéroports de Montréal (ADM), quittait aussi hier le conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ. Elle y sié-

geait à titre de vice-présidente, mais avait décidé au mois d'avril dernier de ne pas se représenter, cumulant trop de chapeaux.

Enfin, en vendant ses parts des Expos de Montréal, le Fonds de solidarité FTQ ne gagnera ni ne perdra d'argent. Il récupérera tout simplement l'argent investi il y a de cela 15 ans.

C'est du moins ce qu'a affirmé hier Henri Massé, président de la FTQ, lors de l'assemblée générale annuelle du Fonds.

À l'époque, le Fonds avait investi près de 7 millions de dollars dans l'équipe montréalaise. Au moment de la vente, il devrait plus ou moins récupérer le même montant. « On va sortir avec les billes qu'on avait mises dedans, mais sans rendement ».

Il a précisé que jamais le Fonds n'avait pensé faire de gros sous avec l'investissement. « On savait qu'on ne ferait pas beaucoup d'argent, mais on voulait garder ça ».

Avare de commentaires, Raymond Bachand, président directeur général du Fonds de solidarité, n'a rien voulu ajouter de plus. « Normalement la transaction devrait procéder dans les semaines qui viennent. Mais je dis cela depuis le mois de juin ! ».

Mais pourquoi vendre leurs parts, s'ils ne gagneront aucun argent ? Refusant de répondre, Raymond Bachand a simplement glissé : « Je vous répondrai dans quelques semaines ».

Craint-il un déménagement du club ? D'après les règles en vigueur, « le propriétaire ne peut déménager un club sans consulter la Ligue majeure de baseball », a-t-il simplement commenté.

Pendant l'été, les actionnaires des Expos de Montréal se sont entendus pour céder leurs parts au marchand d'art new-yorkais Jeffrey Loria. Lors de la transaction, dont la date demeure à ce jour indéterminée, ils devraient recevoir quelque 104 millions.

Devenez un auteur à succès

Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.

Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, NOUS VOUS REMBOURSERONS jusqu'au dernier sou!

Écrivez-nous dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.

Appelez le 1-800-267-1543
ou par télécopieur le 1-613-749-9551
brochure@qualityofcourse.com

Nom _____ L'ÉCOLE DE RÉDACTION
Adresse _____ 38, ave. McArthur
Ville / Prov. _____ Bureau 602
Code postal _____ Ottawa, Ontario K1L 6R2

Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

Le conflit perdure à la Place des Arts

Plus de 2000 manifestants sont venus prêter main-forte aux 150 techniciens de scène de la Place des Arts en grève depuis 16 mois lors d'une manifestation organisée par la FTQ vendredi. « Nous voulons dénoncer le gouvernement. C'est bien beau de se draper dans des costumes de social-démocrate, mais les lois fondamentales du pays devraient être respectées. Pour nous, la loi anti-scab est fondamentale », a déclaré Henri Massé, président de la FTQ.

CONCOURS

Vivez la Martinique!

au Salon international tourisme voyages

L'incontournable!

avec **La Presse** et **CKOI** qui vous invitent à participer au grand concours

Courez la chance de gagner l'un des deux magnifiques voyages d'une semaine, pour 2 personnes, à la Martinique, offerts par l'Office du Tourisme de la Martinique au Canada.

Chacun des forfaits comprend le vol aller-retour (classe économique), l'hébergement dans un hôtel de catégorie 3* supérieur ou 4*, les petits déjeuners et une location de voiture pour 2 jours.

CONCOURS *Vivez la Martinique!*

Gagnez l'un des deux magnifiques voyages d'une semaine, à la Martinique, offerts par l'Office du Tourisme de la Martinique au Canada et Accor Coralca. Le tirage aura lieu au Salon international tourisme voyages, le dimanche 29 octobre à 17 h.

Nom : _____ Âge : _____
nom prénom

Adresse : _____
numéro rue appartement

Ville : _____ Code postal : _____

Téléphone : () _____

Nommez l'un des animateurs de l'émission du matin sur les ondes du 96,9 CKOI :

Un événement **PROVINCIAL**
une division de **media mondial inc.** (Canada) inc.
En collaboration avec **La Presse**
et **CKOI 96,9 FM**

Pour être valide, ce coupon doit être dûment complété. Ce concours s'adresse aux personnes âgées de plus de 18 ans. Règlements du concours disponibles au Salon international tourisme voyages, à CKOI et à La Presse. Les facsimilés ne sont pas acceptés.

Pour participer, rien de plus simple!
Il suffit de compléter ce coupon de participation et de le déposer au stand de l'Office du Tourisme de la Martinique, lors de votre visite au Salon, ou encore, postez-le à l'adresse suivante :

La Presse, concours «Vivez la Martinique!»
C.P. 11054, succ. Centre ville,
Montréal, Québec H3C 4Z1

SALON INTERNATIONAL TOURISME VOYAGES

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

22 octobre 2000

Page A11 manquante

MONDE



Photo AP

Le candidat des Verts à la présidence des États-Unis, Ralph Nader, devant ses partisans le 29 août dernier à Buffalo.

Voter pour « saint Ralph », le dilemme du démocrate texan



JOONEED KHAN
AU TEXAS

AUSTIN - « Une question me travaille, et tiraillie aussi beaucoup de mes amis : le Texas va voter Bush, c'est sûr et certain ; vais-je voter Gore et gaspiller mon vote, ou dois-je voter Nader pour que mon vote puisse compter vraiment ? »

Susan Morris vient d'une vieille famille démocrate et Nixon l'avait emporté avec seulement 300 voix sur plus de 200 000 suffrages exprimés », explique-t-elle, « et si nous le reprenons, nous aurons peut-être la majorité au Sénat, où les républicains dominaient à 16 contre 15 : c'est vital car c'est au Sénat d'Austin que se disputera l'an prochain le féroce exercice décennal du redécoupage électoral, pour l'État comme pour le fédéral ».

« Ce district est traditionnellement démocrate et Nixon l'avait emporté avec seulement 300 voix sur plus de 200 000 suffrages exprimés », explique-t-elle, « et si nous le reprenons, nous aurons peut-être la majorité au Sénat, où les républicains dominaient à 16 contre 15 : c'est vital car c'est au Sénat d'Austin que se disputera l'an prochain le féroce exercice décennal du redécoupage électoral, pour l'État comme pour le fédéral ».

« Mais pour la présidence, je vais probablement voter Ralph Nader », confie Mme Morris. Cette réflexion revient chez beaucoup de gens interrogés un peu partout, chez les étudiants de l'immense campus de l'Université du Texas, bien sûr, mais aussi chez des employés de l'État, qui demandent toutefois de ne pas être identifiés.

Un spectre hante ainsi la campagne présidentielle de l'an 2000 aux États-Unis, et il s'appelle Ralph Nader, l'infatigable champion des consommateurs, des contribuables et des citoyens américains et qui, à 66 ans, est le candidat présidentiel des Verts.

Il a pour colistier une Américainne, Winona LaDuke, diplômée de Harvard et militante des droits des peuples autochtones qui s'est beaucoup impliquée, entre autres, dans le dossier de la baie James.

Dans cette dernière phase de la

campagne, pendant que George W. Bush et Al Gore, au coude-à-coude, courtisent les États indécis du Midwest, Nader a entrepris une tournée d'États où Bush paraît tout à fait imbattable, pour marteler, à l'adresse des électeurs démocrates, un thème, un seul : « Ne gaspillez pas votre vote ; votez utile, votez vert ».

Cette stratégie découle d'un double calcul : Nader a été accusé par les grands médias libéraux de faire le jeu de Bush en cherchant à priver Gore du soutien des démocrates de gauche ; dans les États où Gore n'a aucune chance, comme au Texas, cette accusation n'a aucun sens.

L'autre volet du raisonnement : les votes sont comptabilisés État par État, pas à l'échelle nationale, et celui qui obtient le plus de suffrages dans un État rafle la totalité des « votes électoraux » de cet État — le perdant n'obtient rien.

« Là où Gore est sûr de perdre, il ne peut rien perdre de plus », explique Laura Fenwick, organisatrice des Verts à Austin — et dont le père est de la Saskatchewan. « Les électeurs qui en ont assez du duopole démocrate-républicain qui encarcane le système pour le compte des multinationales et des lobbies peuvent, en votant Nader-LaDuke, investir dans la reconquête de la démocratie par les citoyens, et faire une différence », ajoute-t-elle.

Sa tournée « Ne gaspillez pas votre vote » a ainsi amené Ralph Nader au Texas la semaine dernière. Grand, dégingandé, « spectral » à souhait, très cowboy à la Clint Eastwood jusque dans la diction, le pourfendeur du « profit aux dépens des personnes » s'est arrêté à Houston et Dallas pour dénoncer devant des foules enthousiastes le projet Longhorn, un vieil oléoduc transtexan que les géants pétroliers veulent réactiver, et « le système lourdement vicié » de la peine capitale au Texas, « depuis l'investigation jusqu'à l'exécution ».

À Austin, où il a réuni plus de 5000 militants ayant payé 10 \$ chacun dans une arène pleine à craquer, Nader, qui n'accepte pas l'argent du secteur privé — et qui s'oppose au financement public des partis —, s'est fait le défenseur d'un projet de train léger pour le transport public de masse ainsi que d'un salaire « minimum vital » pour les travailleurs.

Debout pendant plus d'une heure, il a parlé, à la Fidel Castro, décortiquant les absurdités de la culture dominante de l'automobile, des médias « divertissement », de l'épuisante ruée de tous les jours entre le dodo et le boulot au milieu d'emboiteillages permanents, du citoyen réduit à l'état de « robot producteur et consommateur », le tout émaillé d'anecdotes, sans mo-

ralisme, mais analytique, truffé de faits et d'exemples, et ponctué d'ovations multiples.

« Pourquoi Bush, et avant lui Clinton, qui ont admis avoir fumé du cannabis, méritent-ils d'être élus président, alors que des milliers croupissent en prison pour simple possession ? » demande-t-il. « L'alcool tue 150 000 Américains par an, le tabac 400 000, la pollution de l'air 65 000, et les deux grands partis prennent volontiers l'argent de ces industries. Qui va sévir contre les crimes des grandes compagnies ? » poursuit-il.

« Voilà quelqu'un qui sait parler vrai », dit Brian Carnes, 28 ans, étudiant au doctorat et militant vert qui a mis presque trois mois avec ses amis pour recueillir 75 000 signatures afin que Nader-LaDuke figurent sur les bulletins de vote au Texas.

« Des signatures valides, il faut préciser, car elles sont scrutées une à une par la commission électorale, et si vous avez voté à une primaire, à quelque niveau que ce soit, votre signature est rayée », explique Eric Brenner, venu avec son fils de 4 ans.

On parle beaucoup de « révolution conservatrice » au Texas, celle de la droite chrétienne qui s'est emparée de la base républicaine — et qui impacte aussi les démocrates, d'où d'ailleurs Joe Lieberman. Mais une autre « révolution » semble en gestation, celle de la génération écolo — et qui ne se limite pas aux seuls étudiants.

À preuve, c'est Jim Hightower qui a présenté Nader à l'auditoire. Mince, en jeans et chemise, presque frêle sous son gros chapeau de cowboy, cet ancien administrateur démocrate, qui fut commissaire à l'Agriculture au Texas et qui est devenu commentateur politique et auteur, lance net : « Les vraies valeurs démocrates se trouvent désormais chez les Verts, face au non-choix entre Gush et Bore, nous avons le choix Nader, l'heure est venue de renouveler la Révolution américaine, *We the people*. »

Avant lui, Doug Sandage a parlé. Sandage, avocat de Houston et démocrate influent, est le candidat des Verts au Sénat fédéral contre la républicaine Kay Bailey Hutchison. « On en a assez de ceux qui font primer le libre-échange pour une minorité aux dépens des libertés de la majorité », a-t-il lancé sous des applaudissements nourris.

« Sandage s'est pour ainsi dire converti aux valeurs des Verts »,

dit Anne Maschka, autre organisatrice du parti. « Il a liquidé ses terres et ses troupeaux, vendu son quatre par quatre, et réorienté sa vie et celle de sa famille vers plus de frugalité », dit-elle, « et il s'implique pour les causes sociales », comme Nader lui-même, qui est millionnaire mais qui n'a jamais eu de voiture, et qui « vit de peu », dit-il, distribuant ses rentes à des oeuvres sociales, d'où le sobriquet « saint Ralph ».

À la question de *La Presse* sur les chances de son mouvement de réussir là où de multiples tentatives de « tiers partis » ces 20 dernières années ont échoué, Nader répond que le sien est une entreprise de longue haleine, un mouvement de citoyens pas de carriéristes politiques, ni d'opportunistes, pour re-

Bill Bradley, le républicain John McCain, et... *Business Week* à l'appui de son diagnostic sur le mal américain. Et aussi le prestigieux juge Louis Brandeis : « On peut avoir soit une société démocratique soit la concentration de grandes richesses entre quelques mains, mais on ne peut avoir les deux à la fois ».

« Vous comprenez pourquoi Ralph Nader a été exclu des débats présidentiels ? Si quelqu'un connaît la réalité américaine de fond en comble, c'est lui, chiffres et faits en tête, discours concret. Dans les débats, il aurait été comme Mohammed Ali contre des débutants, et c'est le système lui-même qui aurait été discrédité », commente Brian Carnes.

Exclu à plus d'un sens par la Commission des débats, elle aussi financée par de grandes entreprises. Même muni d'un ticket de spectateur en bonne et due forme, Nader s'est fait claquer la porte au nez par des agents de sécurité à Boston, et cette semaine encore à St. Louis. « J'ai une nouvelle pour eux. Ils ont éjecté le mauvais gars. Parce que nous allons poursuivre en justice pour cette violation de droits civils ! » Encore des ovations prolongées.

« Il y en a qui nous taxent d'extrémisme. *Business Week* a fait un sondage qui indique que 72 % des gens veulent que les entreprises se retirent de la politique. Le vrai extrémisme, écrit la revue, c'est la pratique des grandes firmes d'acheter et de corrompre le système politique ».

Justice, mot clé qui revient sans cesse dans son discours. Justice économique, justice sociale, justice écologique, justice citoyenne et civique. « L'économie n'a jamais été florissante, nous dit-on, mais le salaire minimum ajusté est aujourd'hui de 2,50 \$ inférieur à ce qu'il était en 1958, et 47 millions de travailleurs américains font moins de 10 \$ l'heure, et ils ne sont pas tous des étudiants : ils font le salaire minimum, 6,60 \$ l'heure. Comment peut-on de nos jours vivre et faire vivre sa famille avec ça ? »

Et il termine : « La justice est essentielle au bonheur, *the pursuit of happiness*, et j'ai toujours pensé que la justice et la joie doivent aller de pair en politique ». Et pendant que l'auditoire explose, et que des chansonniers entonnent des airs de Woody Guthrie, plusieurs parmi la foule, venus en démocrates ou indécis, sont convaincus de voter vert le 7 novembre.

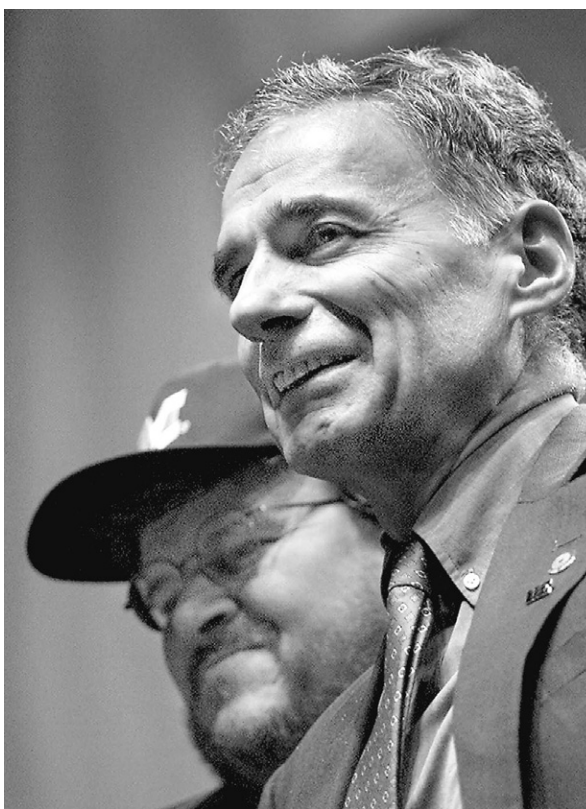


Photo AP

Lors d'un grand rassemblement à Chicago le 10 octobre dernier, des artistes et des vedettes de la télé lui ont accordé leur appui. En arrière-plan, Michael Moore, le réalisateur du décapant documentaire *Roger and Me*, sur General Motors, a présenté Ralph Nader à la foule.

prendre le pouvoir et mettre le système au service des gens.

Il cite les grands soulèvements de l'histoire américaine, et souligne que les acquis comme l'abolition de l'esclavage, le droit de grève, le vote des femmes n'ont été obtenus qu'au bout de longues luttes avec des hauts et des bas et au prix de lourds sacrifices.

Et ils ne sont pas seuls, ni lui ni son mouvement. Il était accompagné au Texas de leaders de tendances progressistes d'autres tiers partis, comme le Parti socialiste et celui de la Réforme. Dans son discours, Nader a cité le démocrate

MONDE

Jusqu'à dix points d'avance pour Bush?

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le candidat républicain George W. Bush était toujours en tête des intentions de vote pour l'élection présidentielle à presque deux semaines du scrutin face à son rival démocrate, le vice-président Al Gore, selon plusieurs sondages publiés ce week-end.

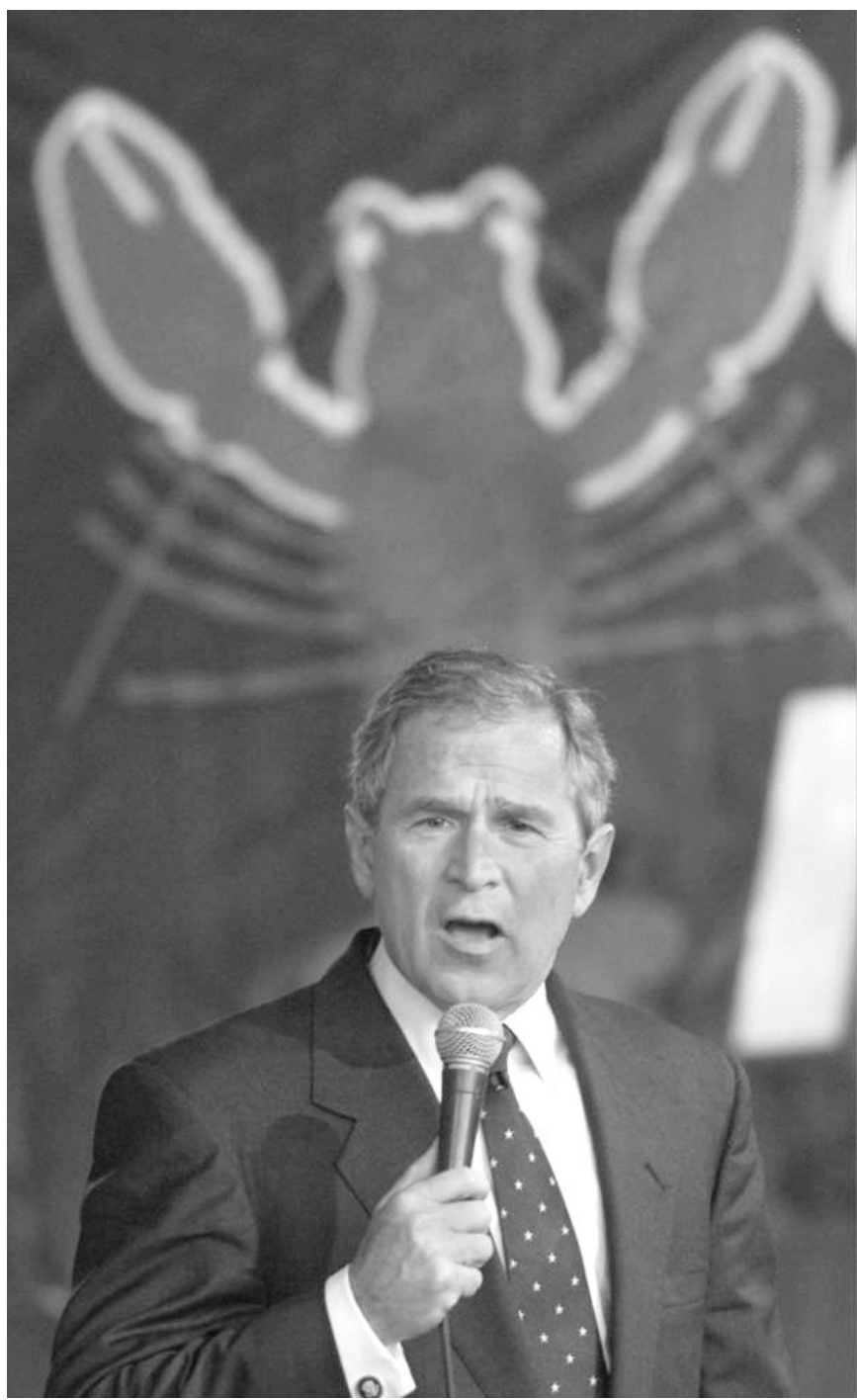
Le gouverneur du Texas accroît même son avance et l'emporterait par 50 % des voix contre 40 % à son adversaire démocrate, selon un sondage Gallup réalisé pour CNN / USA Today.

Cependant, selon un autre sondage publié par la chaîne Fox News, l'écart entre les deux hommes au contraire se resserre et George W. Bush ne l'emporterait plus alors que par 45 % contre 42 % pour Al Gore.

Selon ces deux sondages, 4 % des voix se porteraient sur le candidat des Verts, Ralph Nader et 1 % ou moins sur le candidat ultra-conservateur du Parti de la réforme, Pat Buchanan.

Un autre demain dans *Newsweek* donne aussi Bush gagnant, avec 48 % d'intentions de vote contre 41 % à Gore.

Mais le résultat s'inverse lorsqu'on interroge non plus seulement les électeurs ayant l'intention d'aller voter mais l'ensemble des inscrits : Gore passe alors en tête avec 45 % contre 42 % à Bush.



George W. Bush en campagne vendredi au pays du homard, à Bangor, dans le Maine. Plusieurs sondages récents donnent le candidat républicain en avance sur son adversaire démocrate, Al Gore.

George W. Bush veut désengager les É.-U. dans les Balkans

Appel à plus forte présence européenne

Agence France-Presse

NEW YORK — Les États-Unis se désengageront des opérations de maintien de la paix de l'OTAN dans les Balkans et demanderont aux Européens d'assumer une plus grande responsabilité dans ces missions si le candidat républicain George W. Bush est élu, selon un proche conseiller.

« Le gouverneur (du Texas) parle d'une nouvelle division du travail », déclare son conseiller pour les questions de sécurité nationale, Condoleezza Rice, dans un entretien avec le quotidien *New York Times* publié hier.

Pour le candidat Bush, le surdéveloppement des forces américaines dans le monde pour des opérations de maintien de la paix est susceptible de peser défavorablement sur l'état de préparation militaire des forces américaines en cas de crise majeure.

« Les États-Unis sont la seule puissance capable à la fois de faire face à une épreuve de force dans le Golfe, mobiliser les forces nécessaires pour protéger l'Arabie saoudite et éviter une crise dans le détroit de Taïwan », rappelle M^{me} Rice.

« Et, ajoute-t-elle, ces missions de maintien de la paix à rallonge nous détournent de notre capacité de préparation pour ces missions globales ».

Le conseiller du candidat républicain a toutefois souligné qu'il ne s'agissait pas pour les États-Unis de « se retirer de l'Europe ».

« Nous ne retirerons pas le genre de soutien que nous pouvons apporter, comme par exemple, la force aérienne. Mais lorsqu'il s'agit de rebâtir des nations, d'administration civile et de maintien de la paix illimité, il faut que les Européens soient à la hauteur de leurs responsabilités », a ajouté M^{me} Rice.

Le vice-président Al Gore a vivement réagi à ces propos, en dénonçant un « coup fatal porté à l'OTAN ».

« La proposition du gouverneur Bush n'est rien d'autre qu'un changement majeur et empirique de la politique étrangère des États-Unis, susceptible de bouleverser nos alliances », a déclaré le candidat démocrate.

Rappelant le rôle de l'Alliance atlantique pour mettre un terme au « bain de sang » dans les Balkans, M. Gore souligne que « l'histoire entière de l'OTAN a montré que sans le leadership et l'engagement des États-Unis, l'OTAN n'a pas la volonté d'agir ».

EXPRESS INTERNATIONAL

Justice | La peine de mort

PARLEMENTAIRES, associations et personnalités de l'Union européenne ont vigoureusement dénoncé, hier à Paris, les États-Unis, dernière grande démocratie à recourir à la peine capitale. Certains d'entre eux ont rapporté, avec émotion, les confidences recueillies auprès de prisonniers, au crépuscule d'un très long séjour dans l'antichambre de la mort, à l'occasion du forum organisé par l'association « Ensemble contre la peine de mort aux États-Unis. — d'après AFP

Allemagne | Manifs extrêmes

PLUS DE 10 000 PERSONNES ont manifesté hier dans les rues de Dortmund (ouest) pour protester contre l'extrême droite et ses violences, alors qu'une manifestation de néo-nazis avait lieu quasiment en parallèle. « Cela suffit ! Il y en a marre que la violence xénophobe et l'extrémisme de droite nuisent à l'image de notre pays », a déclaré le chef du gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie, le social-démocrate Wolfgang Clement, qui avait pris part à la manifestation. — d'après AFP

Turquie-Grèce | Divergences

L'ARMÉE TURQUE a mis en garde samedi devant des « conséquences non désirées », si les chasseurs grecs, participant aux manoeuvres alliées de l'OTAN en Turquie, continuaient de voler dans les couloirs aériens que les deux pays se disputent au-dessus de la mer Égée. « Nous avons mis en garde les autorités de l'OTAN devant des conséquences non désirées si les avions grecs devaient continuer de violer les règles de l'OTAN et la sécurité de l'espace aérien dans les prochains jours », a déclaré un général de l'état-major turc dans un communiqué. — d'après AFP

Yémen-USA | L'enquête progresse

L'ENQUÊTE SUR L'EXPLOSION le 12 octobre à bord du destroyer américain USS Cole au port d'Aden, dans le sud du Yémen, est en progrès, a déclaré hier un haut responsable américain. « Je pense que l'enquête progresse objectivement », a dit à la presse ce responsable qui a requis l'anonymat, ajoutant qu'« il y a plusieurs pistes raisonnables d'investigation mais aucune ne conclut que (l'attaque) est entièrement locale ». — d'après AFP

France | Chirac en Chine

LE PRÉSIDENT FRANÇAIS Jacques Chirac a commencé hier sa visite de deux jours et demi en Chine par une visite à caractère privé à Yangzhou. Arrivé de Séoul, où il a participé au troisième sommet Asie-Europe (ASEM III), Jacques Chirac, qui exerce la présidence semestrielle de l'Union européenne, a eu un premier entretien de deux heures avec son homologue chinois dans la résidence des hôtes de Yangzhou (Est de la Chine). — d'après AFP

Côte d'Ivoire | On vote aujourd'hui

LES QUELQUE 5,5 MILIONS d'électeurs ivoiriens sont appelés aux urnes aujourd'hui pour une présidentielle cruciale, qui va se jouer entre le chef de la junte au pouvoir depuis le 24 décembre 1999, le général Robert Guei, et le leader socialiste Laurent Gbagbo. Le général Guei, « candidat du peuple » qui en dehors de son lancement de campagne à Abidjan n'a fait aucun meeting, a été longtemps donné gagnant certain d'une élection « taillée à sa mesure » et dont la crédibilité a été contestée par la communauté internationale. Toutefois sur la fin de la campagne, Laurent Gbagbo, président du Front populaire ivoirien (FPI), a effectué une impressionnante démonstration de force. — d'après AFP

La visite d'Albright à Pyongyang consacre la fin de son isolement

STEPHEN COLLINSON
Agence France-Presse

WASHINGTON — La visite demain du secrétaire d'État américain Madeleine Albright en Corée du Nord, impensable il y a encore six mois, consacre la fin de plusieurs décennies d'isolement diplomatique de ce pays communiste et ouvre la voie à une rencontre au sommet entre Bill Clinton et Kim Jong-Il.

Néanmoins, en dépit de son rapprochement avec Pyongyang, Washington reste ferme sur ses positions et souhaite obtenir des preuves concrètes sur l'apparente attitude de conciliation de la Corée du Nord.

« Le changement subit des relations n'est pas le résultat d'un changement quelconque dans la politique américaine mais reflète un changement dans la politique nord-coréenne », estime Joel Wit, de la Brookings Institution, un centre de recherches et d'analyses.

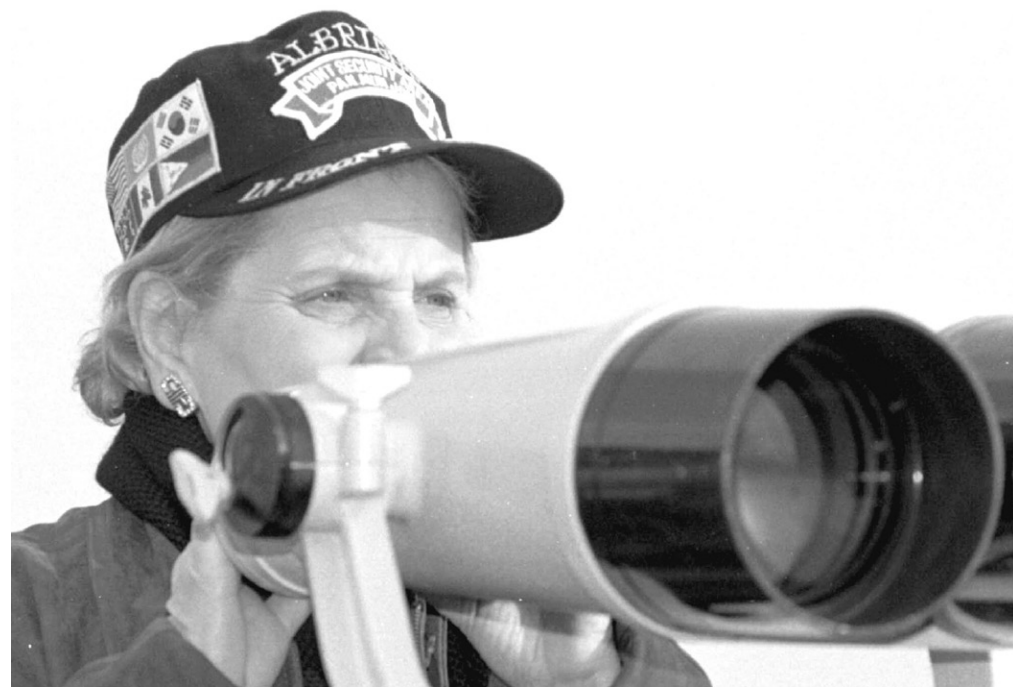
M^{me} Albright devrait se servir de la perspective d'une visite de Clinton comme d'une forme de pression pour déterminer exactement quels progrès peuvent être réalisés sur les dossiers litigieux qui séparent les deux pays, souligne-t-il.

Le département d'État a d'ailleurs rappelé jeudi que la visite de M. Clinton en Corée du Nord n'était pas un « fait accompli », laissant entendre qu'il était encore trop tôt pour juger si les espoirs d'une visite historique du président américain en Corée du Nord se concrétiseront.

M^{me} Albright « tente de voir jusqu'à quel point elle peut faire pression », poursuit cet expert qui a longtemps travaillé au département d'État sur le dossier nord-coréen.

M^{me} Albright est attendue demain à Pyongyang pour une visite de deux jours au cours de laquelle elle aura une rencontre avec le leader nord-coréen Kim Jong-Il.

Elle se rendra ensuite à Séoul pour des entretiens avec des responsables sud-coréens et japonais, deux pays avec lesquels



Le secrétaire d'État américain Madeleine Albright hier à Pamunjom, à la frontière entre les deux Corée, à la veille de sa visite à Pyongyang.

Washington coordonne étroitement sa politique vis-à-vis de la Corée du Nord.

Le voyage d'un responsable de l'administration américaine dans ce régime communiste isolé diplomatiquement revêt certes une importance symbolique mais, au-delà, ce rapprochement sert en même temps les intérêts des États-Unis dans la région.

Washington voudrait bien en effet parvenir à une baisse permanente de la tension avec la Corée du Nord, sujet de préoccupation constante de l'administration.

Sur le long terme, un accord sur le programme nord-coréen de développement de missiles pourrait provoquer un changement fondamental de la politique étrangère américaine.

Washington soupçonne Pyongyang de

menacer la sécurité des États-Unis en exportant des missiles à leurs adversaires, tels que l'Iran et la Libye.

Si les Américains arrivent à neutraliser cette menace, ils pourront renforcer leur propre sécurité et revenir en partie sur la justification d'un système national de défense antimissiles (NMD) qui, selon plusieurs experts, porte sérieusement atteinte aux relations de Washington avec la Russie et la Chine.

« Si l'administration Clinton parvient à résoudre le problème du programme nord-coréen de missiles, elle aura réussi à régler, en grande partie mais pas totalement, le problème de la prolifération de missiles », indique Joseph Cirincione, directeur du Non-Proliferation Project à l'institut Carnegie Endowment for International Peace.

Belgrade : la formation du cabinet fait problème

Agence France-Presse

BELGRADE — Des divergences entre partisans du nouveau président yougoslave Vojislav Kostunica et ceux de son prédécesseur Slobodan Milosevic ont, hier, entraîné le report à demain de la réunion du parlement serbe qui doit avaliser la composition d'un cabinet de transition.

Les représentants de la coalition de dix-huit partis, l'Opposition démocratique de Serbie (DOS), qui soutient de M. Kostunica, refusent notamment la présence au sein de ce gouvernement de transition à la tête de la Serbie de plusieurs personnalités du Parti socialiste (SPS), le mouvement de Milosevic, jugées « compromises » par leurs activités passées.

« Selon mes informations, le SPS a demandé une pause jusqu'à demain pour obtenir l'aval de son comité directeur concernant certaines mesures qui doivent être prises », a déclaré de son côté Alek-

sandar Milutinovic, du Mouvement serbe du renouveau (SPO), un parti proche du nouveau pouvoir à Belgrade.

Auparavant, Nebojsa Covic, un responsable de la DOS, qui a été pressenti au poste de vice-premier ministre du gouvernement de transition, a précisé que sa coalition était totalement opposée à la nomination d'un membre du SPS parce qu'il s'était « compromis dans des passages à tabac de militants de l'opposition ».

M. Covic a ajouté que la DOS et le SPO avaient exigé les démissions de deux autres personnalités proposées par le SPS au sein de la commission électorale serbe en vue des législatives anticipées du 23 décembre.

Il s'agit de Balsa Govedarica, président de la cour suprême de Serbie, et du procureur de l'État serbe Dragisa Krsmanovic.

« Ils ont tous deux participé à l'analyse de toutes les élections précédentes » entachées de fraudes, a affirmé M. Covic.

Au cours de la prochaine réunion du

parlement, le Premier ministre Mirko Marjanovic, proche collaborateur de l'ex-président yougoslave Slobodan Milosevic, doit présenter sa démission, première étape avant le départ formel de l'actuel gouvernement serbe, proche de l'ancien régime, et la mise en place du nouveau cabinet.

En outre, le parlement serbe doit impérativement convoquer au plus tard lundi les élections fixées au 23 décembre. S'il n'est pas en mesure de le faire, le scrutin devrait alors être repoussé, le délai constitutionnel de 60 jours pour sa convocation n'étant plus respecté.

La DOS, le SPS et le SPO ont conclu le 16 octobre un accord sur la mise en place d'un gouvernement de transition et la convocation d'élections législatives anticipées en Serbie.

Aux termes de l'accord, le nouveau premier ministre serbe sera issu des rangs du Parti socialiste (SPS) de M. Milosevic, mais il sera encadré par deux vice-premiers ministres, membres de la DOS et du SPO.

Delon, artiste, voyou... et Dieu

Il fut une telle star que, même vieillissant, il demeure une statue vivante



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

PARIS – Les grands acteurs et les stars sont forcément des gens un peu bizarres, qui ont toujours une certaine difficulté à cohabiter avec leur gloire.

Alain Delon a été une telle star du cinéma français — en France, mais aussi en Italie ou au Japon, entre autres — que, même vieillissant (il est né en 1935), il demeure, un peu comme Bardot, une statue vivante du 7^e Art. Curieusement, comme me le fait remarquer son biographe (non-autorisé) Bernard Violet, « sur les 36 couvertures que *Match* lui a consacrées, 30 sont postérieures à 1980, une date à partir de laquelle il ne fait plus ni grands films ni succès commerciaux ». Depuis l'âge de 45 ans, en somme, Alain Delon est devenu une sorte de monument historique, aussi célèbre que boudé par le grand public.

Dans les médias « branchés », Alain Delon a été en quelque sorte coulé dans le bronze : il est ce gars bizarre qui parle de lui à la troisième personne. « Cette petite manie a commencé il y a une quinzaine d'années, dit Bernard Violet. Je ne sais pas si Delon se prend pour Dieu, mais en tout cas sa mégalomanie est sans limite... » Déjà, lors d'un tournage en 1975, il avait soudain décrété que, sur le plateau, tous les techniciens l'appelleraient Monsieur Delon et le vouvoieraient.

En 1979, lorsqu'un journaliste lui demande l'effet que cela fait d'être une star, il répond : « Une star, cela ne s'explique pas, cela se constate. C'est quelque chose que l'on voit briller, mais qu'on ne peut toucher. Une star est quelqu'un qui fait que le silence se produit quand il apparaît. »

En 1985, à propos de ses démêlés judiciaires avec son fils Anthony, turbulent et parfois délinquant, il explique : « Il est difficile

d'être le fils d'Alain Delon... Il est aussi difficile d'être le père du fils d'Alain Delon... »

Depuis, les imitateurs et satiristes s'en donnent à cœur joie, surtout lorsque le grand acteur pousse le ridicule jusqu'à aller faire don de sa personne et de sa gloire au général russe Lebed, alors rival de Boris Eltsine. Ou qu'il donne son avis sur la marche du monde par voie de communiqué. Les *Guignols de l'Info*, sur Canal Plus, le mettent en scène avec le Dalaï Lama, avec l'Empereur du Japon. Quand on remercie Alain Delon, il répond : « Il vous en prie... »

Alain Delon se sent, disons, tellement à part de l'humain ordinaire qu'en 1998, il a tout bonnement tenté d'interdire à l'avance la rédaction de l'actuelle biographie, dont il avait obtenu le synopsis. Tentative qui, en bout de ligne, était évidemment vouée à l'échec, mais qui avait abouti dans un premier temps devant les tribunaux. Pour le faire savoir aux plus larges populations, il avait alors publié un communiqué en achetant une page entière dans le *Monde*, pour la modique somme de 435 000 francs, soit quelque 90 000 dollars canadiens. La réputation d'Alain Delon n'est pas une denrée bon marché.

Cette biographie (bien peu autorisée) de l'interprète céleste de Visconti et Jean-Pierre Melville ne passera pas à l'histoire pour ses qualités littéraires. Et il est possible que beaucoup des « mystères Delon » restent à dévoiler — justement parce que l'acteur et son proche entourage ont évidemment opposé un blocage total à l'entreprise de Violet.

Ce que ce dernier a obtenu ou mis bout à bout demeure quand même souvent stupéfiant.

On savait depuis toujours que Delon avait de « mauvaises » fréquentations, qu'il avait côtoyé le milieu. On lui prêtait une certaine fascination pour les voyous et les mauvais garçons. On ne savait pas que c'était à ce point.

« Si vous faites le compte dans mon livre, dit Bernard Violet, vous arrivez à ce chiffre impressionnant : dix-neuf de ses proches ou amis sont morts de manière violente. À commencer par son chauffeur, secrétaire et doublure, le Yougoslave Stefan Markovic, assassiné en septembre 1968... »



Alain Delon photographié au festival du film de Valence, en Espagne, lundi dernier.

Photo AFP

Stefan Markovic, qui avait eu par ailleurs une brève liaison avec Nathalie Delon, et laissé des lettres ambiguës concernant Alain, sera la victime la plus célèbre de cette liste. L'affaire Markovic sera même à l'époque un scandale de grande envergure, et vaudra à Delon quelques interrogatoires de police. Le principal suspect dans cette affaire étant un truand professionnel célèbre, François Marcantoni, lui-même ami intime de Delon depuis l'âge de dix-huit ans.

Parmi les mystères Delon, il y a cette attraction pour la mafia et les gangsters : lui-même est issu d'un milieu certes modeste, mais ni pauvre ni délinquant, tout juste un peu inculte, puisque le mari de sa mère tenait une grosse charcuterie en banlieue. Y a-t-il dans cette fascination pour les bandits une « recherche du père », comme le dit Violet ? Ou Delon a-t-il fini par confondre ses 29 rôles de voyou au cinéma avec la réalité ? A-t-il été

influencé par Jean-Pierre Melville qui voyait dans les gangsters les seules réincarnations des héros de tragédies grecques ?

Toujours est-il que, des caïds et des malfrats, on en retrouve partout et continuellement au fil de son existence. Il est un intime des célèbres Guérini, qui sont à Marseille ce que les Cotroni sont à Montréal. On retrouve dans son sillage le douteux Fraton de Nice, les Zemor de Paris. Pratiquement aucune vedette du milieu ne lui est étrangère. Delon s'est amusé à frayer dans les milieux douteux de la boxe, des courses de chevaux et des casinos, et a réussi la plupart du temps à se trouver en association avec des gens bizarres, dont certains ne vivaient pas vieux. Ajoutons à cela une passion folle des armes (un jour il avait ramené dans ses bagages un revolver acheté à Tokyo). Selon des familiers, il y avait souvent des costauds patibulaires dans son hôtel

particulier de Paris. Et ses propriétés en province ou en Suisse sont gardées par des para-miliciens fortement armés.

Tout cela n'a pas empêché cet autodidacte sans instruction d'avoir, sans doute par intuition, profité de l'influence civilisatrice de Visconti, Romy Schneider ou Melville, d'avoir, dans les 20 premières années de sa carrière, fait des choix intelligents et parfois risqués (*Monsieur Klein*, de Losey).

Le vrai mystère Delon, c'est sans doute le fait que ce jeune animal survolté, séducteur et violent, devenu en vieillissant un mégalo porté sur l'extrême-droite, ait été, dans *Le Guépard* ou le *Samourai*, un acteur aussi lumineux. Ou alors, le mystère de Delon c'est tout simplement, celui de l'acteur. Mais à forte dose.

Bernard Violet, *Les Mystères Delon*, 562 pages, Ed. Flammarion, Paris 2000.

Tony Blair est mortel, après tout...

Mais ça ne l'empêchera pas de devenir le premier premier ministre Labour à récolter un second mandat



Photo Reuters

Tony Blair et sa femme, Cherie, arpentant une corniche de Bornemouth, sur la Manche, le 26 décembre dernier, à la faveur du congrès du Parti travailliste.

VERA MURRAY
collaboration spéciale

LONDRES – Tony Blair est tombé de son piédestal cet automne. Il n'a plus de halo autour de la tête, il n'est plus invulnérable. Il est tout simplement humain. Cette constatation est rapidement devenue une évidence confirmée par des sondages : 19 % seulement des Britanniques, en comparaison avec 37 % l'an dernier, trouvent que Blair est « un premier ministre remarquable ».

Le rêve qui obsède Tony Blair est de devenir le premier premier ministre travailliste à être réélu pour un second mandat. Ce rêve sera très probablement réalisé aux élections générales du printemps prochain. Mais si Tony Blair revient au pouvoir, c'est autant à cause du manque de charisme de son adversaire conservateur, William Hague, qu'à cause de sa propre popularité et de la brillante de ses politiques.

Le problème de Tony Blair est que sa vie politique a été d'une étonnante facilité. L'épreuve politique par le feu, il ne connaît guère. Son ascension à l'intérieur du Parti travailliste s'est faite presque sans effort. L'étendue de sa victoire aux élections du 1^{er} mai 1997 a été phénoménale et est déjà entrée dans la légende. Blair est devenu le premier ministre le plus populaire de l'histoire britannique et le leader le plus populaire en Europe, voire au monde. On avait l'impression qu'il flottait sur un nuage, à partir duquel il aimait pontifier sur la grande destinée de la Grande-Bretagne et l'état du monde.

Puis, l'enchantement a été brisé par une série d'événements qui ont tous eu pour effet de nuire à sa formidable réputation.

L'automne a débuté avec un nouveau débat féroce au sujet du Dôme du millénaire. Ce projet grandiose, style Ceaucescu, conçu par le précédent gouvernement conservateur, est un projet que Tony Blair, obsédé par sa propre grandeur, avait fait le sien. Ayant englouti plus d'un milliard de dollars, le Dôme est un désastre financier qui n'a pas du tout réussi à attirer le nombre de visiteurs prévu. Il a fallu, une fois de plus, renflouer les coffres, changer de directeur financier. Mais le public ne suivait plus du tout.

Une bombe est tombée fin septembre en forme d'un livre intitulé ironiquement *Servants of the People* (*Les Serviteurs du peuple*), écrit par un journaliste réputé pro-travailliste, Andrew Rawnsley.

De ce livre, la presse et le public ont retenu d'abord l'« affaire Ecclestone », matière à scandale. On apprend que Bernie Ecclestone, le propriétaire de la Formule 1, avait versé plusieurs millions de livres aux coffres du Parti travailliste. Mais la Formule 1 est précisément l'entreprise qui a par la suite bénéficié d'une exemption de la loi interdisant de faire de la publicité au tabac. On sait aussi

que Bernie Ecclestone, un pur homme d'affaires sans idéologie ni sentiments, a changé d'allégeance politique — des conservateurs aux travaillistes — en janvier 1997, quelques mois avant l'arrivée au pouvoir de Tony Blair.

Devant le tollé général, le premier ministre Blair et son ministre des Finances n'ont pas cédé d'un pouce : non et non, il n'y avait absolument pas de lien entre la donation de fonds et le traitement préférentiel de la Formule 1. Mais personne ne semblait les croire.

Le livre de Rawnsley contenait de plus des détails savoureux sur les relations, pénibles, entre Tony Blair et Gordon Brown, son ministre des Finances. Ce dernier, qui a voulu être leader travailliste à la place de Blair et ne s'est retiré de la course que sous les pressions des organisateurs, n'a clairement jamais oublié sa rancune. Selon Rawnsley, Brown reste convaincu qu'il ferait un bien meilleur premier ministre que Blair. Nombre de militants du parti et fonctionnaires du gouvernement penseraient de même. Il ne respecte pas Blair, tandis que Blair ne lui fait pas confiance. Le New Labour est donc carrément divisé en deux camps — pro-Blair et pro-Brown —, qui se détestent avec passion.

La crise du pétrole est intervenue en plein milieu des débats sur le livre de Rawnsley. En Grande-Bretagne, les taxes sur l'essence sont déjà plus élevées que n'importe où ailleurs en Europe. Peu de temps après l'annonce de la hausse du prix du pétrole, toutes les grandes raffineries du pays étaient bloquées par leurs employés et les pompes à essence étaient à sec. Une vraie panique s'est emparée du pays. Mais Tony Blair ne savait pas exactement quoi faire. À la fin, il a dû s'excuser devant les électeurs de n'avoir pas tout à fait compris l'ampleur de leur mécontentement.

Tout cela ne veut en rien dire que les conservateurs sont partis pour la victoire au printemps. Officiellement, ils affirment que l'heure de leur retour au pouvoir a sonné, mais en privé, ils admettent que leur leader, William Hague, a très peu de chance d'attirer la majorité des voix : la plupart des gens, les femmes en particulier, ne lui trouvent aucun attrait.

Pourtant, Hague est intelligent et bon orateur. On dit que Tony Blair éprouve régulièrement des malaises physiques avant de faire face à Hague à la période des questions de la Chambre des communes. Hague est très bon dans le feu de l'action et Blair plutôt moyen.

De plus, à l'instar de Blair, William Hague a une femme superbe et intelligente. Mais elle refuse d'être utilisée à des fins politiques.

Au début d'octobre, juste avant l'ouverture du congrès annuel du Parti conservateur, une députée a incité publiquement son chef à s'inspirer d'Al Gore : « Go for that kiss, William ! » plaidait-elle, en faisant référence au baiser qu'Al Gore a donné à sa femme au congrès du Parti démocrate. Mais en vain... De toute façon, les Britanniques n'auraient jamais apprécié cet interminable baiser public autant que les Américains.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The Washington Post

Comment en est-on arrivé là ?

Le *Washington Post* ouvre ses pages à un Palestinien qui explique ce que ressent son milieu

Quelque 120 morts en quelques semaines, des Palestiniens pour la très grande majorité tombés sous les balles d'Israéliens. Comment en est-on arrivé là ? Le *Washington Post* de dimanche dernier a jugé bon de laisser un Palestinien s'expliquer, surtout que le *Post*, de concert avec *Newsweek*, avait précédemment ouvert largement ses pages à Ariel Sharon, le personnage qu'une très vaste portion de la planète, mis à part Israël et les États-Unis, montre du doigt comme le torpilleur des longs efforts diplomatiques qui devaient amener la paix dans la région. Le Palestinien qu'accueille le *Post* — à la une de sa section *Outlook* de dimanche dernier, ce qui correspond au cahier *PLUS* de *La Presse* du samedi — s'appelle Muhanned Tull. On le présente comme directeur des programmes à la formation professionnelle, au ministère palestinien du Travail. Classe moyenne supérieure palestinienne, quoi. On le laisse parler. Traduction libre.

MUHANNED TULL

RAMALLAH, Cisjordanie — Il y eut d'abord un léger bruit d'explosif, puis un sifflement terrible qu'ont senti ma peau et mes cheveux. Et ce fut une forte détonation qui fit sauter la tour de transmission de la *Voix de la Palestine*, à 300 mètres de l'endroit où je me trouvais, causant avec un ami. Terrifiés, nous rentrâmes et nous nous branchâmes sur CNN — où, un peu plus tard ce jeudi, nous entendîmes Madeleine Albright défier Yasser Arafat d'ordonner aux Palestiniens de cesser de lancer des pierres. Les yeux rivés à l'écran, nous croyions rêver.

J'ai suivi les comptes rendus américains des événements en Palestine. J'ai vu plusieurs des mêmes reportages que vous avez vus à la télé. Et je peux imaginer que le peuple américain se soit demandé pourquoi mes compatriotes palestiniens s'en remettaient aussi brutalement à la violence. Pourquoi ils abandonnaient un processus de paix qui apparaissait comme leur seul espoir, tout en s'engageant dans une confrontation suicidaire vis-à-vis d'une puissance tellement supérieure. Pourquoi agir ainsi, sous le règne d'un premier ministre israélien disposé à aller « si loin », comme le disait le téléjournal, sur le chemin du compromis. Est-ce que tous les Palestiniens étaient virés tous ?

Du même souffle, nous fûmes estomaqués par la vision américaine du conflit. Comment l'Amérique peut-elle présenter les Palestiniens et les Israéliens comme égaux dans ces affrontements violents ? Comment peuvent-ils ne pas savoir qu'il y a un oppresseur et un opprimé, une force d'occupation et un peuple sous occupation dans cette affaire ? La secrétaire d'État Madeleine Albright était chavirée par la mort de

deux soldats israéliens tués par une foule en colère à Ramallah, ce qui paraissait risible aux Palestiniens, qui ne l'ont pas vue pleurer sur les quelque 100 morts palestiniens. Leur vie vaut-elle tellement moins que celle d'Israéliens au vu du reste du monde ?

Survient un moment comme celui-là, aucun pont de la concorde ne peut traverser le fossé. Néanmoins, je vous demande de regarder avec des yeux de Palestiniens comment a évolué le processus de paix.

Les accords d'Oslo

Les accords d'Oslo, en 1993, ont fait croire aux Palestiniens, après six ans d'intifada, qu'un monde nouveau leur était ouvert. On allait cesser de confisquer des terres aux Palestiniens pour construire des colonies juives. Nous aurions le droit de choisir notre destinée ; nous pourrions disposer d'un État ayant Jérusalem-Est comme capitale ; et nous allions nous prévaloir d'une solution honorable pour le million de réfugiés palestiniens dispersés à travers le monde. Bref, Oslo allait rendre justice aux Palestiniens.

Pour nous, ce n'était pas des mots vides de sens. C'était des solutions qui rejoignaient tous les aspects de notre vie. Nous avions besoin de toutes nos terres pour accueillir notre population croissante. Nous ambitionnions de nous dégager des contrôles fermes et humiliants des Israéliens sur notre économie, nos écoles, notre vie quotidienne. Nous désirions que les milliers de familles déshéritées il y a 50 ans par la création d'Israël retrouvent le droit de vivre sur les terres de leurs ancêtres. Nous réclamions compensations pour ce qu'un demi-siècle de vie dans des camps de réfugiés leur avait imposé. Et nous sollicitions Jérusalem-Est parce que c'est le coeur et l'âme de notre religion, de notre



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, collaboration spéciale

économie, de notre culture et de notre identité.

Mais ce qui importe le plus, après notre long combat pour la liberté, c'est que nous voulions la paix. Nous aspirions à des vies normales.

J'avais l'habitude de conduire ma voiture tous les matins de Bethléem à Ramallah, mon lieu de travail. J'arrêtais prendre un café et des soldats israéliens pouvaient me retenir jusqu'à une demi-heure en quête de preuve d'identité. C'était les mêmes soldats tous les jours et je demeurais la même personne tous les jours. Ce que moi et des millions de Palestiniens désiraient, c'était de ne plus avoir à subir cette sorte d'humiliation. Nous voulions pouvoir aller au restaurant à Ramallah et en revenir sans être harcelés. Nous désirions ne plus être la cible de balles caoutchoutées (ou réelles) ou devoir porter un oignon à notre nez pour éviter les effets des gaz lacrymogènes. Nous voulions enseigner à nos enfants la joie de vivre, plutôt que de survivre.

Pour ce faire, nous étions prêts à concéder notre Palestine historique. Nous étions même disposés à attendre plus de cinq ans pour un accord final.

Puis, le virage

Or les choses ont évolué autrement : Israël a esquivé les accords

interimaires ; les confiscations de terres (palestiniennes) ont doublé, sinon triplé ; le processus de paix s'est éternisé. Nous sommes toujours soumis à la règle israélienne pour nous déplacer d'une ville à l'autre, pour voyager à l'étranger, pour commercer avec l'étranger, voire pour enseigner leur histoire à nos enfants.

Dans l'intervalle, Washington s'est complètement rangé à l'interprétation israélienne des événements. Nous souhaitions un arbitrage français ou européen, mais les Américains ont monopolisé les balises de la négociation.

Pire : ils ont voulu neutraliser le schéma de référence au processus de paix. Pendant des décennies, les Nations unies et le Conseil de sécurité avaient adopté des résolutions proclamant que les Palestiniens ont droit de réintégrer leurs terres, qu'ils ont droit à des compensations pour ce qui leur est arrivé et qu'Israël doit se retirer dans les espaces qui étaient les siens avant 1967 — ce qui n'incluait pas Jérusalem-Est. (...)

On a ainsi réduit une des grandes tragédies du XX^e siècle à une bête affaire de frontières. Les accords d'Oslo ont convaincu l'opinion qu'Israël concédait généreusement des terres plutôt qu'il acceptait de libérer des terres conformément aux résolutions de l'ONU.

Déception chez les Palestiniens, mais espoir quand même qu'on en arrive à une légitimité internationale.

(NDLR : suit chez l'auteur un rappel des événements débutant avec le meeting de Camp David, commandé par le président Clinton, en juillet dernier, début d'une longue et ardue négociation. Yasser Arafat prêche la patience, retarde la déclaration d'indépendance, histoire d'attendre le dénouement des élections américaines. Israël choisit ce moment pour renouer avec la méthode forte, sur le terrain, et Ariel Sharon entre en scène.)

L'effet Sharon

Humiliant, car nous considérons Sharon comme criminel de guerre responsable de la mort de centaines de Palestiniens innocents dans des camps de réfugiés en 1982. Cette conviction est partagée par des millions de personnes de par le monde et par des centaines de milliers d'Israéliens.

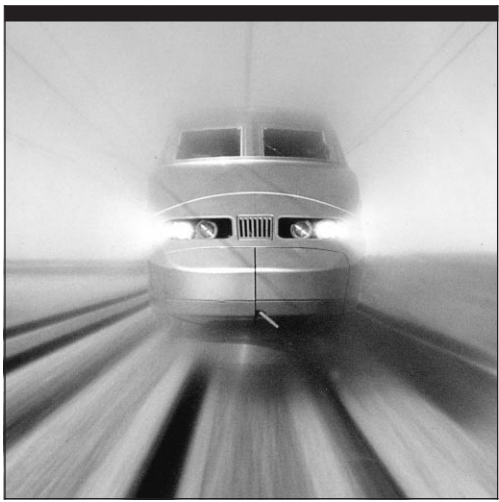
Cela dit, ce n'est pas Sharon qui a donné naissance à la violence des derniers jours, mais plutôt la réaction brutale de la police israélienne, le lendemain, contre les Palestiniens qui ont voulu protester. Message perçu par les Palestiniens : « Nous (les Israéliens) pouvons faire ce que nous voulons ; vous n'aurez même pas le droit de protester. » (...)



Chicago Tribune

Orienteur

DRAMATIQUE, l'étude publiée cette semaine par le sociologue Michel Dorais sur la pression sociale extrême vécue par les jeunes homosexuels à l'école, situations pouvant conduire au suicide. Les Américains, qui n'ont pas souvent de solutions lumineuses à offrir au niveau de l'État eu égard aux problèmes sociaux, font preuve par contre de beaucoup d'imagination privée quand il s'agit de trouver des réponses. Dans le cas qui nous intéresse, des groupes ont commencé à créer dans les écoles secondaires, il y a maintenant 10 ans, des « clubs » où se rencontrent régulièrement jeunes homosexuels et hétérosexuels qui apprennent ainsi à vivre correctement avec leurs différences. Huit cents de ces clubs fonctionnent aux États-Unis, dont 25 dans la région de Chicago, signale le *Chicago Tribune*. Ce type d'institution a le mérite de faciliter l'aveu public d'une orientation homosexuelle et d'assurer qu'un minimum d'hétéros sont conscients du problème, devenant capables d'intervenir comme agents correcteurs lorsque des comportements homophobes se manifestent à l'école. L'obstacle : des parents réagissent mal à l'implantation de ces clubs, qu'ils jugent foyers d'infection de l'homosexualité. D'autres estiment que l'école doit globalement s'abstenir de parler sexe.



Chicago Tribune

Transporteur

BAPTISÉ « ACELA », le train à grande vitesse Boston-New-York-Washington, qui devait entrer en service l'automne dernier, le fera finalement d'ici la fin du mois, signale le *Chicago Tribune*, dans son cahier hebdomadaire sur les transports. Dans son sillon, c'est huit autres circuits de TGV qui promettent de voir le jour aux États-Unis, avec plein d'emplois à l'avenant pour ici, puisque Bombardier est dans le coup. Les corridors envisagés : un lien entre Chicago, Cincinnati, Detroit, Milwaukee, Minneapolis-St. Paul et St. Louis ; un corridor Buffalo-Albany-New-York ; une ligne Philadelphie-Harrisburg ; de Washington, un circuit vers Atlanta, avec embranchement vers Jacksonville, en Floride ; des liens, en étoile, de la Nouvelle-Orléans vers Houston, Birmingham et Mobile, en Alabama ; un circuit Tampa-Orlando-Miami ; une ligne reliant Vancouver à Eugene, en Oregon, en passant par Portland et Seattle ; enfin deux circuits californiens, de Sacramento à San Francisco et de Los Angeles à San Diego. Le problème jusqu'ici : le législateur, sous l'effet de lobbies (automobile, transport aérien, pétrole ?) Mais la Maison-Blanche et de plus en plus de sénateurs appuient désormais le transport ferroviaire rapide.



FINANCIAL TIMES

Flatteur

DEPUIS UN AN, la grande presse internationale n'a de cesse de saluer la renaissance de Montréal. Dernier en date, un chroniqueur de tourisme du *Financial Times*, de Londres, qui ne tarit pas d'éloges sur la qualité de vie montréalaise, avec « ses 4942 restaurants, ses 1630 bars et ses plus de 40 festivals annuels ». On considère généralement Montréal, écrit Nicholas Woodsworth, comme la capitale gastronomique de l'Amérique du Nord. L'auteur, qui a déjà fréquenté une université montréalaise, n'en revient pas des transformations qu'a connues la ville depuis l'effondrement qui a suivi l'élection du Parti québécois en 1976. Il est particulièrement fasciné par le boulevard Saint-Laurent, espace cosmopolite qui a cessé d'être une démarcation entre les Montréal anglophone et francophone pour devenir un pont entre les deux groupes. Le reporter a retrouvé ce qu'il avait aimé de Montréal. Son caractère français lui procurait une fièvre, une joie de vivre et une qualité de vie exceptionnelles. En comparaison, écrit-il, Toronto demeurait imprégné de ses origines écossaises et presbytériennes. Un bon mot aussi sur l'émergence des hautes technologies à Montréal. Au fait, l'auteur cite fréquemment son guide du nouveau Montréal : Pierre Marc Johnson.



The Economist

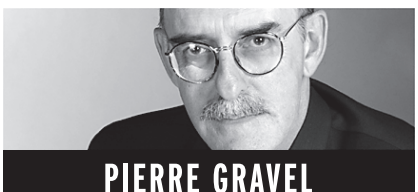
Dévastateur

C'EST APRÈS AVOIR LU, dans ces petits espaces dominicaux que vous lisez, un résumé ce que *The Economist* pensait de son leadership que Daniel Johnson le lendemain, un lundi matin, abandonnait la direction du Parti libéral du Québec. C'est *The Economist* lui-même qui ultérieurement a raconté l'événement, évoquant tout le respect que l'ex-chef libéral voue à l'hebdo britannique. Or voici que *The Economist* s'attaque cette fois à son successeur, Jean Charest, en termes non moins durs qu'il ne l'avait fait envers M. Johnson. Un homme « invisible », dit l'hebdo, de Jean Charest. Un homme forcé par le milieu fédéraliste à accepter la relève par « devoir patriotique », mais dont on dit maintenant, au Québec comme ailleurs au Canada, qu'il n'a pas répondu aux attentes. Tout n'est pas la faute du chef libéral, note par contre l'hebdo, qui souligne la force du premier ministre Bouchard, la vigueur de la croissance au Québec et le fait que le premier ministre fédéral, Jean Chrétien, ne rate pas une occasion de lui faire un croc-en-jambe. Mais M. Charest ne s'aide pas lui-même, poursuit l'hebdo. Son discours est truffé de platitudes. Partout où il met le pied, il ne laisse pas d'empreinte. L'hebdo questionne enfin sa détermination à vouloir tout privatiser, à la mode albertaine et ontarienne, dans un Québec nourri de réflexes collectivistes.

FORUM

Le cercle vicieux

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef



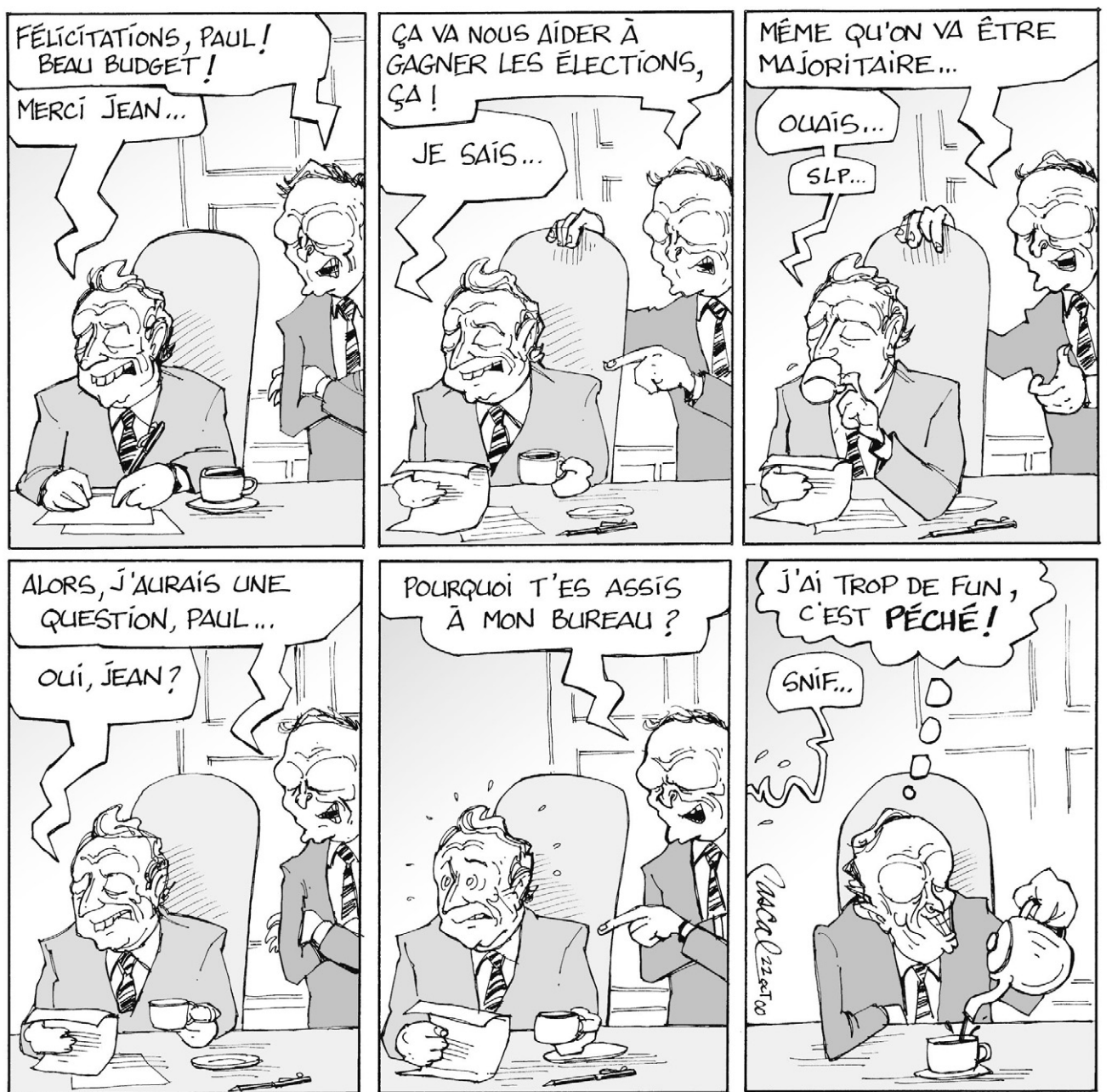
PIERRE GRAVEL
 pgravel@lapresse.ca

On est partagé entre la consternation et l'incrédulité devant les conclusions de l'étude sur le suicide chez les jeunes homosexuels, qui a été publiée au début de la semaine dernière. Une étude qui, bien au-delà des statistiques, démontre à quel point la jeunesse québécoise et les gens qui devraient, en principe, l'encourager à se libérer des préjugés de ses aînés ont, bien au contraire, tendance, sur ce point, à reproduire leurs comportements les plus consternants.

Il ressort en effet de cette étude que, dès l'école primaire, les enfants ont le réflexe tout à fait naturel d'adopter l'attitude foncièrement homophobe de leurs parents et de ridiculiser voire s'acharner avec malice, en les traitant de «tappettes» ou de «fifis», sur leurs petits camarades qui ne partagent manifestement pas leur engouement pour les sports ou d'autres activités considérées comme viriles. Curieusement, ces mêmes enfants auraient plutôt tendance à trouver normal que des filles participent avec enthousiasme à des jeux de gars, imitant là aussi leurs parents qui sont plus naturellement portés à parler avec une sympathie amusée de leur fillette qui aurait l'allure un peu «tomboy» ou garçon manqué.

On sait maintenant que les choses sont loin de s'améliorer au secondaire au moment où un bon nombre de jeunes homosexuels découvrent avec gêne, horreur ou consternation qu'il ne sont pas «comme les autres». Des ados qui, souvent aux prises avec des parents qui ont honte de leur progéniture et cherchent les moyens de les guérir de cette «infirmité», devraient pouvoir trouver à l'école, au moins chez leurs professeurs, un peu de compréhension et de respect à défaut d'une absence totale de préjugés. Or, selon l'étude en question, c'est rarement le cas et les chiffres sur le suicide ne seraient qu'un bien vague indice de la détresse dans laquelle se débattent certains adolescents.

Quand on apprend que, sur 600 écoles, seulement 160 ont accepté d'inscrire les noms et numéro de téléphone d'un organisme comme Gai Écoute dans la liste des services accessibles aux étudiants, on mesure le chemin qui reste à parcourir pour que le milieu scolaire fasse autant d'efforts pour éradiquer les préjugés en matière d'orientation sexuelle qu'on l'a fait sur le plan du racisme ou du sexisme. On sera tenté de rétorquer que, là comme ailleurs, l'école n'est que le reflet de la société. Sauf que c'est peut-être justement là une partie du problème. Car si on ne peut plus compter sur l'école pour contribuer à la faire évoluer on a le droit de s'inquiéter. Et de craindre qu'on continue à tourner en rond. Dans un cercle vicieux.



Droits réservés

Pascal Élie, collaboration spéciale

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Qui veut des élections?

Voici la traduction d'un éditorial de *The Gazette*, non signé selon la tradition anglophone, publié le mercredi 18 octobre.

SI VOUS vous appelez Jean Chrétien, vous avez peut-être une raison de déclencher des élections, à un peu plus de la moitié de votre second mandat, mais elle n'a rien à voir avec des politiques, des projets législatifs, une vision de la nation ou de l'économie.

Les libéraux de Jean Chrétien, dans un geste évident de manipulation, sont sur le point de déclencher des élections, simplement parce que les choses, pour l'instant, s'annoncent bien pour eux. Tout, des sondages qui leur donnent 32 points d'avance aux surplus des coffres gouvernementaux, semble indiquer à M. Chrétien que le temps est propice pour obtenir un troisième mandat et s'assurer ainsi d'une place dans les livres d'histoire.

Mais est-ce que quelqu'un a envie d'avoir des élections maintenant? Puisqu'il n'y a pas moyen d'arrêter M. Chrétien, les Canadiens n'ont d'autre choix que de rester là, à regarder les libéraux se préparer à mettre leur machine électorale en marche. Ce n'est pas beau à voir.

Voyons:

— (Mercredi), le ministre des Finances, Paul Martin doit présenter un minibudget, pas parce que l'état de l'économie le nécessite soudainement, mais parce que les libéraux veulent décréter des baisses d'impôts avant les élections. Les Canadiens ont raison d'être insultés devant tant de cynisme.

— Dans leur hâte d'aller aux urnes, les libéraux laissent pas mal de travail en plan. Cela inclut au moins un projet de loi majeur, celui sur les services financiers, qui aurait accordé aux banques plus de souplesse pour concurrencer les géants internationaux du secteur bancaire. La disparition du projet de loi sur les jeunes contrevenants n'est pas une grande perte, pour le Québec, avec ses mesures coercitives plus strictes contre les jeunes. Mais son sort en dit long, toutefois, sur l'engagement du gouvernement libéral vis à vis son propre agenda législatif.

— La réapparition du bien commode Brian Tobin est dérangeante. (...) Nommer M. Tobin, de la gauche du parti, au ministère de l'Industrie, n'est pas exactement rassurant pour les entreprises canadiennes. Autre énigme: la nomination de l'ancien ministre de l'Industrie, John Manley, aux Affaires étrangères. (...)

— Il y a aussi des raisons de s'inquiéter du virage à 180 degrés que le gouvernement veut faire dans certains des dossiers difficiles de son mandat et demi. Afin de mettre fin à la dépendance à long terme des programmes d'assurance-emploi, les libéraux fédéraux ont resserré les critères d'admissibilité en 1996. Mais récemment, pour aller chercher des appuis dans les provinces de l'Atlantique, ils ont relâché les conditions. Après avoir obtenu un surplus budgétaire pour la première fois en 30 ans, les libéraux semblent maintenant avoir très envie de s'en servir pour acheter des votes, même si les Canadiens partout continuent de payer le prix d'une immense dette de 565 milliards. Les marchés financiers ne sont pas impressionnés. Le dollar canadien a plongé sous les 66 cents US cette semaine.

Est-ce que le gouvernement a des questions pressantes qu'il veut soumettre à l'électorat? Pas qu'on sache. Pour les premières élections fédérales du nouveau millénaire, plus ça change, plus c'est pareil. On remanie le cabinet en prétendant le rafraîchir. On dépense des sous pour acheter des votes. On coupe l'herbe sous le pied des adversaires avant même qu'ils aient le temps de se tenir debout.

Voilà l'approche politique de vieux bagarreur de rue que Jean Chrétien aime. Le pouvoir pour le pouvoir. Les électeurs seront-ils contents? On le verra bien assez tôt.



PHOTOTHÈQUE, La Presse ©

Journaux anglophones comme francophones ont vu une initiative électorale dans le minibudget du gouvernement Chrétien. Le rapport embarrassant du vérificateur général et le retour de Brian Tobin au sein du cabinet fédéral ont aussi retenu l'attention de la presse anglophone.

Le minibudget fait l'unanimité



MARIE-CLAUDE LORTIE

JOURNAUX anglos et francos, cette semaine, se sont parfaitement entendus sur une chose: le minibudget présenté par Paul Martin est destiné à attirer des votes et à couper l'herbe sous le pied de l'Alliance canadienne.

« La recette des élections de Martin », a titré le *Globe and Mail*. « Les libéraux livrent un budget digne de l'Alliance canadienne », a renchéri le *National Post*. « L'abondance de baisses d'impôt pousse Day à l'attaque », titrait pour sa part le *Toronto Star*.

Le déclenchement imminent des élections (qu'on prévoit aujourd'hui) a captivé les journaux anglophones toute la semaine, même si le rapport du Vérificateur général, soulignant de sérieux manques de rigueur dans les dépenses du gouvernement fédéral, y a aussi été mis en évidence, plus que dans les journaux francophones.

En Ontario, une des nouvelles vedettes libérales, est John McCallum, économiste en chef à la Banque Royale et ancien directeur du département d'économie de McGill, dont la candidature dans la région de Toronto vient d'être confirmée. Mardi, le *Ottawa Citizen* a ressorti des boules à mites un discours que McCallum avait fait en février devant des étudiants, où il critiquait vertement les politiques économiques du gouvernement Chrétien. Dans son discours, l'économiste prédisait une détérioration du niveau de vie des Canadiens, un « véritable danger » si le gouvernement libéral gardait le cap!

Beaucoup d'articles ont en outre été écrits sur l'arrivée de Brian Tobin, l'ancien ministre fédéral devenu premier ministre provincial et maintenant de retour dans le cabinet de Jean Chrétien. Beaucoup de journalistes ont tenté d'en décoder la signification pour Paul Martin et la succession de Jean Chrétien puisque Tobin lorgnerait le 24 Sussex. Jeudi, on nous avait toutefois informé que Chrétien avait pris le taureau par les cornes au caucus et fait taire les rumeurs sur la question.

Sur la scène anglo-montréalaise, la réforme municipale a continué à faire couler pas mal d'encre toute la semaine dans *The Gazette*.

Jon Breslaw, un professeur d'économie à Concordia, a expliqué que le plan de fusion pourrait s'appeler « Une île, une dette ». La promesse de Lucien Bouchard de conserver des arrondissements bilingues, où les droits linguistiques des anglophones seront protégés, a été rapporté en première page. Le columnist Ian MacDonald a estimé confié dans sa chronique que (contrairement à ce qu'en pense la page éditoriale du journal) le plan Bernard avait du mérite. « La force du rapport, c'est qu'il passe par-dessus la tête des maires locaux pour aller directement aux citoyens », a-t-il écrit.

Autre sujet cher aux anglos: la décision du gouvernement Chrétien de rebaptiser unilatéralement le mont Logan, au Yukon, pour lui donner le nom de Pierre-Elliott-Trudeau. L'aspect hâtif de la décision et l'absence de consultation ont provoqué toute une controverse.

« Ne pensez-vous pas qu'on a assez de montagnes pour honorer à la fois Sir William Logan et Pierre Trudeau? » demandait samedi dernier Peter Gzowski, l'ancien animateur vedette de la CBC, maintenant columnist au *Globe*.

Mardi, le *Post* nous apprenait en primeur, et à la une, que le mont Logan allait rester tel quel et qu'une autre montagne, adjacente, serait appelée le mont Trudeau.

Parmi les histoires québécoises qui ont intéressé cette semaine les journaux de l'extérieur de la province il y avait celle des Hassidim d'Outremont qui veulent installer un fil autour de certains pâtés de maison. Cette coutume pratiquée par les ultra-orthodoxes permet de créer symboliquement d'immenses unités familiales. Lors du sabbat, les orthodoxes ne peuvent faire certaines choses à l'extérieur de la maison. En entourant les pâtés de maison de fil, en l'accrochant sur des poteaux téléphoniques, ils créent symboliquement une seule demeure et sont donc libérés des restrictions à l'intérieur du périmètre ainsi délimité.

Or, Outremont interdit maintenant aux Hassidim de mettre ces fils, affirmant que l'espace public ne peut être utilisé pour des fins religieuses. Les Hassidim ont rétorqué par une poursuite.

Le *Globe* a mis l'histoire en une et a produit un éditorial sur la question. En gros, le journal reconnaît que les eruv (les fils en question) représentent « une incursion de la pratique religieuse dans l'espace public. Et Outremont n'est pas la seule à trouver ça problématique. La proposition de construire des eruvim a déclenché des débats sérieux sur la relation entre l'État et l'Église en Californie, au New Jersey, à New York et à Londres ».

Mais l'éditorialiste trouve que le fil en question est pratiquement invisible et serait vite oublié. « La question à Outremont n'est donc de savoir pas qui contrôle les poteaux de téléphone, conclut-on, mais qui croit que la tolérance est la plus grande vertu de la vie moderne. »

À VOTRE TOUR

Une expérience kafkaïenne

LETTRE DE LA SEMAINE

LUIS CARLOS FERNANDEZ
L'auteur réside à Montréal.

JE VIENS de faire la kafkaïenne expérience de communiquer avec l'abusif géant des communications Bell pour obtenir une simple réponse à une simple question sur ma facture de services Internet. Peut-être doute avez-vous déjà vécu la même expérience.

Votre ordalie d'abonné commence avec le parcours d'une longue série de voix en conserve, dont la dernière vous annonce que « tous nos agents sont présentement occupés », et vous prie de « rester en ligne pour garder votre priorité d'appel » ; elle a même la douteuse amabilité de vous prévenir que « le temps d'attente est d'environ sept minutes ». Ignorant encore que le mot « environ » est un foutu piège à cons, vous vous dites qu'encore sept minutes à poireauter, ce n'est pas rien, mais puisque vous en avez déjà mis presque autant à vous rendre à cette bonne nouvelle... Vous attendez donc, armé d'une patience qui sera mise à rude épreuve par une incessante pollution auriculaire de *musak*, de réclames débiles et de messages qui, ajoutant l'insulte à l'injure, vous assurent que « votre appel est important pour nous » ; matraquage que vous êtes obligé de subir, sous peine de perdre votre précieuse « priorité d'appel ». Ce à quoi vous consentez lorsque, à bout de



photo MICHEL GRAVEL, La Presse ©
L'auteur, Luis Carlos Fernandez

nerfs, vous réalisez que les sept minutes sont devenues quinze.

La voie du téléphone étant (chez Bell !) un infâme cul-de-sac, vous optez pour celle du courriel... qui se révèle tout aussi pourrie : le service de la facturation de Sympatico (sinistre label) ne répond pas davantage à votre requête parce que le personnel y est pareillement « rationalisé ». Que vous reste-t-il à faire ? Renoncer provisoirement à l'explication que vous aviez cru pouvoir obtenir facilement

et demander plutôt à la première téléphoniste du service résidentiel que vous aurez au bout du fil l'adresse postale du service du traitement des plaintes de son employeur. Voilà qui ne doit pas être bien compliqué. Erreur ! Douée d'une voix humaine, mais soumise au stress de conditions de travail qui le sont de moins en moins, celle qui vous parle enfin — survivante des mises à pied qui ont frappé tant de ses collègues — ne semble pas comprendre ce que vous lui demandez (puisqu'elle vous le fait répéter deux fois) ; et lorsqu'elle s'en pénètre enfin, elle veut savoir le motif de votre demande (sans davantage comprendre que cela ne la regarde pas). Exaspéré, vous priez cette victime de la « nouvelle économie » de vous communiquer illico l'adresse qu'elle doit sûrement avoir à portée de main. Erreur encore ! Ne semblant rien avoir à sa portée — pas même l'organigramme de la compagnie qui l'exploite —, elle vous demande à son tour DE BIEN VOULOIR PATIENTER pendant qu'elle va chercher l'information. Laquelle se résume à ceci : « Il n'y a pas de service de traitement des plaintes comme tel, mais vous pouvez toujours écrire à la haute direction, qui acheminera votre lettre au service dont vous êtes insatisfait ».

Rendu là, si vous êtes comme moi, au lieu de perdre encore du temps en vaines doléances, vous choisirez de dénoncer publiquement la tromperie publicitaire de Bell et son réel mépris du client.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Fernandez recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume « Cent ans d'actualités à La Presse. »

Le prêtre, une personne heureuse ?

LIONEL ÉMARD

L'auteur est prêtre à Saint-Majorique de Drummondville.

S'IL EST UNE chose tabou à l'intérieur des communautés chrétiennes, c'est de parler des conditions psychologiques et matérielles des prêtres. C'est à croire, pour parler comme l'apôtre Paul, que nous sommes devenus comme l'ordure du monde, jusqu'à présent l'universel rebut (1 Corinthiens 4, 13).

Les mots sont sans doute un peu forts, mais je soupçonne que ce soit ce que ressentent beaucoup de prêtres. Le drame, pour nous, est qu'il ne nous est pas permis d'en parler librement, ouvertement, tant la peur des reproches pèse sur nous.

Craignant de nous faire reprocher de vouloir ramener un modèle de prêtre du passé, la majorité d'entre nous préfèrent se taire et porter seuls le poids des difficultés financières des paroisses, celui des déracinements constants, de l'impossibilité de s'enraciner dans une communauté humaine réelle, et les conséquences psychologiques et sociales de la solitude.

J'entends déjà des voix dire : oui, mais la société a changé, ce n'est plus comme avant. L'homme d'aujourd'hui ne sait plus ce que c'est d'être un homme. Le père d'aujourd'hui ne sait plus ce que c'est d'être un père. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi pour le prêtre ?

Ce contre quoi j'en ai, c'est qu'on ne facilite pas la prise de parole des prêtres. Deux exemples, entre autres. Au diocèse de Montréal s'est tenu un Synode diocésain pendant trois ans. Comme individu et comme corps social, on n'a pas aidé les prêtres plus qu'il ne le faut pour leur permettre d'exprimer leur vécu réel comme êtres humains et comme prêtres. Derrière cette « non-assistance », il y avait la peur de revenir à un cléralisme conspué de toutes parts.

Second exemple, celui des rencontres pastorales. De crainte d'être mal perçus, rares sont les prêtres qui osent manifester leur désir d'avoir des rencontres pastorales exclusivement pour eux, ne serait-ce que pour échanger sur les joies et les peines, les espoirs et les inquiétudes du présent et de l'avenir de la foi et des communautés chrétiennes. Nous devons montrer l'image de personnes et d'un corps social qui voguent au-dessus des bourrasques et des tempêtes qui nous assaillent de toutes parts, peu importe nos inquiétudes et nos peurs personnelles.

La Parole dit : « La vérité vous libérera » (Jean 8, 32). « Nous aussi nous croyons, et c'est pourquoi nous parlons » (2 Corinthiens 4, 13). Nous, les prêtres, nous ne disons pas que nous sommes malheureux, que nous sommes inquiets, voire déprimés. Nous faisons comme si, mais à nous regarder, à nous voir aller, les gens savent que ça sonne faux. Nos paroles de foi, d'espérance et d'espoir sonnent faux. Quand nous arrive-t-il d'entendre un prêtre nous dire qu'il est heureux, et que nous ayons envie de le croire sur parole ?

Pendant ce temps, Gabriel écrit, écrit et écrit sans rouspéter

JACYNTHÉ PROULX et FRÉDÉRIC HATTON
Les auteurs résident à Montréal.

NOTRE FILS, âgé de 9 ans, est atteint d'une paralysie cérébrale légère. Maintenant en 4^e année, il est intégré depuis sa maternelle à l'école de quartier. Il éprouve des difficultés de motricité fine : gestes lents et calligraphie difficile. Différents intervenants ont donc recommandé l'utilisation d'un ordinateur en classe pour suppléer à ses problèmes d'écriture. Ainsi, depuis le mois de mai dernier, le plan d'intervention personnalisé de Gabriel est formel : pour réussir, il doit maintenant pouvoir utiliser en classe un ordinateur suffisamment performant et une imprimante.

À la fin de l'année dernière, l'école a installé un vieux ordinateur en classe pour lui. Cependant, il ne convient pas aux besoins de notre fils : il est extrêmement lent et l'écran est minuscule. Depuis le début de l'année, nous faisons des pieds et des mains auprès de la direction d'école, de la CSDM, du ministère et des spécialistes pour obtenir un appareil plus approprié. Et chacun se renvoie la balle ou se confond en excuses : désolé, je suis nouveau ; désolé, nous étions débordés depuis la rentrée ; désolé, si votre enfant allait à l'école spéciale, il jouirait de plus de services ; désolé, l'enveloppe budgétaire ne nous permet de donner une allocation spéciale pour support informatique qu'aux enfants atteints d'une déficience motrice sévère, etc. Finalement, hier, la commission scolaire a déterré un appareil de son 3^e sous-sol, ce qui devrait, selon elle, nous clouer le bec.

Pendant ce temps, Gabriel écrit, écrit et écrit sans rouspéter. Comme Gabriel est un petit garçon déterminé, il continue de travailler avec toute la volonté du monde.

Pendant ce temps, les directions d'école ont reçu des ordinateurs tout neufs, certains dormant encore dans leur emballage, car toutes les directions d'école recevront dorénavant leurs communiqués par courriel. Comme par hasard, pour qu'un directeur d'école reçoive des messages, on n'a pas besoin de creuser pendant des semaines pour déterrer un ordinateur du 3^e sous-sol. On trouve l'argent nécessaire pour acheter une belle machine toute neuve.

Pendant ce temps, Gabriel écrit, écrit et écrit sans rouspéter.

Sans parler de tous les autres besoins non satisfaits : orthophonie (le plan d'intervention prévoit 2 heures par semaine et la commission scolaire octroie généreusement 4 heures dans l'année), accompagnement en classe (le service d'accompagnement en classe par un professeur itinérant, 1 h 45 par semaine, n'est toujours pas en place), etc.

Pendant ce temps, Gabriel chemine VERS LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE.



photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©
Affecté par des difficultés motrices légères, Gabriel a besoin d'un ordinateur en classe.



La chasse, un sport qui implique un profond respect de la nature.

PHOTOTHÈQUE, La Presse ©

Chasseur ne veut pas dire tueur

JOYCE O'BRIEN

JE SUIS fille d'un homme des bois. En effet, mon père a gagné sa vie et celle de notre famille d'abord comme guide puis comme gérant de territoire sur la Lièvre et dans le parc des Laurentides. Il était aussi pêcheur, chasseur et surtout un grand amateur de la forêt. Je pêche un peu, ne chasse aucunement, mais j'ai hérité de son amour de la nature.

Mon conjoint pêche et chasse. Accompagnés de son père et de son frère, lui et moi arrivons d'un voyage de chasse dans la réserve faunique de Matane, le tirage au sort nous ayant favorisés.

Dans ce coin de paradis, l'original est en grand nombre mais il est aussi craintif. Lorsqu'une bête traversait le chemin et se réfugiait dans les bois, nous immobilisions la camionnette. Mes compagnons en descendaient silencieusement. Puis ils appelaient (call) l'original, cassaient quelques branches, secouaient doucement des branches d'arbres en se déplaçant. Ils répétaient patiemment ce manège. Lorsque la bête, curieuse, ressortait dans le chemin, mes compagnons frissonnaient de joie. Ils étaient attentifs, se faisaient des signes, se souriaient de la voir s'approcher d'eux prudemment. Et quand l'animal en confiance se mettait à brouter les quelques feuilles restantes sur les arbres, ils restaient à l'observer longuement avec bonheur. Cette situation s'est produite à plusieurs reprises et mes compagnons auraient pu abattre un original sans difficulté ; ils ont préféré l'approche et l'observation de ce roi de nos forêts.

Parce qu'ils sont aussi chasseurs, c'est l'avant-dernier jour de notre séjour qu'ils ont abattu une bête. Cela s'est fait de façon rapide et propre. Se parlant à voix basse dans cet immense territoire, mes compagnons se sont occupés de la carcasse comme il se doit. Leurs gestes précis et leur attitude témoignaient de leur profond respect pour cet animal majestueux.

J'ai suivi mes compagnons dans tous leurs déplacements. En plus d'avoir vu un très beau coin de pays, ce voyage m'a confirmé ce que je savais déjà : Laurent, Réjean et Richard aiment et respectent profondément la nature. Chasseur ne veut pas dire tueur.

Le bonheur est-il dans la complaisance ?

JEAN FRANÇOIS LEPAGE

L'auteur est biologiste et architecte, directeur d'un centre en développement durable au Costa Rica.

PETIT MATIN tranquille, dimanche d'automne, pied-de-vent sur le lac Saint-Louis. Le moment idéal pour oublier les économies convergentes et les enjeux globaux de la semaine qui vient de passer. Court instant de quiétude pour se refaire avant de recommencer à continuer. Brie local et pain du coin dans l'assiette, je parviens presque à m'imaginer le Costa Rica comme un pays où il n'y a pas de problème parce qu'on y vend du bon café...

D'ailleurs, si je suis le raisonnement de M. Therrien dans *La Presse* de dimanche dernier (Le bonheur est dans la chasse), le Costa Rica doit être un pays d'hommes vrais qui respectent leur nature propre. N'en déplaise à M. Therrien, l'agriculture a été tout aussi déterminante dans l'évolution du genre humain que la chasse. Est-ce pour autant une raison d'accepter aujourd'hui la déforestation incontrôlée et la misère humaine du Costa Rica, producteur de café et de bananes, et pays le plus riche d'Amérique centrale ? Bien sûr que non, serez-vous prêts à répliquer.

On tente encore de valoriser la chasse sportive d'aujourd'hui en l'associant à des rites et coutumes datant des Néanderthaliens. Pire encore, on évoque le besoin de se retrouver en famille, de faire contact avec les éléments naturels et même le souhait ultime de tout homme qui urine debout de mourir en forêt, près de l'endroit où il a tué son premier chevreuil. Parlez-moi encore d'évolution, j'adore.

Pourquoi justifier une activité qui a une utilité discutable en tissant maladroitement autant de liens historiques qui appartiennent au passé ? Pourquoi ne pas prendre conscience de nos faits et gestes pour comprendre une fois pour toutes que nous participons tous, à différents degrés, à la détérioration de notre habitat ? Saviez-vous que le braconnage, activité illicite de chasse, est la deuxième cause de disparition des espèces sur la planète ? La première étant la détérioration de l'ha-

bitat... Il est bien évident que ce ne sont pas tous les chasseurs qui boivent leur caisse de 24 et qui tirent sur tout ce qui bouge pour ne pas revenir trop frustrés, mais combien y en a-t-il au juste ? Combien de mères accompagnées de leur fille privilégient une belle fin de semaine de chasse au gros gibier pour renforcer les liens familiaux ? Ce n'est pas sérieux. Vous pouvez avoir le goût de tuer un animal en toute légalité, mais de s'excuser au nom du bonheur familial et de la santé collective, il y a des limites.

Triturer des faits et des observations afin de faire l'éloge d'une tuerie au point de se sentir coupable de ne pas y participer, c'est admettre notre incapacité à comprendre notre implication dans notre habitat. Par exemple, les médias rapportent, de façon régulière, la présence d'ours dans des secteurs habités. Avez-vous pensé que ce n'est pas parce qu'il y a plus d'ours, mais bien parce que nos forêts ne sont plus assez grandes et que les ours sont refoulés vers les villes à cause de notre présence et de nos activités de plus en plus nombreuses en forêt ?

Nous pouvons certes louer les divers buts marginaux atteints lorsqu'on pratique la chasse sportive entre amis et parents, mais n'oublions pas s'il-vous-plaît le but premier, celui de tuer, d'appuyer sur la gâchette et de se sentir aussi nerveux qu'un garçon sur un bloc de départ lors de sa première performance sportive où ses parents le regardent... Si de tuer n'est pas la motivation première d'aller à la chasse, une promenade en forêt ou même dans le parc du quartier avec votre garçon produira probablement le même bienfait familial recherché, sans toutefois tuer quoi que ce soit...

Le fait de ne pas se poser les bonnes questions est une excellente façon d'éviter les douloureuses prises de conscience qui font évoluer, et non régresser, une société. À quoi ça sert d'interdire quand on ne comprend pas pourquoi ? Vous pouvez continuer à chasser en toute quiétude M. Therrien, ce n'est pas demain qu'on vous l'interdira. Ce n'était toutefois pas nécessaire de mettre le bonheur de vos enfants entre votre arme et votre chevreuil...

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration | GUY CREVIER > Président et éditeur | MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint | YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information | ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef

Ben Weider

JEAN-PAUL SOULIÉ

BEN WEIDER est sans doute l'homme d'affaires montréalais le plus connu à travers le monde. De la Chine à l'Irak, de l'Irak à l'Afrique du Sud, de la Suède à la Californie en passant par Shawinigan, les entreprises qu'il a créées avec son frère Joe, pionnières de l'industrie du conditionnement physique et du développement musculaire, sont présentes partout sur la planète, et la Fédération internationale de culturisme dont il est le président-fondateur a des branches dans 171 pays, et est sur le point d'être reconnue par le Comité olympique international.

Cette éclatante réussite ne suffisait pas à Ben Weider. Toujours passionné par tout ce qu'il entreprend, le père du culturisme mondial, très intéressé par l'archéologie et grand voyageur devant l'Éternel, a un jour fait la connaissance, en Égypte, d'un héros à sa mesure : l'Empereur Napoléon 1^{er}. Il a découvert, émerveillé, toutes les facettes de ce génie, suivi sa trace jusque dans son exil de Sainte-Hélène, dans les miasmes de l'Atlantique-Sud.

Ben Weider s'est alors fait historien, chercheur scientifique, détective et surtout polémiste. Il a découvert et s'est attaché à prouver et à faire admettre partout, avec toute l'énergie qui le caractérise, que Napoléon n'est pas mort d'un cancer, comme certains historiens bien pensants ont voulu le faire croire, mais qu'il avait été empoisonné par ses géoliers, les Anglais et leurs alliés les Bourbons, remontés sur le trône de France avec leur aide. Des Bourbons qui craignaient par-dessus tout l'Empereur et son immense popularité en France et partout en Europe.

Le 12 octobre dernier, Ben Weider, président et fondateur de la Société napoléonienne internationale, recevait des mains de l'ambassadeur de France au Canada la médaille de chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur. Cette haute distinction, créée en 1802 par son idole, qui était à l'époque le Premier Consul Bonaparte, lui a été conférée par le gouvernement français en reconnaissance pour l'intérêt passionné qu'il porte à la vie de Napoléon et à la promotion de son héritage à travers le monde. *La Presse* souligne le grand honneur qui est fait à Ben Weider, Montréalais de renommée mondiale, en le nommant **Personnalité de la semaine**.



Photo MARTIN CHAMBERLAND ©

Né au coin de la rue Coloniale et de l'avenue du Mont-Royal en 1921, Ben Weider a commencé par rêver de devenir boxeur, et son frère Joe, lutteur, un moyen comme un autre de ne pas travailler dans les usines de vêtements comme leur père. Les deux jeunes, trop maigrichons, ont voulu savoir pourquoi ils ne gagnaient jamais. Ils ont découvert le secret de la musculation, et la conquête de la force par la technique.

« Il a fallu 25 ans de travail pour faire accepter la musculation par les entraîneurs, raconte Ben Weider. En 1954, en pleine guerre froide, je suis rentré de Russie et j'ai dit que les Russes allaient gagner dans tous les sports parce qu'ils avaient compris l'importance de la musculation : on m'a traité de communiste ! J'ai répondu que je travaillais au contraire très fort pour devenir un vrai capitaliste ! »

Ben Weider, aujourd'hui, arbore fièrement à sa boutonnière trois décorations : l'Ordre du Canada, qui lui a été remis en 1975, l'Ordre national du Québec, que lui a présenté le premier ministre Lucien Bouchard, et la Légion d'honneur de France. Mais s'il devait porter en même temps toutes les décorations, médailles et marques de reconnaissance qui lui ont été remises au cours de sa brillante carrière, il n'aurait sans doute pas trop de sa musculature fort bien entretenue pour en supporter le poids. À soixante-dix-huit ans, toujours débordant de vitalité, Ben Weider fait trois ou quatre fois par semaine une heure de musculation, et il prend ses vitamines tous les jours. Son frère Joe et lui sont associés depuis 1946, et ils sont toujours très actifs. « Nous avons eu souvent des divergences d'opinions, mais jamais de disputes », souligne Ben, très attaché à Montréal, alors que son frère s'occupe de leurs affaires aux États-Unis.

Deux des fils de Ben Weider travaillent avec lui, le troisième est antiquaire. Les affaires des sociétés Weider sont florissantes, et ce ne sont pas les projets qui manquent à Ben, éternellement entreprenant. « Quand tout le monde rit de moi, je deviens plus agressif, dit-il. Je rentre de Jordanie, où j'étais l'invité du jeune roi Abdallah, et je prépare les championnats d'Europe de culturisme. Ça se passera devant le président du CIO, J.A. Samaranch. Il nous a donné une reconnaissance olympique, après 17 années d'efforts. Reste à assurer une participation aux Jeux. Et je travaille actuellement à faire de 2001 l'Année napoléonienne. »

Ce dernier projet lui tient à cœur. Il veut faire reconnaître tous les mérites de celui à qui on doit un Code civil toujours exemplaire, et qui a toujours défendu les droits des juifs comme ceux des musulmans et la liberté de tous les cultes. Il a fait respecter un idéal que Ben Weider partage et qui tient en trois mots : liberté, égalité, fraternité. « Si j'avais vécu au temps de l'empereur, dit Ben Weider, j'aurais voulu être son secrétaire, son assistant. » Fidèle grognard (soldat de la vieille garde sous Napoléon 1^{er}), en recevant sa Légion d'honneur il a déclaré : « C'est comme si Napoléon était là, en personne, et qu'il me disait en me pinçant l'oreille : Ben, je suis content de vous. »

BOP01PROMO
Not Found

2895506
Not Found

Missing files that are needed to complete this page: BOP01PROMO 2895506

Not Found BOP01PROMO*80 10X054.00 PROMOTION.PERSONNALI
Not Found 2895506*00 10X060.00 personnalité de la LA PRESSE LITEF 14600 LIR